

Jean Meynaud

Professeur de science politique
à l'Université de Lausanne

(1961)

DESTIN DES IDÉOLOGIES

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme [Marcelle Bergeron](#), bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : marcelle.bergeron@uqac.ca

JEAN MEYNAUD

Destin des idéologies. Lausanne : Études de science politique, 1961, n° 4, 164 pp.

[Autorisation formelle accordée par les ayant-droit, Mme Meynaud-Zographos (épouse) et de Mme Hélène-Yvonne Meynaud (fille), le 19 octobre 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels des ayant-droit :

Mme Meynaud-Zographos (épouse) : meynaud-zogrphos@orange.fr

Hélène-Yvonne Meynaud (fille) : helene-yvonne.meynaud@edf.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2007 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 août 2009 à Chicoutimi, Québec.



Jean Meynaud

(1961)



Lausanne : Études de science politique, 1961, n° 4, 164 pp.

Dans la même collection

(Études de science politique, 6, Chemin de Mornex, Lausanne)

1. *La science politique : fondements et perspectives*. 1960. 228 p.
2. *Technocratie et Politique*. 1960. 116 p.
3. *Les groupes de pression internationaux*. 1961. 560 p.

TABLE DES MATIÈRES

[Index des auteurs](#)

[Avant-propos](#)

[INTRODUCTION](#)

[I. AMPLEUR ET LIMITES DE L'APAISEMENT IDÉOLOGIQUE](#)

[Thèse du déclin des idéologies](#)

1. [Contenu et esprit de la thèse](#)
2. [Réponses à quelques objections](#)

[Signes positifs de l'apaisement](#)

1. [Transformation des partis socialistes](#)
2. [Indifférence des citoyens](#)
3. [Importance donnée à l'efficacité](#)
4. [Valeur explicative du facteur idéologique](#)
5. [Absence de rayonnement du pluralisme idéologique](#)

[Essai d'évaluation du phénomène](#)

1. [Climat de la discussion](#)
2. [Fin des idéologies ou unification idéologique ?](#)
3. [Étroitesse de la phase d'observation](#)
4. [Risques du raisonnement analogique](#)
5. [Dimensions du phénomène](#)
6. [Suggestions pour les analyses ultérieures](#)

II. NATURE ET VALEUR DES EXPLICATIONS DE L'APAISEMENT

Une explication économique : la société opulente

1. De la pauvreté à l'abondance
2. Limites de l'opulence
3. Une négation de l'opulence : la paupérisation
4. Richesse et politique

Une explication sociologique : le néo-capitalisme

1. De l'exploitation à l'intégration
2. Le néo-capitalisme, mystification ou réalité ?
3. La société industrielle, unité ou diversité ?
4. Industrialisation et politique

De l'affirmation tactique à la vérification scientifique

1. Incertitudes méthodologiques
2. À la recherche des facteurs de la situation
3. Un nouveau thème de propagande idéologique

CONCLUSION

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

INDEX DES AUTEURS

[Retour à la table des matières](#)

ABOSCH, H.
ABRAMS, M.
ACKERMANN, W.
ACQUAVIVA, S. S.
ADRIANI, M.
ALLEN, F.L.
ALPHANDERY, C.
ANDRIEUX, A.
ARNOLD, G. L.
ARON, R.
ARZOUMANIAN, A.
AUMONT, M.
BARAN, P.A.
BARJONET, A.
BARTHES, R.
BARTHOU, L.
BARTOLI, H.
BEER, S. H.
BELL, D.
BENDA, J.
BENDIX, R.
BESSE, G.
BIGO, P.
BLACKHAM, H. J.
BLETON, P.
BLUM, L.
BO DINO DEL,
BOFFA, G.
BOLLE DE BAL, M.
BURNHAM, J.
BURNS, E. Mc N.
CALVEZ J.-Y.
CAMPBELL, A.
CAMPBELL, J.R.
CARDAN, P.
CAROCCI, C.
CATLIN, G
CHARLOI, J.
CHARLOT, M.
CHASTENET, J.
CHEVERNY, J.
CHOMBART DE LAUWE, P.
CIAMPI, A.
CIORAN, E. M.
CLAIRMONTE, F. F.
CLAUDE, H.
CLEGG, H. A.
CLOSON, F.L.
COHEN-SEAT, G.
COLLINET, M.
COMTE, A.
CONVERSE, P. E.
COURVAL, H.

CROSLAND, A.	FRISCH, A.
CROSSMANN, R. H. S.	FURNEAUX, W. D.
CROZIER, M.	
CRUCÉ E.	GALBRAITH, J. K.
DAHL, B.A.	GALLINO, L.
DAVID, M.	GARAUDY, R.
DEAT, M.	GERMAIN, J.
DENIS, H.	GIRARDET, R.
DEPREUX, E.	GIROD, R.
DIMOCK, M. E.	GOGUEL, F.
	GOURNAY, B.
DION, L.	GRÉVILLOT, J.-M.
DJILAS, M.	GUÉRIN, D.
DOGAN, M.	GURIN, G.
DUVEAU, G.	GURVITCH, G.
DUVERGER, M.	
DUVIGNAUD, J.	HALÉVY, D.
	HAMON, L.
EELLS, R.	HAYEK, F. A.
EGBERT, D. D.	HECKSCHER, G.
EINAUDI, M.	HENNESEY, J. A.
ELLIOTT, M. A.	HINDEN, R.
ESCARPIT, R.	HINGLEY, R.
EULAU, H.	HOFFMANN, S.
	HUSZAR, C. B. DE
FAGUET, E.	HYNEMAN, C.S.
FELS, COMTE DE	
FERRATON, H.	IRIBADJAKOV, N.
FOSSAERT, R.	
FOUGEYROLLAS P.	JAHN, J.
FOURASTIER, J.	JANNE, H.
FRIEDMANN, G.	JENKINS, C.

JOUSSAIN, A.
KAHN, P.
KARDELJ, E.
KELLEY, S.JR.
KENNEDY, J.F.
KEYNES, J.M.
KIRCHHEIMER, O.
KNOWLES, A.
KOESTLER, A.
KOHN, H.
KROUTCHTCHEV, N.

LALEUF, A.
LACROIX, J.
LANCELOT, A.
LANE, R. E.
LAPLACE, J.
LAURENT, S.
LA VALLÉE POUSSIN E. de
LECAILLON, J.
LEMESNIL F.
LÉNINE, V.
LENS, S.
LERNER, M.
LESIRE-OGREL, H.
LETOURNEAU, G.
LEWIN, K.
LEWIS, G. K.
LHOMME, J.
LIGNON J.
LIPPMANN, W.

LIPSET, S.M.
LOEW, J.
LOEWENSTEIN, K.
LYALL G.
MABILEAU, A.
MACBETH, D.
MAC RAE, D. G.
MADARIAGA, S. DE
MAINGUY, Y.
MALLET, S.
MAN, H. DE
MANNHEIM, K.
MARANINI, C.
MARC, A.
MARCHAL, J.
MARCZEWSKI, J.
MARSHALL, A.
MARX, K.
MAYO, E.
MASCOLO, D.
MATHIEU, G.
MAURRAS, C.
MAZÉ, J.
MCLELLAN, D.S.
MERRIL, F. E.
MEYNAUD, J.
MICHEL, H.
MICHELET, J.
MILBURN, H. F.
MILLER, W. E.
MILLS, C. W.
MIRKINE-GUÉTZEWITCH, B.

MOCH, J.	PRIOURET, R.
MONTANEZ, L.	
MONTJOIE, P.	QUILLIOT, R.
MOORE, B. Jr.	QUINET, E.
MORE, T.	QUINT, H. H.
MORENO, J.-L.	
MORIN, E.	RAMADIER, P.
MOSCOVICI, M.	REDAIN, P.
MOTHE, D.	REYNAUD,
MUCCHIELLI, R.	RIESMAN, D.
MUNRO, C.K.	RIGAUD, J.
MYRDAL, G.	RIMBERT, P.
	ROBSON, W.A.
NADEAU, N.	ROCARD, M.
NAVILLE, P.	ROSE, R.
NICOLON, F.	ROSTOW, W.W.
NIEL, H.	ROUBINSKI, J.I.
NOLLEAU, H.	ROVAN, J.
	RONWTREE, B.S.
ORION. pseudonyme de MAZÉ, J.	RUNGIS, M.
Voir MAZÉ, J.	RUSTOW, D. A.
ORR, J. B.	RUYER, R.
PACKARD, V.	SALLERON, L.
PAGANI, A.	SALVADORI, M.
PAILLAT, P.	SARTORI, G.
PARSONS, T.	SAY, L.
PEACOK, A. T.	SCHLESINGER, A.
PEAR, T. H.	SCHRÖDER, B.
PERSONS, S.	SCHUMPETER, J. A.
PHILIP, A.	SELLIER, F.
PLANHOL, X.	SHANKS, M.

SHANNON, D.A.

SHILS, E.

SHORE, P.

SIMON, M.

SINGER-KÉREL, J.

SISSON, C. H.

STOCKES, D. E.

TAVITIAN, R.

THEOBALD, R.

THIBAUDET, A.

THOMAS, N.

THOREZ, M.

TIANO, A.

TINGSTEN, H.

TOGLIATTI, P.

TOUCHARD, J.

TOURAINÉ, A.

TRUDEAU, P.E.

VAN ERDE, K. S.

VILLE, G.

WAHL, N.

WALINE, P.

WALLICH, H. C.

WATSON, G.

WEGENER, T.

WEIDLÉ, W.

WERTH, A.

WHITE, W. H.

WILLIAMS, R.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

CE PETIT OUVRAGE trouve son origine dans un cours professé à l'Université de Lausanne durant l'année académique 1960-61. Tout en laissant subsister l'appareil bibliographique, je me suis appliqué à alléger l'exposé des inévitables lourdeurs et répétitions de la présentation scolaire. Mais le poids des habitudes acquises rend une telle transposition difficile.

Je voudrais dire un mot des raisons qui me conduisirent à donner ces leçons et me poussent à en livrer les éléments au public. Nous assistons actuellement à la pénétration dans l'analyse sociale de notions auxquelles leur apparente nouveauté vaut un prestige certain : société opulente, néo-capitalisme, « américanisation » de la classe ouvrière, « relations humaines », « dépolitisation », fin des idéologies... Or, en se reportant aux sources, on constate souvent la fragilité des concepts ainsi utilisés et des imposantes déductions qui en sont tirées.

Le but premier de cet essai est de procéder à un examen critique de ces conceptions qui laissent des traces dans la pensée des hommes même si leurs promoteurs, satisfaits d'un effet de surprise, tendent assez vite à les abandonner. Il s'agit de ramener ces spéculations à une juste échelle et de restituer à la polémique quotidienne ce qui n'appartient pas à la recherche scientifique.

Pendant les séminaires qui ont accompagné le cours, mes étudiants lausannois m'ont aidé, par leurs critiques et suggestions, à réaliser cette tentative d'évaluation : j'ai conscience de m'acquitter d'une dette en leur dédiant ces pages.

Lausanne, juillet-août 1961

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

AU COURS DES ANNÉES RÉCENTES, un mouvement assez ample de la pensée politique a pronostiqué le déclin, et même la fin, des idéologies. L'argument général de cette thèse est l'apparition dans les sociétés modernes de puissants facteurs de rapprochement et d'authentiques solidarités pacifiantes. Certes, la bataille se poursuit et, si l'on considère la littérature consacrée aux idéologies, semble s'intensifier. Mais cet affrontement, qui répondait jadis aux conditions de la vie sociale, tourne souvent, de nos jours, à la pure controverse d'école, l'évolution aboutissant peu à peu à désagréger le fondement concret de ces alignements et à leur conférer un caractère fictif.

Sommes-nous vraiment parvenus à l'achèvement des conflits idéologiques ? Beaucoup de faits tirés de l'observation courante permettent d'en douter : des rassemblements laïcs en France aux marches organisées par les « unilatéralistes » en Grande-Bretagne, des manifestations, ; racistes et anti-racistes dans le sud des États-Unis aux démonstrations effectuées par les syndicats japonais contre le pacte américano-nippon et ses prolongements, Un nationalisme véhément s'affirme dans les jeunes États entraînant un important ensemble d'attitudes positives (industrialisation) ou négatives (refus des modèles étrangers) dont on n'a pas encore évalué les implications. Enfin, et surtout, le monde communiste nous signifie chaque jour sa volonté de mener contre les systèmes occidentaux une implacable lutte idéologique dont la « coexistence pacifique » constitue un instrument privilégié.

Les partisans de la thèse de l'apaisement connaissent tous ces éléments et beaucoup d'autres qui vont dans le même sens. Dès lors, comment parviennent-ils à les concilier avec leur affirmation centrale ?

En réalité, la question n'est pas simple, le manque de recul augmentant la complexité de son examen. Il serait tentant d'en renvoyer l'analyse à plus tard en laissant, pour ainsi dire, aux événements le soin de trancher le débat. Mais le verdict des faits manque presque toujours de clarté et les divergences entre historiens, même sur des périodes éloignées, montrent que le passage du temps ne garantit nullement l'unanimité dans l'interprétation. De plus, en dépit de préventions tenaces, il n'est jamais inutile d'entreprendre l'étude de la réalité immédiate. Il est fort douteux que l'on puisse construire de grandes œuvres en se concentrant sur l'actualité. Pourtant, de telles démarches sont susceptibles d'élargir

les dimensions de l'analyse documentaire et de poser des jalons pour l'établissement de schémas généraux.

*
* *

L'examen des problèmes de l'idéologie est fortement compliqué par les divergences dans la désignation et l'appréciation des phénomènes. En discuter de façon approfondie reviendrait à écrire un autre livre. Il est cependant nécessaire d'explicitier en quelques mots les positions prises ou, si l'on préfère, les conventions adoptées dans cet ouvrage.

On peut voir en première analyse dans l'idéologie, l'organisation conceptuelle d'un certain nombre de fins collectives reconnues comme désirables : ainsi opposera-t-on le conservatisme centré sur la reconnaissance et l'apologie de l'ordre établi, au libéralisme qui affirme la nécessité du mouvement et met l'accent sur les réalisations futures¹. Dans cette acception, l'idéologie se rapproche de la notion allemande de *Weltanschauung* que l'on traduit, faute de mieux, par conception du monde, ou encore, état des idées qu'on a sur le monde et sur la vie : selon certains, elle s'en distinguerait toutefois par son caractère nécessairement, collectif, le contenu du terme allemand pouvant par contre être aussi bien d'ordre individuel que collectif². Cependant, d'autres auteurs se sont essayés à donner une vue plus précise de l'idéologie, spécialement dans ses applications au domaine politique. Ainsi Karl Loewenstein, qui la définit comme un « système cohérent d'idées et de croyances expliquant l'attitude de l'homme, envers la société et conduisant à l'adoption d'un mode de comportement qui reflète ces idées et ces croyances et leur soit conforme »³.

En se plaçant au niveau du langage courant, on observe une grande confusion dans l'emploi de termes voisins : doctrines, idées, idéologies... Ces mots sont très souvent utilisés comme s'ils étaient interchangeables. Les auteurs qui jugent souhaitable d'établir une distinction en suggèrent des acceptions diverses.

C'est ainsi que Jean Touchard propose de réserver le mot « doctrine » à la désignation d'un système complet de pensée reposant sur une analyse théorique du fait politique⁴. Pour lui, la doctrine est une œuvre individuelle : elle contribue à la formation de l'idée politique qui, à l'inverse de la pensée doctrinale, possède une épaisseur, un poids social. De façon heureuse, Touchard compare l'idée (qu'il lui paraît difficile de distinguer de l'idéologie) à une pyramide avec plusieurs étages :

¹ En ce sens : NIEL (H.), « Les idéologies », *Lumière et Vie*, juillet 1956, pp. 105-126.

² Ainsi Wladimir WEIDLÉ dans l'introduction au numéro spécial de *Res Publica* (1960, n° 3, p. 190) sur « Les idéologies et leurs applications au XX^e siècle ».

³ In : « L'influence des idéologies sur les changements politiques », *Bulletin International des Sciences Sociales*, 1953, p. 55.

⁴ In : *Histoire des idées politiques*, Paris, 1959, t. I, p. VII.

l'étage de la doctrine, celui de la *praxis*, celui de la vulgarisation, celui des symboles et des représentations collectives. Pour prendre un exemple actuel disons que l'on trouve à un bout de la chaîne *Le Capital* et à l'autre le slogan des « deux cents familles ».

La position de Raymond Aron est un peu différente. Il voit dans les idéologies — spécialement ce que l'on appelle les « ismes » — des doctrines chargées de traits particuliers qu'il ramène à trois : potentiel émotionnel (à la différence des pures idées, elles visent moins à démontrer qu'à convaincre) ; justification d'intérêts ou de groupes ; structure apparemment logique, ou si l'on préfère, caractère systématique (encore que ce trait, spécialement visible dans les idéologies de type communiste, n'ait pas la même importance dans tous les cas)⁵.

Bien qu'empruntant une systématisation et un vocabulaire différents, l'approche d'Aron a de nombreux points communs avec celle de Touchard l'un et l'autre admettent la notion d'une dégradation insensible de l'œuvre intellectuelle à mesure que l'on se rapproche du stade final de l'utilisation pratique. En poussant ce raisonnement jusqu'au bout, on a pu voir dans les idéologies des systèmes d'idées « qui ne sont plus pensées par personne »⁶. Cette dévalorisation s'explique si l'on admet que l'idéologie est en quelque sorte le support ou l'armature de l'action, fournissant un programme d'activité ou la justification d'un tel programme, mieux encore apportant un critère ou une série de références pour le jugement des conduites et la réalisation des choix.

En une large mesure, le mot d'idéologie reste marqué par le sens que lui ont donné les marxistes pour lesquels le propre de l'idéologie serait de vouloir traduire, comme s'il s'agissait de l'expression d'une pensée désintéressée les intérêts vitaux d'un groupe ou d'une classe sociale. L'idéologie procéderait ainsi d'une conscience faussée, la caractéristique de l'idéologue étant d'ignorer que son système de réflexion est le produit des conditions matérielles dans lesquelles il est placé. Exprimant les rapports de propriété, l'idéologie est liée à la division de la société en classes sociales, la classe dominante faisant tous ses efforts pour imposer sa propre conception du monde à l'ensemble de la communauté. La démarche idéologique prend dès lors figure de facteur défensif ou de principe protecteur. Élément de couverture sociale à contenu mystifiant l'idéologie joue le rôle d'un instrument de combat entre les groupes.

Sur cette base, le marxisme qui se présente comme la science étudiant les lois du développement de la nature et de la société ne saurait pour ses adeptes, mais pour ceux-ci seulement, être assimilé à une idéologie. Le marxiste ne peut être qualifié d'idéologue puisqu'à la base de sa réflexion se trouve la croyance en la

⁵ In : *Res Publica, op. cit.*, pp. 276-277. Autre formulation de R. ARON : « Les idéologies politiques mêlent toujours avec plus ou moins de bonheur des propositions de fait et des jugements de valeur. Elles expriment une perspective sur le monde et une volonté tournée vers l'avenir » (*L'opium des intellectuels*, Paris, 1955, p. 246).

⁶ W. WEIDLÉ, même revue, p. 189.

détermination de la superstructure idéologique par l'état des rapports de production. Observons pourtant qu'à l'heure actuelle les communistes définissent couramment le marxisme-léninisme comme l'idéologie du mouvement de libération du prolétariat aboutissant ainsi à la notion, philosophiquement originale, d'une idéologie scientifiquement vraie par opposition à toutes les autres réputées fausses.

Le point à retenir est que, dans la perspective marxiste, l'idéologie est liée à l'existence et à l'activité d'un groupe social en tant que tel. Cette correspondance entre les conceptions politiques et les groupements sociaux possède un degré élevé de vraisemblance et rend compte d'une large partie de la réalité. La recherche et la pratique contemporaines en sont nettement et profondément imprégnées. Mais la relation n'exprime nullement la totalité des phénomènes considérés. L'appartenance sociale ne détermine pas infailliblement les conceptions de l'individu : on ne peut ignorer la possibilité d'un dépassement des idéologies au sens marxiste du terme et il serait dangereux de la sous-estimer. Autre élément à ne pas négliger : la tendance d'un groupe à s'accrocher, par tradition ou paresse intellectuelle, à une idéologie qui ne représente plus ses intérêts. Il est possible que l'utilisation systématique des grands moyens de communication (*mass-communications*) augmente la fréquence de tels décalages qu'il est peut-être optimiste de considérer comme de simples retards dans l'adaptation aux facteurs objectifs. Même si l'on admet que les idées sont le produit des conditions sociales — et *a fortiori* si l'on refuse à ce propos tout lien de filiation rigide — on ne peut exclure que la pensée joue éventuellement un rôle moteur, au niveau de l'infrastructure ⁷.

En faisant des idéologies un simple élément de rationalisation des formations sociales (d'autres y ayant vu des reflets), on s'expose à abandonner ou sous-estimer les idées qui, à un moment donné, ne trouvent pas, ou ne trouvent plus, « preneur », les motifs de l'épuisement ou de l'échec n'étant pas nécessairement fonction de l'état de la structure sociale ⁸. On a pu dès lors se demander s'il ne

⁷ Sur le problème des relations entre l'activité intellectuelle et l'existence sociale, il est indiqué de relire l'ouvrage de Karl MANNHEIM, *Idéologie et Utopie*, traduit de l'édition anglaise, Paris, 1956. Pour une critique de ces conceptions, se reporter avant tout à Raymond ARON, *La sociologie allemande contemporaine*, 2^e édition, Paris, 1950, pp. 74-94. Voir aussi Paul KAHN, « Idéologie et sociologie de la connaissance dans l'œuvre de Karl Mannheim », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 8, 1950, pp. 147-168. Mentionnons l'intéressante analyse de J. A. SCHUMPETER, « Science and ideology », *American Economic Review*, mars 1949, pp. 345-359. Voir enfin : MACRAE (Donald G.), *Ideology and society. Papers in sociology and politics*, Londres, 1961, chapitre VI.

⁸ Citons par exemple l'œuvre, redécouverte au début du siècle, d'Emeric CRUCÉ (1590-1648), *Le nouveau Cymée* (publiée en 1623). On a pu voir après coup dans cet auteur le fondateur du mouvement pacifiste moderne. En ce livre, il s'attache à montrer que les mobiles allégués pour la justification des guerres (honneur, recherche du profit, réparation de quelque tort, besoin d'activité et d'exercice), n'ont pas de valeur, les conflits armés ne produisant d'ailleurs pas les résultats qu'on espère. Conscient des dangers que suscite l'esprit guerrier et des menaces à la paix qui découlent de certains phénomènes économiques et sociaux, Crucé propose un plan de réformes en vue de réduire le militarisme. La pièce essentielle de son système est la création

conviendrait pas d'utiliser un système dualiste de répartition idéologies-idées politiques. Le mot « idéologie » serait employé pour embrasser les conceptions et positions d'une classe ou d'une catégorie sociale quelconque (idéologie bourgeoise ou paysanne, par exemple, ou, à la rigueur, idéologie des « classes moyennes »). Quant au terme d'« idée », on s'en servirait pour identifier les tendances politiques qui existent à un moment donné dans une société déterminée : libéralisme, traditionalisme, industrialisme, socialisme... (selon l'approche adoptée par Thibaudet pour étudier les idées politiques de son temps)⁹.

Cette distinction, même si elle part d'une propriété établie par le marxisme, ne saurait avoir de sens pour un marxiste qui sera porté à la taxer d'idéaliste. Elle nous semble pourtant offrir sur le plan conceptuel un grand intérêt en établissant que le mouvement liant la pensée à l'action pratique n'est ni rigide ni unilatéral. De l'une à l'autre, il n'y a pas de relation simple, mais un va-et-vient étrangement complexe. La puissance — ou le rayonnement — de l'idée ne lui vient pas seulement de son adéquation aux rapports sociaux ou autres facteurs objectifs. Tout en admettant qu'en bien des cas les idées sont une arme du combat social, un instrument de protection des privilèges, nous reconnaissons aussi qu'en des circonstances multiples, elles se révèlent plus fortes que les intérêts et qu'il existe peut-être — au-delà de la succession des régimes — des aspirations humaines permanentes : aspirations que l'analyse sociologique, sous peine de retomber dans l'ornière du droit naturel, n'a pas comme telle, à critiquer et à juger, mais qu'elle a pour mission de rechercher et de décrire à travers leurs manifestations positives¹⁰.

Cependant, cette distinction nous semble difficile à pratiquer. Un premier obstacle réside dans l'apparente fluidité des groupes sociaux. L'ordonnement

d'un collègue qui s'efforcera de maintenir la paix grâce à la persuasion morale, n'imposant ses décisions par la force que dans les cas extrêmes (collège composé des ambassadeurs des États monarchiques, du pape qui y aurait le premier rang, du sultan de Turquie, de Venise et de la Suisse). Crucé passe pour avoir influencé des hommes comme Leibnitz et l'Abbé de Saint-Pierre, les physiocrates et les libéraux anglais. Mais combien aura-t-il fallu de temps pour que de telles idées trouvent une vaste audience parmi les peuples ?

⁹ Nous pensons ici à son ouvrage bien connu *Les idées politiques de la France*, Paris, 1932. Selon R. GIRARDET, l'idéologie s'oppose à l'idée ou plutôt lui échappe dans la mesure où étant vécue, elle devient tradition d'un groupe social : ce qui explique l'extrême difficulté de rénover un système doctrinal par suite de la résistance des milieux où cette idéologie s'est « incrustée » (remarque extraite de l'ouvrage collectif *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, 1960, pp. 134-135).

¹⁰ Voir sur ce point le livre de Roger MUCCHIELLI, *Le mythe de la Cité idéale*, Paris, 1960. Résumant la critique faite par Thomas More de la société anglaise de son époque, Mucchielli y voit l'expression d'une morale « qui n'est ni celle de sa fonction ni celle de sa classe, ni celle de son temps... » (p. 58). De façon générale, l'objectif de l'auteur est d'aider à la construction d'un « nouveau relationnisme » pour lequel « la source des valeurs se trouve dans la relation interhumaine, c'est-à-dire dans le lien social en lui-même... » (p. 297). Et Mucchielli exprime toute sa pensée en déclarant que la relation « indéfinissable en termes de réalité culturelle, historique, sociologique ou psychologique... ne peut se définir que par et dans l'idée de la Cité idéale, qui implique la parité de la relation et de l'être social intégrant l'humanité comme totalité ».

doctrinal de la société, on le verra dans la suite de ces développements, perd toujours une bonne partie de sa vertu classificatrice si on le confronte aux réalités immédiates. Quant aux conceptions intellectuelles et morales de ces groupes divers et quelque peu instables, elles sont elles-mêmes dépourvues de rigueur et de précision. À vouloir les saisir à un niveau élevé de généralisation, on s'expose au risque de reconstruction dogmatique. Le même danger existe, sans nul doute, à propos des tendances politiques style Thibaudet, comme la lecture du livre de celui-ci suffit à en convaincre ; mais en ce cas, l'effort de tri et de comparaison, comporte au total, en raison de la nature même de l'analyse, un moindre péril d'interprétation subjective.

En définitive, cette distinction nous paraît susceptible de fausser la description des choses et nous préférons la rejeter. Nous choisirons donc, au point de départ, d'assimiler les idéologies aux « ismes » traditionnels qui, tout en différant par l'inspiration d'ensemble et le but final, ont souvent de nombreux points communs. Mais ce faisant, nous n'oublierons pas les rapports souvent étroits qui unissent ces ensembles aux divers groupes sociaux (si du moins ils présentent assez d'homogénéité et de cohérence pour être en mesure de s'assurer une ligne idéologique commune). Enfin, nous aurons garde de négliger le fait que les idées ou éléments d'idées, dont l'ensemble est censé former l'idéologie en cause, se dégradent et s'appauvrissent, ne serait-ce que par le rejet des nuances, au moment de leur diffusion et en raison de leur succès. Songeons seulement à ce qu'il restait du système de Maurras dans l'esprit du camelot du roi d'intellect moyen et, *a fortiori*, dans celui du sympathisant d'une lointaine province. En dépit de son exceptionnelle cohérence interne, le marxisme-léninisme lui-même n'échappe pas à une telle servitude.

Ainsi présentée, l'idéologie ne saurait être dissociée de l'action ou, du moins, d'une volonté d'action (compte tenu de l'inégalité de puissance qui, à un moment déterminé, caractérise les divers systèmes idéologiques en présence). Déjà perceptible en de nombreux cas à l'étage doctrine (dont on peut se demander s'il ne serait pas souhaitable — mais est-ce concevable et possible ? — de le distinguer du plan de la pure théorie), ce souci de marquer et d'entraîner l'opinion s'élargit et s'approfondit quand on arrive au niveau de la vulgarisation. D'où l'exceptionnel intérêt de la dissociation d'une idéologie en ses éléments composants : part de démonstration rationnelle, rôle des considérations morales, place des représentations mythiques... Il est difficilement pensable qu'un système idéologique quelconque puisse se passer entièrement de l'un ou l'autre de ces facteurs. On peut, finalement, se demander si toute idéologie, en tant qu'elle exprime des projets d'avenir et des programmes d'action, n'est pas vouée à enfermer quelque élément de mythe ou d'utopie ou, pour reprendre la remarque de E. M. Cioran, si, au niveau de la multitude, la vie sans utopie ne deviendrait pas

irrespirable : la nostalgie prenant chez les sociétés, ou les groupes, la forme du retour à l'âge d'or ou de l'idolâtrie du futur ¹¹.

*
* *

On sortirait des limites de cette introduction en soulevant le problème des fonctions de l'idéologie qui semble à certains remplir des missions jadis du ressort de la religion ¹². À beaucoup d'auteurs, on l'a dit, qui s'inspirent plus ou moins ouvertement de la position marxiste, l'idéologie apparaît comme une illusion ou un mensonge, en tout cas, une arme forgée plus ou moins heureusement et spontanément dans le combat social. Disons, de façon moins catégorique, que la lutte idéologique revêt souvent des aspects tactiques non exempts, et ceci à toutes les époques, de traces d'intoxication. Il arrive d'ailleurs que les manipulateurs soient pris à leur piège et subissent le choc en retour des idées émises (cas de l'idéologie humanitaire lancée au XIX^e siècle par de nombreux écrivains « bourgeois »). G. Duveau a judicieusement cité l'exemple du patron qui, après avoir fréquenté l'église pour garantir à son usine une « discipline productive », se transformera en dévot ou, même, en ascète, oubliant le destin de ses biens temporels ¹³.

Un autre aspect de ce thème serait d'analyser l'idéologie comme support de l'action ¹⁴. La question se trouve aujourd'hui suscitée par la prétention des technocrates à réaliser un État idéologiquement neutre dont la ligne de conduite reposerait sur la recherche de l'efficacité. C'est surtout à propos de l'U.R.S.S. que le problème a été soulevé et discuté. En un livre déjà ancien, mais dont les conclusions valent toujours d'être redites, Barrington Moore Jr a déclaré que depuis leur prise de pouvoir en Russie, les Soviétiques ont laissé prédominer

¹¹ In : *Histoire et utopie*, Paris, 1960, p. 24. Les rapports entre l'idéologie et l'utopie soulèvent des problèmes théoriques que l'on ne saurait aborder dans ce court essai. Voir à ce sujet l'intéressante classification de Georges DUVEAU : « Introduction à une sociologie de l'utopie », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. IX, 1950, pp. 17-41. Encore de G. DUVEAU : « La résurrection de l'utopie », *même revue*, juillet-décembre 1957, pp. 3-22. Pour une étude plus approfondie voir, en dehors de l'ouvrage de MUCCHIELLI cité à la note précédente, l'important livre de R. RUYER, *L'utopie et les utopies*, Paris, 1950. Bonne présentation générale des diverses utopies, selon un plan historique in : ADRIANI (Maurilio), *L'utopia*, Rome, 1961, (Universale Studium, 74).

¹² Voir l'article de L. DION, « Political ideology as a tool of functional analysis in socio-political dynamics : a hypothesis ». *Canadian Journal of Economics and Political Science*, février 1959, pp. 47-59.

¹³ *Op. cit.*, 1950, p. 24.

¹⁴ R. ARON a esquissé le problème dans le numéro déjà cité de *Res Publica*, pp. 276-286.

l'idéologie des moyens sur celle des fins¹⁵. D'où, par exemple, la répudiation de l'idéal de l'égalité qui s'est, à l'épreuve, révélée incompatible avec la création d'une société industrielle. Pour cet auteur, l'industrialisation imposerait des règles de conduite absolument impossibles à négliger. De même, sur le plan des relations internationales, les Soviétiques auraient agi comme disciples de Machiavel et de Bismarck plus que de Marx et de Lénine, s'attachant à l'équilibre du pouvoir davantage qu'à l'idéal de la révolution prolétarienne.

On peut hésiter à accepter de telles positions qui reçoivent toujours une large audience. Certes, M. N. Khrouchtchev ne manque jamais une occasion d'insister sur le supplément de popularité que vaudra au marxisme l'amélioration des conditions de vie ; tout sera plus facile, déclare-t-il, quand l'acceptation spirituelle sera doublée par des avantages au niveau de l'estomac¹⁶. Mais, dans le même temps, il continue d'affirmer la nécessaire subordination de l'art — peinture, musique, littérature... — à la réalisation de l'idéal de la société communiste. Le parti mène aussi une lutte constante contre les nombreuses survivances de l'idéologie « bourgeoise », déclarant que le développement de la conscience morale ne suit pas le même rythme que l'expansion des forces économiques (la plus marquante de ces survivances étant le maintien des croyances religieuses). Il combat aussi les déformations de l'idéologie socialiste (camouflage des échecs, cosmopolitisme, attitude incorrecte à l'égard des diverses formes de travail).

Sans entrer dans la controverse sur le rôle de l'idéologie en U.R.S.S., disons garder un certain scepticisme à l'égard des thèses voulant, à partir de très nombreux cas, que les dirigeants soviétiques s'inspirent exclusivement de considérations « réalistes » sur le plan interne comme externe¹⁷. On prend un risque, en déclarant que ces leaders ont toujours fait prévaloir, dans la prise des décisions, les considérations de réalisme politique sur les positions idéologiques (noter, par exemple, les vicissitudes des relations soviéto-yougoslaves). De façon plus générale, il reste frappant de voir le soin avec lequel sont forgés et appuyés idéologiquement les notions et concepts utilisés pour la lutte politique, spécialement au niveau international (ainsi les thèses sur la « coexistence pacifique »). La souplesse de la dialectique utilisée dans des cas de ce type, ne permet pas de dire, il est vrai, si l'idéologie fût l'élément moteur ou la justification *a posteriori* de la position prise¹⁸.

¹⁵ *Soviet politics. The dilemma of power : the role of ideas in social change*, Cambridge (Mass.), 1950.

¹⁶ Position que rappelle explicitement T. MOCH : « Le vrai combat Est-Ouest : la course au mieux-être », *Revue de Défense Nationale*, février 1961, pp. 197-212.

¹⁷ Pour une bonne présentation de cette controverse, voir le symposium « Ideology and power politics », publié dans *Problems of Communism*, mars-avril 1958, pp. 10-35. On trouvera également des matériaux intéressants sur ce sujet dans la même revue, numéro de novembre-décembre 1959.

¹⁸ Pour la Yougoslavie, où se posent des problèmes particuliers, voir KARDELJ (E.), « D'un appel à la lutte idéologique », *Questions actuelles du socialisme*, janvier-février 1954, pp. 25-82.

Quoi qu'il en soit, l'analyse des fonctions de l'idéologie dans les sociétés communistes soulève des problèmes spécifiques dont cet essai ne traitera pas. Nous avons le sentiment que les comparaisons si volontiers effectuées entre les pays de l'Est et de l'Ouest apportent pour l'instant plus de confusion que de lumière. Aussi concentrerons-nous ce travail sur la situation des nations démocratiques de l'Occident parvenues à un niveau économique déjà relativement élevé, les idéologies d'autres systèmes n'étant citées que pour leur influence éventuelle sur les nôtres ¹⁹.

Bien entendu, la discussion sera limitée aux idéologies politiques. Au stade actuel de l'analyse sociale, cette restriction est obligatoire si l'on veut faire œuvre cohérente. Spécialement dans le domaine des idées, elle est superficielle et, pour tout dire, conventionnelle. Il suffira de deux exemples pour établir les lacunes de l'itinéraire adopté — itinéraire que les progrès de la connaissance permettront, sans nul doute, d'élargir jusqu'à embrasser l'ensemble des positions humaines (pour autant, bien sûr, qu'elles touchent à la politique, mais combien restent, en définitive, exemptes de tels contacts ...).

Voyons d'abord le phénomène des croyances religieuses. On a pu montrer — sur l'exemple privilégié de l'Islam, il est vrai — que celles-ci dominent la géographie humaine elle-même, parfois davantage que les facteurs matériels. C'est ainsi que l'on trouve la marque de l'Islam dans un urbanisme très spécial, dans l'exploitation du sol (y compris les conséquences des interdits alimentaires), dans les pèlerinages, etc. ²⁰. De façon au moins aussi nette, nous savons que la religion islamique qui s'attache au spirituel comme au temporel, a puissamment modelé le gouvernement des hommes. Cette influence est certes moins nette, surtout à l'époque moderne, pour une religion comme le catholicisme, mais il reste impossible de contester le poids global de la religion catholique sur la politique, et l'existence d'affinités entre certaines positions temporelles et des options proprement religieuses (méthodes d'apostolat, rôle des laïcs dans la société ; valeur attribuée à la défense de l'enseignement libre, etc.).

¹⁹ On signalera ici, pour mémoire, l'importance qui s'attacherait à une analyse correcte du rôle des intellectuels, poursuivie sans pré-conception dogmatique. Signalons l'élan que vient de donner à ces études Jean TOUCHARD avec son équipe de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. On trouvera l'essentiel des résultats déjà acquis dans un numéro spécial de la *Revue Française de Science Politique*, décembre 1959, sur « Les intellectuels dans la société contemporaine ». Mentionnons aussi, mais sans en recommander la lecture, l'ouvrage médiocre et contestable de HUSZAR (George B. de) ed., *The intellectuals. A controversial portrait*, Glencoe (Ill.), 1960. Consulter sur le plan théorique SARTORI (G.), « Intelletuali e intelligenza », *Studi Politici*, mars-août 1953 (*l'intelligenza* étant présentée comme la fraction de l'élite culturelle en révolte contre son époque et son milieu). Pour une approche neuve du problème, voir les ouvrages de Raymond WILLIAMS, *Culture and society, 1780-1950*, Londres, 1958, et *The long revolution*, Londres, 1961.

²⁰ Voir l'intéressant ouvrage de Xavier de PLANHOL, *Le monde islamique, essai de géographie religieuse*, Paris, 1957.

Un cas moins fréquemment cité est celui des mouvements littéraires. Encore que la relation soit souvent oubliée, la littérature paraît susceptible d'agir sur la politique, et d'ailleurs vice-versa, même dans les sociétés où la création artistique échappe aux consignes gouvernementales. Soit, par exemple, le surréalisme (mais on pourrait aussi évoquer le romantisme, le naturalisme, l'existentialisme). On sait que les milieux conservateurs ont accusé les surréalistes d'avoir contribué à aggraver le désarroi moral caractéristique du premier après-guerre ²¹. Au surplus, la liaison entre plusieurs adeptes de ce mouvement et des formations politiques extrémistes, communistes, ou anarchistes, est trop connue pour qu'il soit besoin de la rappeler ici ²². On dira peut-être que ces attitudes intellectuelles traduisaient simplement un déséquilibre social plus profond, mais la diffusion de l'oeuvre d'art — surtout lorsque son auteur ne craint pas de provoquer le scandale — n'apporte-t-elle pas un élément supplémentaire à cette mise en cause des structures existantes ?

Nous avons la certitude qu'en ignorant ces phénomènes, l'analyse politique commet une faute : il n'est probablement pas erroné de penser que certaines tendances philosophiques ou littéraires ont compté parmi les facteurs ayant rendu la société allemande perméable à l'hitlérisme (ainsi, un vigoureux effort pour revaloriser l'irrationnel contre la « raison borgne » du XIX^e siècle, une méfiance à l'égard de ce qui est défini, de ce qui a un début et une fin ; un respect de l'obscur aboutissant au rejet des vertus de la cohérence, etc.).

Ces quelques observations montrent les dimensions que devrait revêtir une analyse du déclin des idéologies pour être pleinement significative. Si l'état actuel des fragmentations disciplinaires contraint à des vues plus modestes, il est nécessaire pourtant de ne pas sous-estimer la distance qui nous sépare du but.

Nous prendrons ici comme base de raisonnement la thèse du déclin des idéologies dans les sociétés contemporaines. En son acception rigoureuse, elle prédit la fin des conflits idéologiques : même s'ils ne le savent pas encore, les hommes seraient, en réalité, unanimes sur l'essentiel. Un courant plus modéré fait état d'une simple tendance ayant de nombreux obstacles à vaincre avant de s'imposer. Le facteur commun à ces diverses conceptions est la croyance en un processus de « désidéologisation ». Ainsi voit-on dans le phénomène une évolution qui se déroule, à partir d'un point de référence, en fonction de variables dont l'étude reste d'ailleurs superficielle.

²¹ Voir par exemple les observations présentées par Jacques CHASTENET dans un petit ouvrage au titre suggestif, *Quand le bœuf montait sur le toit*, Paris, 1958 (spécialement le chapitre IV : « Le cirque intellectuel »).

²² Pour l'étude du passage de la proclamation littéraire à l'action politique, on pourra se reporter à l'ouvrage bien connu de Maurice NADEAU, *Histoire du surréalisme*, Paris, 1945 (en particulier les chapitres : « La guerre du Maroc », pp 122-132 ; « Au service de la révolution », pp. 187-195 ; « La politique surréaliste », pp. 220-229). Lire également le récent ouvrage de Roger GARAUDY, *L'itinéraire d'Aragon*, Paris, 1961 (dans lequel l'auteur se propose d'établir l'unité de pensée d'Aragon qui est allé « du surréalisme au monde réel »).

Nous éprouvons une grande méfiance envers cette présentation, en quelque sorte linéaire, du problème considéré. La faiblesse majeure d'une telle position est le caractère arbitraire de la date retenue pour établir la comparaison. Il est certainement possible de modifier l'évaluation de la situation actuelle par simple changement de l'époque de référence. Cette propriété n'oblige pas à rejeter l'idée d'une transformation : elle incite cependant à en rechercher un autre mode de systématisation.

La période immédiate se caractérise par une certaine dévalorisation des conflits idéologiques, une certaine indifférence vis-à-vis des batailles doctrinales. Nous sommes en présence d'un apaisement qui n'est pas total et ne saurait, sauf préconception dogmatique, être tenu pour définitif. L'histoire offre de multiples exemples d'un semblable effacement des luttes d'idées, mais un élément nous fait défaut pour fixer du premier coup sa signification : la connaissance du niveau habituel de semblables contestations dans la vie politique.

Supposons que le gouvernement de la Cité suscite en règle générale des combats idéologiques d'une réelle intensité : l'image d'une éclipse traduirait alors correctement l'état présent des choses. Mais on peut également soutenir que de telles luttes ne surviennent que rarement et souvent par rapport à un problème déterminé (affaire Dreyfus, question de la C.E.D....). Dans cette perspective, l'apaisement récent correspondrait, en somme, à la norme habituelle, le problème étant de rechercher les facteurs responsables de son maintien ou, en d'autres termes, les causes explicatives de la persistance de l'apathie.

Il ne semble pas possible, du moins pour l'instant, de faire un choix scientifiquement fondé entre ces deux hypothèses. Sans être en mesure de justifier pleinement cette option, nous croyons la seconde plus conforme aux faits. À beaucoup d'égards, les périodes de forte tension idéologique se présentent comme des phases d'excitation temporaire destinées à se résorber plus ou moins vite dans la grisaille de la pratique quotidienne.

Cet apaisement n'est pas nécessairement synonyme d'immobilisme. Même dans les époques de calme apparent, les oppositions idéologiques subsistent et demeurent susceptibles d'inspirer des choix de portée réformiste. Cependant cet amoindrissement des rivalités partisans est plutôt favorable à la conservation de l'ordre établi, quel qu'il soit. D'où la tendance — particulièrement évidente aujourd'hui dans la lutte contre le communisme — à insister sur les vertus de l'apaisement et à en exalter les mérites. On ne joue pas sur les mots en évoquant une idéologie de l'apaisement idéologique dans laquelle les contempteurs les plus sévères de notre monde verront peut-être un mythe au service d'une société en voie de désagrégation. Cette remarque conduit à examiner la thèse du déclin des idéologies comme étude d'une pratique sociale et accomplissement d'un essai de persuasion.

Dernière remarque : l'indifférence globale des citoyens vis-à-vis du combat idéologique s'accompagne parfois d'un intense bouillonnement d'idées en des cercles, éventuellement restreints, de l'opinion. Or ces démarches prennent bien

souvent la forme d'un refus préalable des idéologies existantes : on repousse ce qui est sans toujours proposer des éléments de remplacement. Il arrive que ces attitudes de refus soient interprétées comme un signe de l'apaisement idéologique. C'est un contresens : de telles mises en cause étant l'un des éléments susceptibles de provoquer les tensions idéologiques qui, de temps à autre, secouent les fondements des sociétés ou, au minimum, affaiblissent la force des idées reçues.

En définitive, l'hypothèse choisie comme base de ce travail permet de ne pas donner un caractère exceptionnel à la période que nous traversons. Elle considère la prétendue phase de déclin comme un stade d'apaisement qui n'a pas de titre à la permanence. Sans se prononcer explicitement sur les conditions et modalités d'un renversement du courant elle refuse de le tenir pour inconcevable. Il reste, dès lors, à démontrer, sinon la parfaite validité, du moins la vraisemblance d'une telle position.

I

AMPLEUR ET LIMITES DE L'APAISEMENT IDÉOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

SELON SES PARTISANS, la thèse de l'apaisement idéologique exprime et synthétise les conduites politiques effectives dans les régimes pluralistes à économie développée : elle relève ainsi pour eux de l'observation sociologique et non de la formulation doctrinale. Dès lors, peu importe que l'on se réjouisse de l'évolution ou la déplore : il s'agit d'abord d'exposer un mouvement en gardant contact avec la réalité.

Cette position, disons-le tout de suite, ne saurait être acceptée que sous bénéfice d'inventaire. L'affirmation que nos sociétés obéissent désormais à de puissants courants pacificateurs sert trop bien certains intérêts pour ne pas provoquer un malaise. Il est donc indispensable d'apprécier l'ampleur actuelle et la portée historique de cette « désidéologisation » qui devient, peu à peu, l'un des lieux communs de l'explication politique. Les techniques quantitatives n'étant pas aisément adaptables à l'étude des idées (sinon par le biais imparfait des sondages d'opinion et des échelles d'attitudes), c'est là une tentative difficile et hasardeuse. Par ailleurs, les auteurs qui abordent ce problème donnent généralement le pas aux affirmations sur les démonstrations. Il existe finalement un décalage manifeste entre la gravité des notions émises et la faiblesse des justifications.

Cet essai d'évaluation n'échappera pas à la fluidité et à l'imprécision qui caractérisent encore tant de secteurs de la science politique. Nos possibilités d'examen se situent bien en deçà de nos ambitions. On ne saurait, en tout cas, améliorer sérieusement l'état des connaissances en tombant dans le piège des généralisations hâtives.

THÈSE DU DÉCLIN DES IDÉOLOGIES

[Retour à la table des matières](#)

On en fixera les traits essentiels à travers les déclarations de quelques auteurs représentatifs de la position analysée. Notre choix est certes arbitraire, mais la qualité des personnalités retenues et de leur audience permettent de le tenir pour significatif. Sans viser à un « dosage » équilibré, on fera appel à des publicistes et à des hommes de science, la convergence des uns et des autres constituant un facteur intéressant du problème.

1. CONTENU ET ESPRIT DE LA THÈSE

Une première difficulté est de choisir le point de départ de ce courant. Décision d'autant plus délicate que ces notions d'apparence neuve ne sont peut-être que de vieux thèmes adaptés au goût du jour. Nous retiendrons comme élément de référence la conférence organisée à Milan, en septembre 1955, sur l'avenir de la liberté par le Congrès pour la Liberté de la Culture : si l'on en croit les comptes-rendus qui en furent donnés, les participants (environ 150 intellectuels et politiciens, venus de nombreux pays démocratiques), auraient constaté que la diversité de leur affiliation partisane n'entraînait aucun désaccord idéologique grave. Ils auraient également déclaré n'attacher que peu d'importance à la couleur politique des gouvernants au pouvoir dans leur pays respectif, les différents partis ne pouvant adopter que des positions voisines dans l'ordre des affaires intérieures²³.

Il serait facile de découvrir des manifestations plus anciennes d'un tel état d'esprit. Dès juin 1950, A. Koestler exposait devant ce même Congrès « que les antinomies "socialisme et capitalisme", "gauche et droite", sont en train de se vider rapidement de leur sens et que tant que l'Europe restera embourbée dans ces fausses alternatives, qui rendent impossible toute pensée claire, elle ne pourra espérer trouver aucune solution constructive à ses problèmes » : la gauche étant

²³ Voir en particulier les rapports sur la conférence d'Edward SHILS. « The end of ideology », *Encounter*, novembre 1955, pp. 52-58, et Seymour M. LIPSET, « The state of democratic politics », *Canadian Forum*, novembre 1955, pp. 170-171.

devenue, selon lui, « un fétiche verbal dont le culte distrait l'attention des véritables problèmes, ... un dangereux anachronisme »²⁴.

En critiquant âprement les notions en cause, Kœstler reconnaissait leur influence sur l'esprit des hommes. Un peu plus tard, des auteurs allaient la contester en proclamant ce qu'il est devenu banal d'appeler la « mort des idéologies ». Telle est, pour prendre un témoignage très récent, la position de Daniel Bell, journaliste et universitaire²⁵. Tel est aussi, avec plus de finesse et de solidité, le point de vue du sociologue Seymour M. Lipset²⁶.

Bell proclame dès l'abord une grande méfiance à l'égard des idéologies. Mais, alors que ce trait est volontiers associé en Europe à l'image de la droite, il se définit comme non-conservateur²⁷. Selon lui, les vieilles idéologies, et en particulier le marxisme, ont fait leur temps : elles ont perdu, vis-à-vis des intellectuels, leur « vérité » et leur force de persuasion. L'*intelligentsia* occidentale s'accorde en gros aujourd'hui sur les solutions à donner aux grands problèmes politiques : acceptation du *Welfare State* ; souhait d'une décentralisation du pouvoir ; valeur du système d'économie mixte et du pluralisme politique. Elle a, de la sorte, totalement abandonné, et les vieilles notions conservatrices (en particulier l'idée que le *Welfare State* engagerait les sociétés sur la « route de la servitude »), et les nouvelles utopies d'inspiration scientiste (la réalisation de l'harmonie communautaire par le *social engineering*). De son côté, Lipset affirme que, dans les démocraties occidentales, les notions de droite et de gauche ont perdu beaucoup de leur rigueur. Le déclin des controverses idéologiques lui semble manifeste : cependant, il ne veut tirer de ce phénomène que des conclusions prudentes et nuancées quant à l'avenir des luttes politiques.

Le principal document en langue française pour l'étude de cette thèse, est le compte rendu des *Colloques de Rheinfelden*²⁸, manifestation également organisée par le Congrès pour la Liberté de la Culture. C'est dans le rapport général de Raymond Aron que l'on trouve l'exposition la plus claire du thème considéré. Comparant les discussions politiques des années 1930 et celles des années 1950, Aron découvre un contraste frappant : « Fascisme et communisme ont pour ainsi dire disparu en tant que doctrines respectables, l'accord sur l'essentiel est acquis

²⁴ Texte reproduit dans *L'ombre du dinosaure*, traduit de l'anglais, Paris, 1956, pp. 193-205. Il est plaisant de noter que cette mise en cause de la gauche n'allait pas sans quelque réserve mentale, KOESTLER demandant (p. 202) que l'on ne voit pas dans son propos « une apologie du capitalisme ou une attaque contre le socialisme ».

²⁵ In : *The end of ideology. On the exhaustion of political ideas in the fifties*, Glencoe (Ill.), 1960.

²⁶ Voir en particulier le chapitre final de son dernier ouvrage *Political Man. The Social Bases of Politics*, Londres, 1960.

²⁷ Étienne de LA VALLÉE-POUSSIN, in : « Suis-je un homme de droite ? » *Res publica*. 1960, n° 3, p. 255, souligne expressément que la droite, « habituée aux responsabilités du pouvoir mais confondant un peu ses intérêts avec ceux de l'État », a toujours professé un « dédain des idéologies »

²⁸ Publié à Paris en 1960. Voir aussi les observations déjà présentées à ce propos par R. ARON in : *L'opium des intellectuels, op. cit.*, notamment chapitre VIII.

entre les partis qui respectent les règles du jeu, entre socialisme (parlementaire) et conservatisme (éclairé) ... Le fait lui-même ne prête pas à discussion ²⁹ ». Et plus loin : « Propriété privée contre propriété publique, anarchie du marché contre plan, exploitation capitaliste contre égalité, les trois thèmes de la doctrine socialiste ont largement perdu leur résonance. Qu'il s'agisse du statut de propriété, de la planification ou de l'égalisation des revenus, il s'agit désormais moins de choisir entre deux termes d'une alternative, que de combiner, en une certaine proportion, deux modalités complémentaires, d'aller plus ou moins loin dans une direction donnée » ³⁰. Encore une citation : « Dans les démocraties stabilisées tous les partis sont d'accord sur le *mode de gouvernement démocratique* (représentatif parlementaire ou présidentiel); sur *l'économie mixte* expansionniste, avec législation sociale et redistribution des revenus; sur la *renonciation à la domination coloniale* ».

L'exposé de Raymond Aron ne manque pas de nuances et ses propos visent expressément les « démocraties stabilisées » ³¹. Il souligne avec force la persistance de conflits de doctrine technico-idéologiques, mais affirme que « ce qui est inédit, c'est l'extension du domaine d'accord entre les partis et la reconnaissance des nécessités de la civilisation industrielle ». Aron signale aussi la survivance de « vieilles passions », spécialement en France. Toutefois, à ces réserves près, qui sont importantes, il reste ferme sur son propos essentiel : « la tendance à l'apaisement des conflits idéologiques dans les sociétés occidentales ... cette espèce de dévalorisation des conflits idéologiques du XIX^e siècle » ³².

À ce stade de l'analyse, une question viendra sans doute à l'esprit du lecteur : cet accord, à supposer qu'il soit vraiment réel et complet, se limite-t-il aux cercles intellectuels, ou s'étend-il à la masse des citoyens ? Il semble que pour R. Aron,

²⁹ En liaison avec ce propos, voir le numéro spécial de *Réalités* (juin 1957) sur le « renversement du courant des idées » durant la seconde moitié du XX^e siècle. Ce texte est précieux pour l'étude du combat idéologique au niveau de la praxis : Marx vient en tête des « dieux détrônés ».

³⁰ Robert A. DAHL avait déjà exprimé une idée analogue en soulignant le déclin des « grandes alternatives » (dans l'ouvrage collectif *Research Frontiers in Politics and Government*, Washington, 1955, pp. 45-47) : selon lui, « les nations démocratiques deviennent de plus en plus à la fois socialistes et capitalistes, démocratiques et bureaucratiques, planifiées et non planifiées ».

³¹ Sur cette notion, voir le rapport de R. ARON in : *La démocratie à l'épreuve du XXe siècle*, Paris, 1960, pp. 11-42.

³² R. ARON observant que les passages de son rapport traitant du problème n'ont pas été discutés conclut : « La non-discussion du fait historique de l'apaisement relatif des conflits historiques me paraît signifier qu'au fond nous étions tous d'accord là-dessus » (*Colloques, op. cit.*, p. 310). Il semble que J. ROVAN ne soit pas éloigné d'une telle conception, quand il écrit (*Une idée neuve : la démocratie*, Paris, 1961, p. 13) : « Les services que l'on demandait aux idées démocratiques, ... c'est du bon fonctionnement de techniques que certains espèrent maintenant les obtenir ». Il est vrai que « d'autres se livrent aux courts-circuits de nouvelles croyances passionnées et déraisonnables, à un millénarisme révolutionnaire vidé de tout contenu objectif, à un nationalisme brutal privé de toute perspective même à l'intérieur de ses limites naturelles ». Mais le ton même de ces formules témoigne du peu de valeur que l'auteur attache à de telles manifestations.

l'extension soit déjà, en une large mesure, un fait accompli. Ce n'est pas d'ailleurs une position isolée. On trouvera un écho de cette thèse dans un récent ouvrage de Maurice Duverger³³. Celui-ci remarque, en particulier, « l'absence de conflit de légitimité dans la France actuelle ». Certes, « la querelle idéologique du socialisme et du capitalisme continue. Mais les faits tendent à la priver de signification concrète, et l'opinion s'en rend compte ... Le système mixte qui est le nôtre, avec un secteur public et un secteur privé contrôlé, n'est plus sérieusement mis en cause aujourd'hui ». Parlant de la situation du parti communiste, il écrit que le « plus grand nombre de ses électeurs ... considèrent le régime politique occidental comme légitime, partageant cette opinion avec la plupart des autres Français ». Enfin, il lui paraît douteux que la masse des communistes demeure attachée à l'idée d'une socialisation intégrale des moyens de production³⁴.

En somme, Raymond Aron et Maurice Duverger, chacun selon un itinéraire propre, admettent l'achèvement des grandes controverses économiques qui ont constitué l'un des fondements essentiels des discordes politiques. Ils retrouvent ainsi le diagnostic formulé aux États-Unis par John K. Galbraith qui tient une place importante dans ce courant de pensée³⁵. Pour Galbraith, la plupart des questions qui divisèrent les Américains jusqu'à l'époque du New-Deal sont définitivement réglées. Qu'il s'agisse du rôle des syndicats, de l'aide aux producteurs agricoles, de l'octroi d'une faculté régulatrice à la puissance publique et de l'expansion de la sécurité sociale, les jeux sont faits. On relève des points de conflit, mais ils portent principalement sur l'ampleur des interventions et la nature des moyens. L'aspect technique prend donc le pas sur les considérations politiques : en d'autres termes, il n'y a plus en ces matières de question de principe (un tel désaccord continuant toutefois de se manifester dans l'ordre du tarif douanier).

La conclusion de Galbraith est simple : les partis politiques partagent les mêmes objectifs stratégiques et ne se divisent plus que sur la tactique. Poussée par un désir de réélection, l'Administration au pouvoir, qu'elle soit républicaine ou démocrate, fera dans des circonstances déterminées une politique approximativement analogue. Mise en présence d'une répression, elle ne pourrait s'abstenir de mesures de type keynésien qu'en acceptant la perspective d'un suicide politique. Dès lors, dans la vie publique, la différence essentielle s'établit entre les

³³ *De la dictature*, Paris, 1961.

³⁴ Observons que le programme du parti communiste (tel que défini au XVI^e Congrès en mai 1961) comporte la nationalisation des monopoles de fait (particulièrement de l'industrie atomique, du pétrole et du gaz naturel, des grandes entreprises sidérurgiques et chimiques, des banques d'affaires, des grandes compagnies de navigation) et une « profonde démocratisation » des secteurs nationalisés. Pour le compte rendu de ce Congrès, voir le numéro spécial des *Cahiers du Communisme*, juin 1961.

³⁵ Sous cet angle, voir essentiellement son petit ouvrage *Economics and the Art of Controversy*, New Brunswick (N. J.), 1955. La pensée de GALBRAITH témoigne en général d'un vif optimisme qui apparaît, notamment, dans la notion de « pouvoir compensateur », *American Capitalism. The Concept of Countervailing Power*, Boston, 1952, traduit en français sous le titre *Le capitalisme américain. Le concept du pouvoir compensateur*, Paris, 1956.

hommes chargés des responsabilités du pouvoir et ceux qui en sont dispensés : ces derniers ont le champ libre pour défendre des vues idéologiques, mais, une fois aux postes de commandes, ils sont forcés de les ajuster aux nécessités quotidiennes. Ainsi s'analyserait aux États-Unis l'opposition entre Président et Congrès, même lorsque le parti du Président détient la majorité dans les Chambres. Ainsi aussi, pour choisir une référence européenne, s'expliquerait-on qu'un socialiste devenant ministre ne suive pas le comportement idéal du ministre socialiste.

On pourrait facilement multiplier les exemples de prises de position semblables. Analysant le mode de gouvernement de la Suède, G. Heckscher écrit : « Dans l'atmosphère politique de la Scandinavie les idéologies politiques et les idées générales ont peu d'importance. Elles paraissent du moins jouer un rôle insignifiant »³⁶. C'est aussi un lieu commun que de souligner la suspicion à l'égard de l'idéologie des mouvements politiques britanniques (travaillisme compris). Ces phénomènes renforcent la notion de l'apaisement des idéologies. Mais les exposants de cette thèse ne passent-ils pas systématiquement sous silence certains faits contraires à leurs propositions ?

2. RÉPONSE À QUELQUES OBJECTIONS

[Retour à la table des matières](#)

Le premier de ces faits est la persistance de disputes idéologiques sur des problèmes que l'on déclare tenir pour réglés. Le libéralisme économique est certainement en pleine décadence comme mode d'organisation. Cependant, aux États-Unis ou ailleurs, nombreux sont les hommes d'affaires qui vantent les irremplaçables mérites de l'initiative privée ou de la concurrence et s'élèvent contre les interventions paralysantes de la puissance publique. Mais, nous dit Galbraith, ce sont des combats fictifs et d'autant plus violents qu'ils sont fictifs. Ces « personnes politiquement déplacées », pour reprendre son expression, n'ont aucun moyen de s'opposer au mouvement. Les canons font du bruit même quand ils tirent à blanc : en adoptant un ton très violent qui paraît exclure le compromis, on prouve qu'il n'existe aucune chance de modifier réellement la situation.

Allons plus loin : les hommes d'affaires souhaitent-ils vraiment un renversement de la situation ? Les déclarations de la Chambre de commerce des États-Unis et du Conseil National du Patronat Français sont-elles davantage qu'un simple rite dont l'accomplissement permet d'accepter ensuite, avec bonne conscience, les interventions et l'appui des pouvoirs publics ? On a trop d'exemples d'un divorce entre l'idéologie (soutenue) et la réalité (acceptée) pour repousser une

³⁶ In : *Démocratie efficace*, Paris, 1957, p. 59. Voir aussi TINGSTEN (H.), "Stability and Vitality in Swedish Democracy", *Political Quarterly*, 1955, n° 2, pp. 140-151.

telle observation. Dans cette perspective, l'idéologie aurait pour fonction, plus ou moins inconsciente, de permettre de « sauver la face ».

Il serait intéressant d'analyser sous cet angle l'expérience économique de l'Allemagne de Bonn. Les hommes responsables de cette politique s'efforcent, avec le concours de quelques économistes d'esprit dogmatique de la présenter comme une application particulièrement réussie du libéralisme économique. Il est douteux que la réalité confirme ce jugement. De nombreux faits (rôle joué par les entreprises publiques, multiplicité des pratiques quotidiennes non libérales, densité des interventions dans l'ordre social) établissent que l'Allemagne s'inspire aussi du modèle économique courant dans les démocraties occidentales (économie mixte, *Welfare State* ...) ³⁷.

Soulignant que droite capitaliste et gauche socialiste acceptent le système mixte actuel, Maurice Duverger signale que « les partis n'incarnent pas cette situation » : les indépendants continuant à vitupérer le « dirigisme », la S.F.I.O. à se réclamer du « socialisme » ³⁸. Mais sont-ils en mesure d'adopter un autre comportement ? Comme l'a bien montré B. Crossman, un parti ne peut jamais abandonner son « mythe central », Les Conservateurs sont tenus d'invoquer le principe de la libre entreprise même quand ils introduisent un *planning* d'État et les socialistes doivent présenter comme d'authentiques politiques socialistes des mesures étrangères à cette idéologie. Le rôle des *leaders* est de convaincre les militants, par une formulation idéalisée de la réalité, que la ligne traditionnelle est maintenue ³⁹.

Une deuxième objection à la thèse de l'apaisement est la persistance de querelles éventuellement susceptibles d'entraîner des manifestations ou protestations massives. La France est ici un bon exemple. À tort ou à raison, ce pays est tenu pour sensible aux entraînements idéologiques. « Si une de ces idées, écrivait Faguet, passe aux yeux des Français pour un principe de 89, ils sont tout disposés à lui sacrifier la France avec la conviction de faire un acte qui les honore » ⁴⁰. Plus tard, Julien Benda décrivant les « progrès de l'idéologie politique » (pas exclusivement en France, il est vrai), affirme que notre siècle aura été celui « de l'organisation intellectuelle des haines politiques » ⁴¹. Sa conception du « perfectionnement moderne des passions politiques » est en contradiction directe avec la thèse de l'apaisement des idéologies. En observant le passé le plus récent de la politique française (luttres à propos de l'intégration européenne, de la

³⁷ Point bien mis en lumière par A. FRISCH in : « Regards sur la réalité économique et sociale de l'Allemagne fédérale », *Bulletin SEDEIS*, 1^{er} avril 1961, n° 783, supplément. Étudiant le même problème, Heinz ABOSCH présente la politique économique allemande comme alliant « de grandes libertés à certains contrôles » (*L'Allemagne sans miracle*, Paris, 1960, p. 91).

³⁸ *Op. cit.*, p. 41.

³⁹ In : « On Political Neurosis », *Encounter*, mai 1954, p. 66 (cité d'après LIPSET, *The Political Man*, pp. 405-406).

⁴⁰ Cité par FELS (Comte de), *Essai de politique expérimentale*, Paris, 1921, p. 35.

⁴¹ In : *La trahison des clercs*, Paris, 1927, p. 40.

modernisation économique, de la laïcité, de la « décolonisation »), on pourrait être tenté de donner raison à Benda contre Aron et Duverger. Il suffirait à cet effet d'évoquer les imposantes mobilisations politiques réalisées sur la question scolaire sous la IV^e et surtout sous la V^e République (rôle du Comité National d'Action Laïque).

Cependant Aron et Duverger ont bien vu l'objection et noté le caractère complexe et contradictoire que donne à la politique de la France le goût des Français pour les vieilles querelles. Ne s'agit-il pas justement de vestiges appelés à se résorber dans le cours dynamique de l'évolution ? La France n'a jamais admis dans son ensemble, selon l'expression de R. Aron, « l'orthodoxie anticolonialiste », mais, réserve faite de l'Algérie, la « décolonisation » s'est effectuée à un rythme accéléré dans ces trois dernières années sans susciter de protestations graves. Est-il déraisonnable d'espérer que l'on trouvera un jour une solution au problème des écoles confessionnelles qui soit acceptable pour tous les intéressés et donc durable ?

Le raisonnement peut être étendu au conflit que plusieurs observateurs considèrent comme le plus grave dans la France contemporaine : celui qui oppose les tenants de la modernisation économique aux défenseurs des anciennes structures (agricoles, artisanales, commerciales). Roger Priouret note que ces classes déclinantes secrètent une idéologie caractérisée « par la démagogie anti-trust, le nationalisme exacerbé et la nostalgie des grandeurs d'hier ». Il les estime capables de provoquer « une explosion de violence généralisée », mais croit que le point de rupture pourra être évité si le Pouvoir témoigne de prévoyance et si l'évolution s'effectue avec lenteur⁴². En somme, pour reprendre la formule de Duverger, la poussée des générations nouvelles tendrait à résoudre progressivement le problème du « poujadisme » (que par contre semble favoriser la rigueur dans la politique monétaire et dans la gestion des finances publiques).

La même observation est-elle valable à propos de l'idéologie communiste ? Priouret le pense en déclarant que le passé de luttes violentes et héroïques de la classe ouvrière « paraît être derrière elle ». Duverger emploie certes des formules plus souples mais son point de vue n'est pas fondamentalement divergent⁴³. À en croire ces auteurs, et plusieurs autres, le communisme, qui se dit assuré du succès

⁴² In : « Les institutions politiques de la France en 1970 », *Bulletin SEDEIS*, 1^{er} mai 1961, n° 786, supplément « Futuribles ». Comme exemple de prévisions, en termes moins ambitieux, voir SALLERON (Louis), « Vers quel régime politique allons-nous ? » *Cahiers du Centre d'Études Politiques et Civiques*, n° 13. Pour une étude plus détaillée, voir l'intéressant ouvrage de Roger QUILLIOT, *La société de 1960 et l'avenir politique de la France*, Paris, 1960.

⁴³ In : *De la dictature, op. cit.* : « L'intégration de la classe ouvrière dans la communauté française n'est pas encore entièrement achevée. Mais elle progresse de façon régulière » (p. 38). « La lutte des classes n'est pas près de s'éteindre. Mais elle revêt désormais des formes moins violentes : le combat se livre de plus en plus à l'intérieur du système, plutôt que contre le système » (p. 39) ; « le rêve révolutionnaire tend à se réfugier de plus en plus dans de petits cercles intellectuels sans influence réelle : ailleurs, il est abandonné. En fait, la masse de la classe ouvrière française, communiste ou non, est devenue réformiste » (p. 64).

par le mouvement de l'histoire, serait en réalité condamné à disparaître ou à se transformer en organisation réformiste par le sens même de l'évolution : il serait, lui aussi, soumis au déclin des idéologies par l'effet des progrès économiques et sociaux qui éroderaient sa base et, finalement, le priveraient de sa légitimité comme mouvement révolutionnaire. Sans entreprendre pour l'instant la discussion de ce problème, bornons-nous à signaler le caractère assez sommaire et vraiment trop rapide de cette démonstration.

Observons toutefois que ces vues concordent en gros, au moins dans leur aboutissement logique, avec les conceptions qui font du régime communiste une technique spéciale d'industrialisation et, plus généralement, de croissance économique : point soutenu en particulier par Djilas pour lequel les révolutions communistes ont éclaté « la où le capitalisme était encore embryonnaire, et précisément parce qu'il ne se montrait pas capable d'effectuer sa propre tâche historique : l'industrialisation du pays »⁴⁴. On trouve la même idée, exprimée sous une forme beaucoup plus pédante, dans le dernier ouvrage de W. W. Rostow⁴⁵ : raisonnant sur une fresque ambitieuse et fort contestable du développement historique — qui fait abstraction du rôle des formes de la propriété dans l'expansion des forces productives — il situe le domaine d'élection des poussées communistes dans les sociétés en voie de passage d'un état ancien de l'économie à un statut moderne de la production. En définitive, le communisme, cette « maladie de la transition », aurait son rôle historique à jouer dans la réalisation de la phase du « décollage » : ce sont, en tout cas, les sociétés dans lesquelles ce « décollage » n'est pas consolidé — politiquement, économiquement, socialement — qui offriraient au communisme ses meilleures chances de saisie du pouvoir. Cependant, une fois atteint le niveau élevé de consommation — que l'U.R.S.S. refuse actuellement de s'octroyer pour obtenir la domination mondiale — le communisme comme forme d'organisation de la société s'effriterait de lui-même.

De ces vues simplistes — auxquelles on s'étonne qu'un accueil aussi enthousiaste et tapageur ait été réservé en divers milieux — il découle évidemment que dans les sociétés comme les nôtres (parvenues à l'âge de la *high mass-consumption*) le communisme est peu dangereux et, en tout cas, inutile. Il est possible que cette vue renferme quelque élément de vérité : ce n'est certainement pas la démonstration donnée — qui n'est pas sans rappeler les travaux de l'ancienne école historique allemande — qui nous en convaincra.

Réserve faite des problèmes de l'idéologie communiste, qui sont spécifiques, les positions prises par les tenants de l'apaisement idéologique sur le problème des vieilles querelles ne manquent pas de valeur. Cependant, ces explications témoignent probablement d'un certain optimisme si l'on considère la persistante virulence de ces oppositions. Plusieurs diront sans doute que le conflit entre la droite cléricale et la gauche anticléricale ne signifie plus grand chose dans les

⁴⁴ In : *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, 1957, p. 24.

⁴⁵ *The Stages of Economic Growth. A Non-communist Manifesto*, Cambridge, 1960.

sociétés modernes. Cependant il reste que la dispute sur l'enseignement libre risque, pour longtemps encore, de compromettre la formation de majorités homogènes. En soulignant que, pour la France, « la fin des idéologies » ne coïncide pas avec la fin des attitudes idéologiques, S. Hoffmann précise un point susceptible de réduire l'espérance des tenants de l'apaisement ⁴⁶.

Jusqu'à maintenant nous nous sommes borné à présenter un certain nombre de conceptions intellectuelles sans analyser les phénomènes positifs dont elles sont déduites. La section suivante sera consacrée à cette observation sociologique.

SIGNES POSITIFS DE L'APAISEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Constatant qu'il n'existe entre eux aucun désaccord idéologique fondamental, les participants aux manifestations du Congrès pour la Liberté de la Culture sont parfois portés à y voir un signe décisif de l'apaisement des conflits. Cette convergence n'est guère convaincante, le Congrès ne pouvant prétendre, par ses origines et ses attaches, exprimer tous les courants intellectuels et n'ayant, au surplus, que peu de contacts avec les citoyens ordinaires. En vérité, nous l'avons dit, le phénomène de la dévalorisation des querelles idéologiques est généralement tenu pour acquis par ses exposants, un peu comme si l'évolution était trop évidente pour requérir une démonstration.

Partant au contraire de l'idée que le fait lui-même n'est pas nécessairement établi nous sommes conduit à rechercher dans la vie politique contemporaine les éléments susceptibles d'apporter quelque lumière au débat. Parmi les signes disponibles trois semblent, au premier abord, d'une valeur particulière : la transformation dans un sens réformiste des partis socialistes ; l'indifférence des citoyens à l'égard des affaires publiques ; l'importance donnée aux considérations d'efficacité dans l'action gouvernementale. Il s'agit là de tendances bien connues dont on se bornera ici à rappeler les caractéristiques fondamentales. Le point intéressant reste, bien entendu, de savoir s'ils sont susceptibles de servir de preuve — éventuellement par une sorte de causalité régressive — à la « désidéologisation » affirmée.

Ces traits marquent, à des degrés divers, la vie politique intérieure des États occidentaux. On peut se demander si un autre signe du déclin idéologique ne pourrait être trouvé dans l'un des faits particularisant les relations des États démocratiques avec d'autres, spécialement ceux du Tiers-Monde : l'absence de rayonnement auprès de ces derniers du pluralisme idéologique. Encore qu'il soit

⁴⁶ In : « Observations sur la crise politique française », Archives Européennes de Sociologie, 1960, pp. 303-320.

difficile de tirer des conclusions du phénomène, on lui consacra quelques développements en fin de section.

1. TRANSFORMATION DES PARTIS SOCIALISTES

[Retour à la table des matières](#)

Avant même d'aborder cette évolution, un point doit être mentionné l'état de quasi-agonie dans lequel se trouve le parti socialiste américain, question d'autant plus importante qu'il n'en a pas toujours été ainsi. De 1870 à la veille de la première guerre mondiale, ce parti qui se fondait sur un solide noyau d'ouvriers venus d'Allemagne, joua un rôle non négligeable dans la politique de ce pays : en 1886, grâce à la très active campagne de son candidat H. George, il faillit conquérir la mairie de New York ⁴⁷. Depuis 1919, sauf durant la période 1929-1933, il n'a cessé de décliner ⁴⁸. On s'est beaucoup interrogé sur les facteurs d'une telle décadence : les uns l'attribuant à des causes locales (victoire définitive de Gompers en 1894 au sein de l'A.F.L. qui devait faire du syndicalisme américain un mouvement apolitique), d'autres invoquant des facteurs plus profonds (attitude dynamique du capitalisme américain ; forte mobilité sociale qui priverait les ouvriers de leurs leaders naturels, etc.) ⁴⁹. Cependant, si les interprétations du phénomène divergent, il reste que dans une nation possédant, selon les schémas habituels, beaucoup des conditions nécessaires pour l'accession au pouvoir des socialistes, le mouvement socialiste — comme quelques autres petites formations d'esprit avancé, ne joue qu'un rôle insignifiant ⁵⁰.

La situation apparaît sensiblement différente dans les autres pays pluralistes. On y trouve de puissants partis socialistes à vocation gouvernementale, qui en s'approchant du pouvoir, ont perdu toutefois de leur ardeur réformatrice initiale. Ces groupements qui, à l'exclusion du travaillisme britannique, dérivèrent, au moins partiellement, du marxisme, ont tendu à s'écarter de plus en plus de l'idéologie marxiste : les uns sans le dire ouvertement, d'autres reconnaissant

⁴⁷ Sur cette période, voir QUINT (Howard H.), *The Forging of American Socialism : Origins of the Modern Movement. The Impact of Socialism on American Thought and Action, 1886-1901*, Columbia (Caroline du Sud), 1953. Pour une étude approfondie du socialisme américain, nous signalerons l'ouvrage monumental de EGIBERT (D. D.) et PERSONS (S.) eds, *Socialism and American Life*, Princeton, 1952, 2 vol.

⁴⁸ Sur ce déclin, voir SHANNON (Davis A.), *The Socialist Party of America. A History*, New York, 1955.

⁴⁹ Sur ces problèmes, consulter le chapitre XIII de l'ouvrage déjà cité de D. BELL. « The failure of American socialism : the tension of ethics and politics », pp. 265-285. On trouvera une vue rapide de la question dans *Esprit*, novembre 1952 : LENS (S.), « Pourquoi l'Amérique n'a pas de parti ouvrier », pp. 627-643, et THOMAS (N.), « Le capitalisme américain a eu de la chance », pp. 606-611.

⁵⁰ On trouvera des éléments intéressants sur la situation de la « gauche américaine », dans le numéro d'*Esprit* sur « l'homme standard », mars 1959, pp. 385-433.

franchement la situation par une modification expresse des statuts. Ainsi est né, par opposition au communisme de modèle soviétique, un courant que l'on dénomme volontiers « socialisme démocratique ». Si les partis qui s'en réclament diffèrent sur quelques points, ils ont tous en commun d'accepter, pratiquement sans réserve, la voie parlementaire. Ce sont désormais des formations partisans ordinaires qui se plient aux règles du jeu politique et s'efforcent d'adapter leurs idéaux aux impératifs ou aux possibilités de la situation ⁵¹.

Le parti social-démocrate suédois, que d'aucuns appellent le « parti satisfait », est une excellente illustration de cette politique de modération. Bien qu'occupant le pouvoir depuis quelques décennies, il a pratiquement laissé intacte la structure capitaliste de l'économie, ayant évité de procéder à de véritables socialisations ou nationalisations qui embrasseraient toute une branche ou un groupe d'industries ⁵². Les coopératives, si vantées à l'étranger, n'assurent en réalité qu'une faible fraction du commerce de gros et de détail. On ne reconnaît dans le système que peu des traits associés à la notion courante du socialisme, même d'inspiration réformiste. Bien plus : ce sont aujourd'hui les conservateurs et libéraux qui se livrent à la critique et exploitent le mécontentement, alors que les socialistes se solidarisent avec l'ordre existant et l'administration. Selon F. Sellier, ce serait une expérience non de socialisme, mais d'une sorte de « sécurisme » d'ailleurs fort perfectionné ⁵³. Il semble qu'aujourd'hui, la social-démocratie allemande, en un effort désespéré pour conquérir le pouvoir, s'oriente dans une voie analogue. Depuis le retournement de Bad-Godesberg (novembre 1959), elle a quasiment abandonné toute velléité socialiste, se bornant à faire sien le slogan « prospérité pour tous » (par exemple, extension de la durée des congés payés ; élévation générale des pensions et retraites à 75 % des derniers traitements ou salaires perçus en activité, etc.) ⁵⁴.

⁵¹ Pour une bonne présentation synthétique, voir VAN ERDE (K. S.), « Socialism in Western Europe at Mid-century », *Social Research*, hiver 1959, pp. 408-422. Voir aussi CALVEZ (J.-Y.), « Le socialisme en question », *Revue de l'Action Populaire*, mai 1960.

⁵² On trouve toutefois divers éléments de propriété publique en quelques secteurs de l'économie : chemins de fer ; Banque Nationale de Suède ; crédit immobilier et assurances ; industrie du bois ; énergie électrique ; minerais de fer... Mentionnons aussi la Régie Suédoise des Tabacs et la Régie des Vins et Spiritueux (seule entreprise qui ait le droit de distribuer des boissons alcoolisées).

⁵³ Dans un intéressant numéro d'Esprit, « Socialisme », mai 1956, p. 666. Ce numéro insiste en particulier sur la « paralysie des social-démocraties ». Sur l'inspiration et les méthodes du gouvernement suédois, on pourra consulter RUSTOW (Dankwart A.), *The Politics of Compromise. A Study of Parties and Cabinet Government in Sweden*, Princeton, 1955. Pour une vue différente du socialisme scandinave, concernant, il est vrai, un autre pays, voir FERRATON (Hubert), *Syndicalisme ouvrier et social. Démocratie en Norvège*, Paris, 1960.

⁵⁴ Sur l'évolution récente de la social-démocratie allemande, voir CALVEZ (J.-Y.), « Évolution du socialisme en Allemagne : le nouveau programme de la S.P.D. », *Revue de l'Action Populaire*, avril 1960, pp. 401-417. Pour une critique marxiste de ce programme, voir WEGENER (Thomas), « Sur le nouveau programme du parti social-démocrate allemand », *Nouvelle Revue Internationale*, janvier 1960, pp. 14-29.

Le cas de la Grande-Bretagne reste plus complexe. C'est seulement à l'issue de la première guerre mondiale que le parti travailliste se proclama « socialiste » en inscrivant à son programme la création d'une société fondée sur la mise en commun des moyens de production, de distribution et d'échange. En même temps, il demeurerait inflexiblement fidèle à la règle du jeu parlementaire. Depuis sa mise à l'écart du pouvoir, le parti n'est pas parvenu à élaborer un programme d'action qui recueille l'assentiment de la totalité de ses membres. En dépit d'un clair penchant pour la voie réformatrice de la « démocratie industrielle », la direction parlementaire n'a pas obtenu de la conférence du parti la modification de l'art. 4 qui, précisément, implique l'engagement à une socialisation de l'économie (l'actuelle direction qui ne rejette pas *a priori* la nationalisation, refusant d'y voir une panacée). Autre caractéristique : la division du parti sur les problèmes de défense nationale et spécialement de l'armement nucléaire. Contrairement à plusieurs autres, le mouvement travailliste continue d'être secoué par des discordes idéologiques internes et ne se rallie pas totalement à l'idéologie réformatrice. Par un curieux paradoxe, un parti qui se fonde sur l'anti-dogmatisme témoigne (dans l'opposition, il est vrai) d'une forte tendance aux grands débats doctrinaux ⁵⁵

Cependant, il n'est pas impossible que le Labour parvienne à surmonter de telles difficultés. C'est du moins l'impression que laissent divers événements très récents : publication d'un nouveau manifeste de politique intérieure *Signposts for the Sixties* (juin 1961) qui propose un ensemble, assez bien équilibré, (mais trop modéré aux yeux de l'extrême gauche), de réformes sociales et économiques⁵⁶ ; renversement de la position de plusieurs grands syndicats sur les problèmes de l'armement nucléaire dans un sens plus conforme aux vœux de la direction parlementaire du parti ; intensification du désir d'unité, etc. Mais il est encore trop tôt pour déclarer que les prises de position préfigurent sinon la disparition du moins l'apaisement des antagonismes internes.

La S.F.I.O. offre l'exemple d'une formation socialiste aux prises avec un puissant parti communiste (qui lui fit perdre au départ les trois quarts de ses membres). La concurrence exercée sur sa gauche par le P.C. l'oblige à faire preuve d'intransigeance sur le plan doctrinal (maintien, en 1946, de l'orthodoxie marxiste contre les tenants de la solution « travailliste ») tandis que sa vocation de parti

⁵⁵ Pour un excellent exposé des controverses sur l'appropriation publique des moyens de production, voir ROBSON (William A.), *Nationalized Industry and Public Ownership*, Londres, 1960, pp. 460-494. Pour une critique (d'inspiration communiste) du Labour – accusé d'avoir réduit le socialisme à une sorte de moralisme dans une société où la majorité de l'industrie reste aux mains de l'entreprise privée, voir CAMPBELL (J. R.), *Some Economic Illusions in the Labour Movement*, Londres, 1959.

⁵⁶ Ce document s'attache à l'étude de plusieurs problèmes : planification de l'économie en vue de l'expansion (notamment création d'un Conseil National de Planification Industrielle) ; expansion de la propriété publique (renationalisation de l'acier) et du contrôle des entreprises privées ; lutte contre la spéculation foncière (ainsi, achat progressif par une commission du terrain libre destiné à la construction) ; extension des services sociaux ; développement des facilités d'éducation et intégration des *public schools* dans le système général ; modifications de la fiscalité dans un sens égalitaire (taxation des gains en capital).

gouvernemental et l'hétérogénéité de sa clientèle la conduisent, en pratique, à des solutions de modération et de compromis qui lui vaudront des difficultés répétées (création en 1938 du parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert ; formation du parti socialiste autonome ...). Depuis l'opération de Suez, et en raison de la poursuite du conflit algérien, il est devenu de bon ton, en plusieurs milieux socialistes étrangers, d'imputer à la S.F.I.O. un comportement « réactionnaire » : en fait, sur le plan des problèmes économiques et sociaux, ses positions idéologiques et ses activités gouvernementales ne diffèrent pas sensiblement de celles de la plupart des partis socialistes européens. Comme eux, elle témoigne d'un réformisme modéré impliquant la franche acceptation du régime parlementaire⁵⁷. En dehors de secousses sociales graves, il est peu vraisemblable que le parti — où un processus de redéfinition du « programme fondamental » est en cours — s'écarte substantiellement de cette voie. Remarquons toutefois que l'avant-projet de charte économique prévoit un développement assez important du secteur nationalisé.

En somme (réserve faite, dans certaines limites, du parti socialiste italien⁵⁸) la social-démocratie européenne a évolué vers la modération et le compromis. L'extension de la puissance soviétique à travers le monde n'a fait que renforcer des tendances déjà présentes au sein de ces formations. Les communistes, pour leur part, critiquent inlassablement « l'idéologie socialiste de droite »⁵⁹. Ils reprochent à ses tenants de réduire le socialisme à une sorte de contrôle social mal défini, assurant le bon usage de la propriété privée des biens de production plutôt que son abolition. Ils leur font aussi grief d'avoir, en grand nombre, entièrement capitulé devant la « politique impérialiste » des classes dirigeantes dont le seul but est d'aggraver la tension internationale. Notons ainsi, dès maintenant, que l'existence

⁵⁷ Au cours des dernières années, plusieurs ouvrages doctrinaux ont été publiés par des leaders socialistes. Citons en particulier ceux de Jules MOCH, *Confrontations : doctrines, déviations, expériences, espérances*, Paris, 1952, et *Socialisme vivant*, Paris, 1960 ; d'André PHILIP, *Le socialisme trahi*, Paris, 1957, et *Pour un socialisme humaniste*, Paris, 1960, d'Édouard DEPREUX, *Renouveau du socialisme*, Paris, 1960, et de Paul RAMADIER, *Les socialistes et l'exercice du pouvoir*, Paris, 1961. Encore que ces ouvrages diffèrent sensiblement par le ton et l'inspiration, ils ont en commun de lier la réalisation du socialisme à la sauvegarde du régime pluraliste : « Le parti unique écrit par exemple Depreux (p. 171), ne constitue pas seulement une absurdité linguistique, ... mais la négation même de la démocratie politique, le symbole et l'armature du totalitarisme ». Comparer avec l'importante étude d'Henri JANNE, « L'avenir du socialisme », publiée dans le numéro de mai 1960, de la revue *Socialisme*, pp. 235-276. Pour une critique communiste récente (les positions réformistes, se reporter au numéro d'avril 1961 des *Cahiers du Communisme*, « La social-démocratie et le capitalisme ». Voir aussi SIMON (Michel), « La social-démocratie devant le marxisme ». *Nouvelle Critique*, février 1961, pp. 51-77. On trouvera un autre point de vue in *Chronique Sociale de France*, 31 juillet 1960, pp. 314-378 (série d'articles sous le titre : « Y a-t-il une crise du socialisme français ? »)

⁵⁸ Sur les conceptions italiennes du socialisme, voir un intéressant ouvrage collectif *Esperienze e studi socialisti in onore di Ugo Mondolfo*, Florence, 1957.

⁵⁹ Voir notamment le recueil d'études : « Impasses social-démocrates » (France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, Suède, Hongrie), *Recherches Internationales à la Lumière du Marxisme*, n° 11, janvier-février 1959.

de formations communistes aboutit à l'ouverture d'un nouveau front de bataille idéologique sur lequel on n'a pas aujourd'hui l'impression qu'intervienne un ralentissement des opérations.

2. INDIFFÉRENCE DES CITOYENS

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des dernières années, plusieurs recherches ont été entreprises pour caractériser et mesurer la participation des citoyens à la vie politique dans les systèmes pluralistes. Les résultats déjà acquis concordent pour en révéler la faiblesse. Ces études ont en somme confirmé la présence d'un décalage entre l'ampleur (et la quasi-régularité des participations électorales), que l'on remarque en plusieurs pays et le peu d'intérêt porté aux affaires de la politique. Il semble que, pour beaucoup de citoyens, l'acte de vote relève, au moins partiellement, de l'obligation morale ⁶⁰.

En France, les événements récents ont provoqué un regain d'attention à l'égard du problème ⁶¹. Selon de nombreux esprits, on assisterait actuellement à une sorte de « dépolitisation » du peuple français — le mouvement comportant, en particulier, une baisse du taux de participation. L'indifférence témoignée par les Français à l'écroulement de leurs deux dernières Républiques — due, selon Maurice Duverger, à un sentiment d'aliénation politique — est volontiers citée à l'appui de cette conception. Cependant, des réserves ont été émises quant à la réalité de cette aggravation de l'apathie : on a notamment fait ressortir le rôle joué désormais dans la vie politique par des secteurs de la communauté qui avaient l'habitude de s'en tenir éloignés (« politisation » de l'armée ; passage des mouvements de jeunesse du plan de la formation morale à celui de l'action partisane, etc.). Le trait caractéristique de la situation française serait le transfert des préoccupations politiques à des organismes n'ayant pas vocation politique, ou en d'autres termes, la perte d'influence des partis traditionnels au profit de ceux-ci. Au surplus, tout dépend du choix de la période de référence qui prend parfois une allure mythique. En une pénétrante étude, Michel Crozier a contesté que nos grands-parents aient eu plus de possibilités d'action sur la vie publique et s'y soient davantage attachés ⁶².

⁶⁰ Sur ce problème, voir le numéro de la *Revue Internationale des Sciences Sociales* consacré à « La participation des citoyens à la vie politique », 1960, n° 1, pp. 5-112. Voir aussi MEYNAUD (Jean), LANCELOT (Alain), *La participation des Français à la politique*, Paris, 1961 (Que sais-je ? n° 911).

⁶¹ Comme en témoigne l'organisation en novembre 1960 par l'Association Française de Science Politique d'une table ronde sur la « dépolitisation » (terme discutable pour désigner une tendance des individus à se désintéresser de la chose politique).

⁶² In : « Le citoyen », *Esprit*, février 1961, pp. 198-211.

Signalons ici une intéressante hypothèse, de travail de Léo Hamon⁶³ la distinction entre l'intérêt des citoyens pour la chose publique et leur engagement. Selon lui, si l'on en croit plusieurs témoignages formulés durant l'année 1960, l'attrait exercé par les événements politiques aurait été plus grand que jamais (spécialement dans le domaine des relations internationales et des problèmes d'outre-mer). Par contre, réserve faite de quelques secteurs, il existerait une grande crise dans la pratique de l'engagement (baisse du militantisme). On observerait dans les réunions de partis (notamment la S.F.I.O. et le M.R.P.) un déplacement des préoccupations des militants vers des sujets où le point de vue technique tient une large place (construction, logement ...). L'ordre du jour « décrocherait » ainsi des questions et controverses proprement idéologiques. Cependant, même s'ils l'utilisent peu, les Français resteraient, dans leur ensemble, fort attachés à la liberté de l'engagement.

Le phénomène ainsi esquissé par Léo Hamon mériterait d'être précisé et vérifié sur une plus longue période. Le caractère spectaculaire de certains événements de 1960 (crise du Congo, par exemple) explique, peut-être, ce sursaut d'intérêt dont toutes les manifestations (conversations de plage ...) ne sauraient être affectées du même poids.

En définitive, les phénomènes observés en France présentent de nombreux points de ressemblance avec ceux notés dans des pays de civilisation comparable, les avatars de la « décolonisation » (Algérie et, en remontant dans le passé, Indochine), constituant la variable différentielle. Il serait intéressant, en particulier, de vérifier si l'on y trouve aussi le courant de tolérance que Jean et Monica Charlot ont rencontré dans la classe ouvrière britannique (attitude qui a pu conduire les travailleurs de ce pays à changer de camp politique dès lors qu'ils estimaient la manœuvre favorable au maintien de leur niveau de vie dans la courte période)⁶⁴.

Cette tendance générale n'est pas exclusive de « poussées » ou de « vagues » de participation à propos et en fonction d'événements capables de secouer l'apathie ordinaire des citoyens : encore que la théorie de ces points ou foyers de cristallisation reste à faire, leur existence ne saurait être mise en doute (ainsi, réactions britanniques lors de l'opération de Suez). De même, cette tendance n'exclut pas des accès de « politisation » (l'opération impliquant le transfert de mobiles politiques à des affaires ou secteurs relevant normalement d'autres critères). Enfin, bien entendu, elle n'est nullement incompatible avec l'activité des groupes de pression, spécialement de ceux qui défendent des intérêts matériels (emploi de la politique à des fins corporatives).

L'analyse de l'indifférence des citoyens conduit naturellement à poser le problème du statut et du rôle des partis politiques dans les sociétés pluralistes. En plusieurs pays les formations partisans subissent une désaffection notoire (qu'elles tentent parfois de pallier en s'attachant à la réalisation d'activités extra-politiques :

⁶³ Dans un rapport présenté à la table ronde de l'Association Française.

⁶⁴ Dans un travail soumis à la table ronde de l'Association Française.

manifestations sportives, par exemple). Cette situation est particulièrement nette en France. Encore qu'on tende à l'exagérer (par gonflement abusif des effectifs au jour de référence : souvent le lendemain de la Libération), la baisse des effectifs y est certaine et, en quelques cas, impressionnante. Il ne semble pas erroné d'admettre que la formation de partis adéquats aux besoins de notre temps, est la condition nécessaire d'un renouveau de la participation ; cependant, si le déclin des idéologies correspondait à un phénomène réel, cette reconstitution d'un système partisan sur d'autres bases, sans être impossible, poserait de graves problèmes.

Certes, le fonctionnement actuel des partis n'est pas sans soulever de sérieuses réserves. Il y a beaucoup à retenir de la critique faite aux tendances oligarchiques, bureaucratiques et volontiers impérialistes de leur appareil dirigeant : il est difficile, d'éviter le passage de l'« état de partis » à la « partitocratie »⁶⁵. Mais certains vont plus loin en déclarant grossièrement erronée l'affirmation qu'il ne saurait y avoir de démocratie sans partis organisés : ils font valoir qu'en France l'exercice du suffrage universel et le régime parlementaire ont existé avant eux⁶⁶. Le raisonnement est exact quand la participation effective aux institutions se limite à des cercles de notables ou à des milieux sélectionnés (éventuellement organisés en sociétés secrètes du type franc-maçonnerie) ; il perd de sa cohérence si l'on prétend associer l'ensemble du pays à cette gestion.

On parle beaucoup aujourd'hui de « personnalisation » du pouvoir, entendant par là qu'à la tête du régime se trouve placé un leader qui détient effectivement l'autorité et domine la vie politique⁶⁷. Le phénomène — proche des vieilles notions charismatiques — et qui se relie au renforcement de l'Exécutif, est facilité et amplifié par la mise en œuvre des grands moyens d'information (notamment la radio et la télévision). On présente parfois ce mouvement comme l'avènement du « leadership héroïque », l'expression signifiant que le leader en question s'impose à ses concitoyens et gagne leur acquiescement en personnifiant une sorte de héros national⁶⁸.

On peut étudier ce problème sous l'angle de l'art politique. S'agissant des pays sous-développés, on s'est demandé si le recours à une telle forme de gouvernement

⁶⁵ Selon les termes de G. MARANINI, « Stati di partiti non partitocrazia », *Studi Politici*, juillet-décembre 1960, pp. 278-287. Du même auteur, pour une vue plus approfondie du problème, *Miti e realtà della democrazia*, Milan, 1958. Toujours du même auteur, « Dall'oligarchia nei partiti alla tirannia nello Stato », *Rassegna Italiana di Sociologia*, juillet-septembre 1960, pp. 113-118.

⁶⁶ Ainsi R. PRIOURET, *op. cit.*

⁶⁷ Selon la définition que donne A. MABILEAU dans un intéressant article « La personnalisation du pouvoir dans les régimes démocratiques », *Revue Française de Science Politique*, mars 1960, pp. 39-66. D'après certains, cette « personnalisation » constituerait le seul moyen d'intéresser les masses à la politique. Pour une critique de ce courant, voir McLELLAN (D. S.), « Style and substance in american foreign policy », *Yale Review*, septembre 1958, pp. 41-57.

⁶⁸ Pour un essai de théorie du leadership « héroïque », se reporter à l'étude de Arthur SCHLESINGER Jr. « Démocratie et "leadership" héroïque au XX^e siècle », in : *La démocratie à l'épreuve du XX^e siècle*, *op. cit.*, pp. 83-102.

ne constitue pas le seul moyen de faire face aux nécessités de la modernisation économique sans compromettre définitivement les chances de la démocratie pluraliste. En dehors du régime communiste, l'appel au leader héroïque représenterait la seule voie ouverte pour obtenir la combinaison de progrès et de discipline dont ces pays ont un besoin vital. Mais, par un « paradoxe des sociétés politiques contemporaines » (A. Mabileau), le problème s'est étendu aux nations démocratiques de l'Occident, du moins à certaines d'entre elles dont la France. Pour Maurice Duverger, par exemple, le « besoin de personnalisation » est l'un des arguments qui justifient l'instauration d'un régime présidentiel ⁶⁹.

On peut également analyser le problème comme un fait d'observation positive en tentant de démêler la part effective de « personnalisation » que comporte déjà le système politique. Elle est certainement considérable au niveau des jeunes États constitués sur les anciens Empires coloniaux. On trouve aussi de nombreux éléments de ce type dans les vieux États de l'Occident. Avant même l'avènement de la V^e République, la personnalisation de la vie politique s'apercevait en France, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des partis (concentration de la notoriété sur un petit nombre de personnes — désignées par leur prénom ou même leurs initiales — avec l'appui de la grande presse et de la télévision).

On peut hésiter sur le jugement global à porter sur ce phénomène (dans lequel certains voient, avec peut-être quelque excès, la résurgence du thème du « despote éclairé »). En même temps qu'une dévalorisation du parlementaire moyen, il implique, surtout dans les régimes pluralistes, une démission des citoyens (et des partis qui le représentent) à l'égard des affaires publiques. Les citoyens en viennent à espérer que les problèmes se résoudreont sans qu'ils aient à s'en mêler : la « personnalisation » du pouvoir est inséparable d'une réduction de l'engagement politique des membres de la communauté.

Il est possible que cette formule ait des mérites, essentiellement à court terme, semble-t-il. Sous l'angle de notre étude, elle trouve sa base dans l'indifférence des citoyens et contribue à accroître leur effacement. Même si l'on en venait à admettre que le recours au leadership héroïque constitue soit une tendance irréversible, soit le moindre mal, ses conséquences, déjà manifestes, ne doivent pas être dissimulées.

⁶⁹ Point de vue exprimé par lui notamment dans le numéro de *La Nef* sur « Les formes nouvelles de la démocratie », nouvelle série, n° 6, pp. 44-45. Pour plus de détails voir son récent ouvrage *La VI^e République et le régime présidentiel*, Paris, 1961. Ce point de vue est vivement critiqué par les marxistes. Voir, par exemple, l'étude de J. A. HENNESSEY, « La démocratie serait-elle dépassée », *Nouvelle Critique*, avril 1961, pp. 19-32.

3. IMPORTANCE DONNÉE À L'EFFICACITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons dans une société qui attache beaucoup de prix aux considérations d'efficacité. En plusieurs secteurs des rapports humains, les décisions font l'objet de calculs préalables rigoureux. Certes, les hommes responsables, y compris les gens d'affaires, ne sauraient se flatter d'une vue totalement objective des choses : nombreux demeurent les facteurs susceptibles de perturber la froide ordonnance des présentations techniques (traditions familiales, tempéraments individuels, intuitions personnelles ...). Mais ces « accidents » ou « déviations » n'altèrent pas le culte voué à la rationalité. Le constant perfectionnement des techniques de prévision et d'estimation (par exemple, recherche opérationnelle), ne peut que renforcer cette tendance.

Plongée dans la réalité sociale, la puissance publique, spécialement au niveau administratif, ne pouvait ignorer de telles sollicitations. Déjà perceptible dans l'ordre des fonctions traditionnelles de l'État, le mouvement allait gagner en profondeur et en solidité à mesure que les responsabilités gouvernementales s'étendaient à des activités aux composantes et aux incidences mesurables (ainsi, planification économique). Aujourd'hui, les services publics se préoccupent d'efficacité et de productivité avec beaucoup plus d'énergie que les administrés ne le conçoivent généralement ⁷⁰.

Un premier aspect de l'évolution a été le souhait — difficile à accomplir — de rationaliser l'appareil gouvernemental lui-même (bureaux d'organisation et méthodes, enquêtes sur le coût et le rendement des divers services, etc.). Un second, qui découle partiellement de la nature des questions traitées, consiste dans l'importance attribuée à l'étude technique des dossiers. Le domaine des décisions politiques, a-t-on pu dire, se limite de plus en plus « aux options fondamentales destinées à procurer des orientations d'ensemble à des actions techniques » ⁷¹. Il en découle inévitablement un gonflement du rôle et un accroissement de l'influence des techniciens (soit managers capables d'animer de grands services, soit experts spécialisés). Un problème vient immédiatement à l'esprit : les conséquences de ce phénomène sur le déroulement du jeu politique.

⁷⁰ Sur ces efforts et les difficultés rencontrées, on aura profit à consulter l'ouvrage de DIMOCK (Marshall E.), *Administrative Vitality. The Conflict with Bureaucracy*, London, 1960. L'auteur qui raisonne largement sur des exemples britanniques, montre la difficulté de combiner la « vitalité » (énergie plus endurance, habileté dans la concurrence et pouvoir de survivre) et la « bureaucratie » (ordonnancement institutionnel de la gestion sur une base systématique).

⁷¹ J. ROVAN *op. cit.*, p. 146.

La théorie de la technocratie — qui ne représente pas nécessairement une manœuvre des sociologues réactionnaires français⁷² — s'efforce d'apporter une réponse à cette question. Elle expose qu'une large part des facultés de décision, la réalité du pouvoir en l'espèce, a été transférée des responsables officiels, aux agents élevés de la fonction publique et aux experts qui leur sont assimilés. Ainsi, par l'effet d'une évolution insensible et silencieuse, le régime représentatif perdrait-il, un peu plus chaque jour, sa signification originelle. Cependant beaucoup de hauts fonctionnaires, parmi les actuels ou anciens titulaires de postes-clés, contestent la réalité même d'un tel transfert et se déclarent, pour leur part, rebelles à l'idéologie technocratique. Analysant ce débat, un commentateur très au courant du fonctionnement de l'Administration estime que la notion d'un accroissement du rôle des techniciens au détriment des politiques, constitue une simple hypothèse de travail qui n'a pas encore été systématiquement soumise à l'épreuve des faits⁷³.

Un point, pourtant, est hors de doute, les responsabilités des fonctionnaires se sont modifiées à mesure que se transformait la nature même des tâches gouvernementales. Aujourd'hui, la loi n'a plus pour rôle essentiel d'interdire ou de commander : elle se veut constructive et tend à aménager. L'agent public est dès lors tenu de faire preuve d'initiative et de sens de l'organisation⁷⁴. Les responsabilités augmentant quand s'élargit le cadre des phénomènes embrassés par la politique, le renforcement de l'influence des techniciens entre ainsi dans la nature des choses.

Faut-il, dans cette perspective, considérer que les fonctionnaires s'efforcent de pousser leurs avantages ou convient-il d'admettre qu'ils ne font rien pour augmenter leurs prérogatives ? Si l'on en croit F.-L. Closon, « il n'y a de technocrates que, par la faiblesse des politiques, le procès de la technocratie est celui des politiques et de leur défaut d'adaptation aux situations nouvelles »⁷⁵. En admettant cette vue, on reconnaîtrait que le haut fonctionnaire ne sort de son rôle de conseiller et d'exécutant que pour faire face aux exigences de la situation. C'est probablement le cas dans une certaine mesure. Est-il pourtant possible de considérer, sur la base de l'expérience la plus récente, que divers groupes ou agents du pouvoir administratif n'ont pas contribué à cet affaiblissement des structures politiques dans lequel il est juste de trouver le fondement des pratiques technocratiques ?

⁷² Comme l'affirme dogmatiquement J. I. ROUBINSKI, « La théorie de la "technocratie" en France », traduit du russe, *Cahiers du Communisme*, mars 1961, pp. 622-639.

⁷³ Bernard GOURNAY in : « Technocratie et administration », *Revue Française de Science Politique*, décembre 1960, pp. 881-890.

⁷⁴ Ce point est bien mis en lumière par MUNRO (C. K.), *The Fountains in Trafalgar Square. Some Reflections on the Civil Service*, Londres, 1952 (chapitre II).

⁷⁵ In : *Un homme nouveau. L'ingénieur économiste*, Paris, 1961, p. 35. Voir aussi sur ce sujet SISSON (C. H.), *The Spirit of British Administration and some European Comparisons*, Londres, 1959 (chapitre IX : « The politician as intruder »).

En définitive, même si l'on accepte de minimiser la signification du phénomène — ce qui jusqu'à preuve du contraire nous paraît être une réelle sous-estimation du mouvement — il faut reconnaître que d'importants secteurs de l'action gouvernementale tendent à échapper à la logique des alignements partisans. Il en résulte une dévalorisation certaine de l'homme politique et surtout du parlementaire qui n'accède pas aux fonctions ministérielles. La technocratie conduit en somme au même résultat que l'exercice du leadership héroïque avec lequel elle est parfaitement compatible, si toutefois elle n'en constitue pas nécessairement une partie intégrante. Plusieurs propositions ont été formulées en vue de redresser la situation : il est douteux que leur mise en pratique aboutisse à un tel résultat ⁷⁶. Michel Collinet n'a pas tort de souligner que le seul antidote serait « une démocratie active suscitant l'initiative politique des citoyens et économique des travailleurs, contrôlant avec vigilance ses grands commis... » ⁷⁷. Ce qui revient à établir un lien direct entre l'apathie du citoyen et l'expansion des tendances technocratiques : peu contestable, la relation incite à étudier les liaisons entre les trois séries de phénomènes observés par rapport et en fonction de l'apaisement idéologique.

4. VALEUR EXPLICATIVE DU FACTEUR IDÉOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les trois tendances dont on vient d'esquisser le contenu comptent parmi les caractéristiques essentielles de la vie politique dans les démocraties pluralistes de l'Occident. On a émis, pour les expliquer globalement ou séparément, des hypothèses multiples dont aucune n'est vraiment satisfaisante. En réalité, ces tendances ne seraient-elles pas justement les signes observables — et donc la preuve — d'un phénomène plus général : l'apaisement idéologique ?

a) La transformation des partis socialistes exerce sans doute une influence sur la participation sans que celle-ci ait été élucidée. On pourrait certes admettre qu'elle n'a pas beaucoup changé le sens de l'adhésion des travailleurs (au moins dans les pays où ils continuent de voter massivement pour de tels partis). Il est cependant possible qu'en diminuant l'intensité des passions et en suscitant la tolérance, elle ait considérablement réduit l'ardeur militante des ouvriers jusqu'à quel point le « dédain de la politicaillerie » dont parlait Alexandre Marc est-il encore un trait spécifique de leur comportement ⁷⁸ ? En tout cas, cette modification paraît s'expliquer aisément par le déclin de la virulence des conflits idéologiques. Ne peut-on même soutenir qu'elle en est le signe privilégié ?

⁷⁶ Ainsi, par exemple, la proposition faite par Charles S. HYNEMAN (*Bureaucracy in a Democracy*, New York, 1950) de créer un Conseil central qui permettrait de concilier le bon fonctionnement de la machine administrative et le contrôle législatif.

⁷⁷ In : « La technocratie est-elle une aristocratie moderne ? » *Preuves*, juillet 1955, p. 47.

⁷⁸ In : *Avènement de la France ouvrière*, Genève, 1945 (chapitre V).

La question n'est pourtant pas si simple. Dans quelques pays, la transformation a eu pour effet de rejeter une très large fraction des travailleurs, et singulièrement des ouvriers, vers le parti communiste qui, au moins selon les déclarations de ses dirigeants, maintient la lutte idéologique au premier rang de ses activités. Autre élément d'incertitude : la date de cette évolution. À vrai dire on pourrait soutenir que la modification s'est limitée à un problème d'étiquette, les partis de la II^e Internationale ayant utilisé un verbalisme révolutionnaire pour couvrir de prudentes conduites réformistes. Mais, en politique, les apparences comptent aussi. Quand changent-elles ?

Il n'est peut-être pas inexact de dire que la Révolution d'Octobre 1917 marque le point de rupture. Sans doute, les doctrinaires de l'Internationale socialiste ne cesseront-ils de proclamer leur solidarité avec les dirigeants du camp léniniste sur le choix des objectifs à atteindre. Sans doute aussi continueront-ils, durant plusieurs années encore, à se réclamer de buts révolutionnaires tout en témoignant à l'égard des méthodes du bolchevisme d'une opposition qui ne cessera de croître. Mais la volonté de se différencier du communisme, comme aussi le travail de sape entrepris par le Komintern contre les sociaux-démocrates, conduiront peu à peu les partis socialistes à donner le pas aux éléments réformistes et, dès lors, à accepter la participation au pouvoir dans le cadre de la société bourgeoise et, éventuellement, en collaboration avec des partis non-socialistes.

Si l'on se place en 1930 (point de référence choisi par R. Aron), il semble que l'essentiel de la modification soit pratiquement acquis. Henri de Man a déjà écrit *Au-delà du marxisme* (1927). La S.F.I.O. conserve, il est vrai, son allure extérieure de parti révolutionnaire, mais grâce à une distinction subtile entre la « prise du pouvoir » (à des fins de changement total) et « l'exercice du pouvoir » (gestion de la société capitaliste avec des objectifs limités), Léon Blum, dès 1933, consacra la vocation ministérielle du parti. En définitive, ces remarques conduisent à insister sur la longueur du processus historique de « désidéologisation » qui, durant toute une période, peut s'effectuer de manière quasi-occulte (la référence à l'idéologie ancienne n'étant plus qu'un voile à l'abri duquel s'établissent les pratiques nouvelles).

Mais a-t-on le droit à ce propos de parler de « désidéologisation » ? En apparence, l'idéologie subsiste si elle se transforme. Cependant, le changement va dans le sens de la modération, de l'acceptation du dialogue, de la convergence avec d'autres partis démocratiques. Il serait excessif de s'en emparer pour proclamer la mort des idéologies. Il est toutefois permis d'y voir le signe d'un certain apaisement idéologique dont les origines historiques sont peut-être plus lointaines que ne le disent les partisans de cette thèse.

b) Venons-en maintenant à la participation du citoyen. Sa faiblesse, spécialement au niveau de l'engagement, est notoire. Il est tentant de chercher l'explication de cette apathie dans la dévalorisation des conflits idéologiques : en somme la lutte s'atténuerait faute de raisons sérieuses de l'entreprendre et surtout de la pousser à bout. Pour paraphraser un mot célèbre, il n'y aurait plus de politique parce qu'il n'y

a plus d'idées. Si, finalement, tout doit se régler par des compromis, le plus simple n'est-il pas d'abandonner la scène et de s'en remettre à des arbitres compétents (liaison avec l'idéologie technocratique) ?

Cette conception suppose implicitement que la politique, du moins au niveau des citoyens, se ramène à des joutes idéologiques dont la disparition progressive serait facteur d'apathie. Selon la remarque d'un journaliste suédois, il est difficile de se passionner pour la politique quand la discussion porte essentiellement sur le relèvement du salaire horaire des ouvriers de la métallurgie, la hausse du prix du lait ou l'extension du système des retraites⁷⁹. De telles questions sont certes de première importance pour les intéressés et, parfois aussi, pour l'économie nationale. Mais, disait ce journaliste, elles sont franchement « ennuyeuses » et incapables de susciter l'excitation qui donne son *tonus* aux combats pour le pouvoir⁸⁰. À propos de la Grande-Bretagne, Raymond Aron écrit dans le même sens : « À moins d'être un économiste professionnel on peut se disputer, mais non s'entretuer à propos du service de santé gratuit, du volume de la fiscalité ou du statut des aciéries »⁸¹.

On a contesté ce point de vue en citant, notamment, l'exemple des États-Unis. Il est généralement admis que le *consensus* y couvre un domaine sensiblement plus large que ce n'est le cas pour plusieurs pays d'Europe occidentale : d'où le caractère faiblement idéologique des partis américains. Or, en dépit de cette situation, un grand nombre d'électeurs témoignent d'un attachement fidèle à l'un ou l'autre des partis. Selon les spécialistes, ce sentiment résulterait de l'image que les citoyens ont des deux formations : le parti démocrate étant perçu par une large partie d'entre-eux comme le défenseur des « petits » et le parti républicain comme le porte-parole des « gros »⁸². Ainsi, la « désidéologisation » ne provoquerait pas nécessairement la suppression des clivages partisans.

Selon une autre école de pensée, l'affaïssement des partis, loin d'entraîner la fin des luttes politiques, contribuerait à lui donner des formes nouvelles et à susciter des acteurs nouveaux. Trop médiocrement insérés dans la vie sociale, les partis auraient fait leur temps, l'essentiel de leur fonction de représentation étant désormais assuré par les mouvements et associations spécialisés qui n'ont cessé de se multiplier et de développer leurs activités à l'époque récente. Serait-ce pour

⁷⁹ Rapportée par LIPSET, *op. cit.*, p. 406.

⁸⁰ Observons qu'aux États-Unis la critique de la vie sociale entreprise par les intellectuels d'esprit « avancé » s'est déplacée du secteur politique vers les fondements socio-culturels de la vie américaine (voir l'œuvre d'hommes comme D. RIESMAN, Max LERNER, Vance PACKARD, William H. WHITE). Selon une interprétation, ce serait là le signe évident du déclin de l'idéologie politique et la preuve que réduite à des éléments techniques, la vie politique perd beaucoup de son attrait sur les esprits.

⁸¹ In : *L'opium des intellectuels*, *op. cit.*, p. 250.

⁸² Voir sur ces images (les modalités et l'intensité de leur perception), CAMPBELL (A.), CONVERSE (Ph. E.), MILLER (W. E.), STOKES (D. E.), *The American Voter*, New York, Londres, 1960, pp. 42-63.

autant le retour à un simple corporatisme ? Non, car ces groupes auraient compris que la satisfaction de leurs demandes est nécessairement subordonnée à la réalisation d'une politique d'ensemble et qu'ils doivent dès lors contribuer à la définition des grandes options. En définitive, le déclin des partis au profit des syndicats, groupements économiques, Églises, marquerait simplement transfert et peut-être extension du domaine politique, en bref le contraire de la « dépolitisation » : il serait le résultat d'une tendance à la dévaluation du politique, elle-même due à plusieurs facteurs déjà signalés (caractère de plus en plus technique des décisions politiques qui les fait échapper à la compétence de la majorité des électeurs ; progrès des loisirs et difficultés des transports qui gênent de plus en plus l'action militante, etc.).

Sous des aspects nouveaux, cette thèse — vague courant plutôt que doctrine rigidement formulée — se borne à reprendre les très anciens thèmes de la représentation des intérêts et de la démocratie fonctionnelle. En supposant les groupes spécialisés capables de dominer leurs revendications propres pour prendre une vision du destin national, elle se fonde sur un espoir qu'aucune référence historique n'est capable de justifier. Il reste que, malgré tant d'expériences décisives, la position tendant à remplacer ou à doubler le Parlement par un organisme recruté sur une base professionnelle ne cesse de conserver des partisans — dont certains se proposent de renforcer ainsi, en la renouvelant, la formule démocratique⁸³. Au fond, par son ambiguïté même, cette thèse contribue à souligner l'importance des partis dans une démocratie pluraliste. Mais elle a le mérite, bien involontaire d'ailleurs, de signaler la difficulté d'adopter ces formations aux changements idéologiques. Le système français des partis doit peut-être son extrême faiblesse et son instabilité à son incapacité de réaliser une telle opération.

À le supposer acquis — et peut-être sous cet angle fait-on trop bon marché des querelles anciennes — l'apaisement idéologique bouscule et compromet l'édifice partisan. L'existence et la perception de clivages empiriques ne suffisent pas pour entraîner nécessairement une forte participation, même simplement électorale (cas des États-Unis). Dans cette perspective, la relation entre « désidéologisation » et « départicipation » ne manque pas de vraisemblance. Mais y a-t-il vraiment « départicipation » ? C'est un point sur lequel l'accord n'est pas unanime. Beaucoup dépend certes du point de référence. Si l'on compare 1950 à 1945 la baisse de température politique est notoire. En va-t-il de même si l'on met en parallèle 1950 et 1930 ou 1900. Peut-être l'affirmation d'une chute est-elle une illusion tenant au fait que l'on part, sans trop s'en rendre compte, d'un point exceptionnel qui

⁸³ Ainsi le Grand Conseil des Activités Nationales qui, selon la construction proposée par J. ROVAN (*Une idée neuve : la démocratie, op. cit.*), serait l'une des deux Chambres du Parlement, l'autre étant une Assemblée Nationale issue du suffrage universel. Cette construction prévoit aussi la formation d'un Conseil Supérieur de la Représentativité qui serait chargé d'accorder la « représentativité » aux divers organismes, y compris les Églises, désireux de prendre part au processus gouvernemental. Nous retrouvons ainsi l'un des plus vieux thèmes du réformisme politique : l'essai de concilier démocratie représentative et fonctionnelle.

représentait simplement un accident sur une courbe généralement étale. Il y a des raisons permanentes d'abstention à l'égard de la politique (risques sociaux de l'engagement) éventuellement plus contraignantes dans une phase de conflit idéologique grave, qu'en période d'apaisement.

En se concentrant sur l'actualité, la science politique se prive de la dimension historique, les historiens ayant été dans l'ensemble peu attentifs au type de problème que se pose cette discipline. La liaison « désidéologisation »-« départicipation » perd de sa valeur explicative si l'apathie des citoyens en régime démocratique fait figure de tendance permanente (avec, éventuellement, des poussées de fièvre politique). Même dans cette hypothèse, on ne peut nier que l'apaisement idéologique apporte une touche particulière au tableau en modifiant sinon la densité, du moins le climat des luttes politiques. Si elle reste normalement affaire de minorités — à composition plus ou moins élitaires — la vie politique prendra un visage différent selon les dispositions de ces éléments les uns à l'égard des autres et aussi selon les principes qui animent leur activité. Au surplus, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer — sur la base de données précises de sociologie historique — que la « désidéologisation » ne contribue pas à réduire un peu la participation aux affaires publiques, non seulement des citoyens, mais aussi des hommes politiques eux-mêmes : nous retrouvons ainsi le problème complexe de la technocratie.

c) L'apaisement idéologique, même relatif, apparaît susceptible de faciliter aux techniciens l'accès du pouvoir. Les considérations d'efficacité prennent plus aisément le dessus quand se réduisent les passions partisans. Même s'ils s'en défendent, les techno-bureaucrates et experts contribuent par leur action — et parfois dans le seul désir de mieux servir l'État, à renforcer cette tendance. La relation « désidéologisation-technocratie » possède donc un haut degré de vraisemblance. L'expansion technicienne créant, par un effet de rétroaction, les éléments d'un nouveau déclin idéologique on pourrait se demander si, au-delà d'un certain seuil, le mouvement ne s'entretient pas de lui-même.

Gardons-nous cependant d'interpréter ce rapport de manière unilatérale. Il est possible que la technocratie soit en elle-même un facteur direct d'effacement des idéologies beaucoup plus que la résultante d'une telle dévalorisation. L'expansion des tendances et infiltrations technocratiques s'effectue au surplus sous le couvert d'une idéologie qui, se situant dans la droite ligne de l'industrialisme⁸⁴, lui donne en quelque sorte sa légitimité historique et sociale. Cette idéologie, encore que confuse et multiple, possède ses thèmes, ses symboles, ses tics⁸⁵. On pourrait donc admettre que la technocratie, une fois pensée et systématisée, contribue à la transformation de l'appareil idéologique, non à sa suppression.

⁸⁴ L'une des six idées politiques de la France selon THIBAUDET (*Les idées politiques de la France*, Paris, 1932, chap. III). L'industrialisme évoque, il est vrai, la gestion de l'appareil étatique par les producteurs eux-mêmes : il est parfois difficile à distinguer du corporatisme. Le technocrate au contraire se veut le gérant de la machine économique au nom de l'intérêt général.

⁸⁵ Nous en avons esquissé les grandes lignes in : *Technocratie et politique*, Lausanne, 1960.

Il est vrai aussi que le technicien oublie parfois les limites de sa mission ou, le cas échéant, trahit l'esprit de sa préférence idéologique en s'immisçant dans les luttes et contestations partisans : et cela de multiples manières, par exemple, en couvrant de son autorité morale un dessein ou un projet qu'il sait dicté par des considérations de parti. Comme beaucoup d'autres variétés de cette attitude, l'apolitisme du technicien se réduit souvent à une illusion ou un prétexte. Il est probable que dans l'état actuel des choses nous sommes portés à exagérer le niveau de « désidéologisation » entraîné par l'expansion des manifestations, théoriques et pratiques, de la technocratie.

Observons également que la tendance à valoriser l'efficacité technique au détriment des controverses politiques est antérieure à l'époque que plusieurs choisissent comme point d'affirmation du déclin idéologique. Sans remonter très loin, prenons l'exemple de la Chambre de 1919 caractérisée par la présence de beaucoup d'anciens combattants, mais aussi par l'accession au mandat parlementaire d'un nombre appréciable de « compétences » (industriels, financiers, administrateurs ...). Louis Barthou a narré avec une certaine cruauté l'échec de ces hommes éminents qui, selon lui, tuèrent l'idée d'un Parlement professionnel. Bientôt, écrit-il, les *élus* (c'est-à-dire les « politiques ») reprirent leurs droits sur les *intrus* entendons par là les « compétences ». On ne saurait interpréter l'élection de ceux-ci que comme un déclin de l'audience des députés professionnels auprès de l'opinion (faisant confiance, pour assurer le relèvement économique, à des hommes que leurs métiers avaient éloignés des intrigues partisans) ⁸⁶.

Il est possible que Barthou, en bon politicien, ait eu propension à exagérer l'ambition et les moyens de ces députés qui, déjà, entendaient « ne pas faire de politique ». François Goguel note cependant l'existence, chez les élus de cette Chambre, d'une volonté de « mener les affaires publiques comme aurait fait le conseil d'administration d'une grande société » ⁸⁷. En dépit de son caractère partiel et provisoire, ce déclin de l'idéologie devait être souligné : la thèse attribuant un caractère de pure actualité à cet apaisement ne témoigne-t-elle pas de trop d'indifférence à l'égard de la dimension historique ?

Autre indice allant dans le même sens : un fort élément de pensée technocratique axé sur la planification ou planisme durant les années 1930 (parfois utilisées à titre de point de référence pour établir la « désidéologisation » présente de la vie politique). On en trouvera de multiples témoignages dans les numéros d'une revue comme *Plans* ou encore *L'ordre Nouveau*. Évoquons le document dit *Plan du 9 juillet* (publié en 1934) à la rédaction duquel prirent part notamment de jeunes fonctionnaires des grands corps de l'État et des personnalités se disant apolitiques (membres du groupe X-Crise). Signalons également l'ouvrage de Marcel Déat, *Perspectives socialistes* (publié justement en 1930) : l'auteur y proposait un vaste plan de réformes sociales au terme desquelles l'État serait

⁸⁶ In : *Le politique*, Paris, 1923, chapitre II.

⁸⁷ In : *La politique des partis sous la III^e République*, 3^e édition, Paris, 1951 p. 220.

remplacé par un état-major de managers-techniciens. On peut en rapprocher de multiples courants (néo-corporatisme, néo-syndicalisme) dont le trait commun était d'affirmer l'incapacité de la démocratie politique à réaliser une organisation rationnelle de la production : d'où la volonté vaguement anti-capitaliste de reconstruire la société sur la base de groupements ou syndicats professionnels.

Les données ainsi tirées de la vie intérieure des États considérés restent finalement vagues et n'autorisent pas à formuler des conclusions nettes. L'examen des conditions de diffusion des idéologies occidentales nous fournira-t-il une leçon plus claire ?

5. ABSENCE DE RAYONNEMENT DU PLURALISME IDÉOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Il est patent que les « nouveaux » États afro-asiatiques — auxquels se joignent de plus en plus les « anciens » États latino-américains — éprouvent peu d'attrait pour les idéaux socio-politiques diversifiés de l'Occident. Il s'agit certes d'attitudes multiples qui vont de l'hésitation à l'indifférence et aboutissent parfois à un complet mépris et à un rejet total. Il est d'ailleurs probable que le mouvement de répulsion ou de refus a plus de rigueur au niveau des jeunes élites impatientes du pouvoir qu'au plan des gouvernants actuels. La situation n'est-elle pas la contrepartie de la dévalorisation des conflits idéologiques que beaucoup d'auteurs occidentaux tiennent pour réalisée ? À la supposer acquise, cette espèce de torpeur ou, si l'on veut, de béatitude, convient mal au début d'une longue course et d'un immense effort. Le fait que l'on s'écarte aujourd'hui de nos modèles n'est-il pas, en définitive, le signe indirect que nous avons dépassé le stade où les luttes s'accusent et sont inévitables pour atteindre la phase d'un relatif apaisement ?

Avant d'aller plus loin, soulignons l'aspect vague et confus des expressions utilisées. On parle beaucoup aujourd'hui du « Tiers-Monde » comme d'une réalité homogène, sinon de nature monolithique. Chacun sait pourtant que la notion rassemble, de façon artificielle, des éléments d'une extrême hétérogénéité sociale et économique que contribue à accuser, notamment en Afrique (bloc des États dits « modérés » et des États dits « militants ») l'opposition entre l'Est et l'Ouest. Il est vrai qu'elle contient, au moins pour le moment, une intention politique unifiante, l'un des éléments de cette mentalité étant justement le refus des idéologies occidentales, ou du moins, la méfiance à leur égard. Quant aux idéologies « occidentales », il s'agit non des idéologies nées à l'occident (parmi lesquelles il faudrait alors introduire le nationalisme et le marxisme), mais de celles que les nations dites politiquement occidentales s'attribuent, ou qu'on leur attribue (démocratie pluraliste avec rivalités partisans, économie guidée par les forces de l'initiative privée et, le cas échéant, l'impulsion des centres gouvernementaux ; essai d'égalisation progressive de la condition humaine, etc.).

Pendant plusieurs années, des hommes d'État et des penseurs de l'Occident (les premiers d'ailleurs plus nombreux que les seconds) ont lutté pour façonner la vie politique et sociale des jeunes États sur le modèle des régimes actuels des vieilles démocraties pluralistes à économie développée. Sur la base de l'observation positive, peu d'analystes contestent désormais que les résultats de l'opération ont été généralement mauvais et parfois catastrophiques⁸⁸. La cause est maintenant entendue : nos schémas présents ne sont pas transposables hors de l'environnement où ils se sont formés, non plus d'ailleurs, pour les mêmes raisons, que ceux de 1830 (dont nous ferions bien de ne pas oublier l'autoritarisme politico-social quand nous critiquons les méthodes, un peu rudes, des jeunes économies encore à la phase de l'accumulation initiale).

Cependant, tous les commentateurs occidentaux ne s'avèrent pas favorables aux conceptions nouvelles qui apparaissent dans ces pays. Ainsi, par exemple, Daniel Bell en vient-il à porter un jugement sévère sur les idéologies qui animent les peuples sous-développés (industrialisation, modernisation, pan-arabisme, couleur et nationalisme) : idéologies d'esprit étroit (*parochial*) et utilitaire, inventées par des hommes politiques à la recherche du développement économique et de la puissance nationale. Quel contraste, selon Bell, avec les idéaux du XIX^e siècle : idéaux d'esprit universaliste et humaniste, façonnés par des intellectuels traduisant un puissant souci d'égalité sociale et un souffle de liberté⁸⁹ ! Ainsi formulé, ce réquisitoire comporte de lourdes injustices et soulève un réel malaise ; pourtant, à la lumière de nombreuses manifestations récentes, il paraît difficile de le rejeter complètement.

Comparons cette attitude trop unilatérale avec le point de vue modéré de Lipset qui s'efforce de mettre en lumière les différences fondamentales dans la situation des deux mondes⁹⁰. L'univers sous-développé n'a pas encore atteint — et n'atteindra probablement pas de longtemps — le stade de l'apaisement. Il y a place pour des controverses idéologiques intenses portant sur les problèmes de l'industrialisation, la place de la religion, la nature des institutions politiques. Lipset déclare que les alliés de l'Occident dans ces pays doivent être « radicaux » et probablement socialistes parce que seuls les partis promettant de larges réformes sociales seront en mesure de lutter avec succès contre l'expansion du communisme. En tout état de cause, ajoute-t-il leur tâche sera compliquée par les séquelles de l'impérialisme et du colonialisme. Dès lors, ces socialistes doivent adopter un ton et des méthodes révolutionnaires pouvant les conduire à rejeter sur des « boucs émissaires » (capitalistes nationaux et prêteurs étrangers) les inévitables difficultés et déceptions de l'industrialisation. Ils ne doivent pas hésiter à engager la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme étranger et le christianisme

⁸⁸ En ce qui concerne l'Asie du Sud-Est – dont quelques États ont, malheureusement pour eux, constitué sous cet angle un véritable laboratoire – voir l'ouvrage rude et sain de Julien CHEVERNY, *Éloge du colonialisme. Essai sur les révolutions d'Asie*, Paris, 1961.

⁸⁹ *Op cit.*, p. 373.

⁹⁰ *Op. cit.*, p. 416.

(séquelle principale de la domination étrangère). En agissant autrement les hommes qui restent dans ces pays les partisans et amis de l'Occident ne feraient que faciliter le triomphe du communisme.

Même si l'on est prêt à contester tel ou tel de ces conseils, on doit approuver Lipset de souligner que l'apaisement idéologique — ou plus généralement la configuration idéologique de notre monde — n'est pas à usage d'exportation. Dans les pays sous-développés, le fait de dire que le socialisme est « dépassé » ou « démodé » ne ferait qu'encourager les progrès de l'idéologie communiste (la situation étant peut-être la même d'ailleurs, nous le verrons plus loin, dans les pays développés de l'Occident). Cependant Lipset garde l'espoir que la situation actuelle des pays sous-développés est celle d'une phase de transition, éventuellement longue, et que, tôt ou tard, ceux-ci, ayant résolu à leur manière les problèmes de l'industrialisation, connaîtront un état d'apaisement des conflits. Ainsi le déclin des rivalités idéologiques resterait-il l'étape finale, le stade ultime sur la voie de l'expansion et de la consolidation des sociétés industrielles.

Ce raisonnement (dont le dernier chaînon a été déduit du texte de Lipset plutôt que formellement exprimé par celui-ci) est certes cohérent. Mais il n'est pas pleinement convaincant, reposant sur l'idée que les nations sous-développées — du moins celles qui s'écartent du modèle soviétique — suivront dans ses grandes lignes le mode de développement occidental. Or il est possible, et d'aucuns diront probable, que ces pays finissent par trouver, au prix de beaucoup de souffrances, de tâtonnements et de gaspillages, une voie originale, éventuellement diversifiée, qui convienne mieux à leur nature propre et à l'esprit du temps. Dans ces conditions, leur refus d'accepter nos normes et méthodes tendrait à un souci d'innovation radicale et non à la disparition dans nos systèmes de pensée de querelles conservant ailleurs leur raison d'être.

Si l'on s'en tient, par exemple, aux seuls Africains, on constate qu'ils n'éprouvent aujourd'hui aucune attirance pour la condition d'Européens noirs : ils ne considèrent pas l'Ouest comme le maître et l'Afrique comme son disciple convaincu. S'ils ne savent pas encore exactement où aller, ils refusent, du moins beaucoup d'entre eux, de se considérer comme liés par l'alternative : démocratie ou communisme⁹¹. Au fond, c'est notre univers idéologique complet qu'avec ou sans tendance à l'apaisement le « tiers-monde » — spécialement au niveau des jeunes élites — déclare ne pas accepter. Ce système est rejeté non parce qu'il contiendrait des éléments pacifiants incompatibles avec le désir d'une expansion économique à tout prix mais en raison de ses inspirations fondamentales. L'absence de rayonnement du pluralisme idéologique ne saurait servir d'argument à propos de la querelle sur la dévalorisation des conflits, les deux phénomènes se situant sur des plans distincts d'observation et de raisonnement.

⁹¹ Voir JAHN (Janheinz), *Muntu : l'homme africain et la culture néo-africaine*, traduit de l'allemand, Paris, 1961. Pour l'étude de l'échec d'une idéologie particulière, voir CLAIRMONTE (F. F.), *Economic Liberalism and Underdevelopment. Studies in the Disintegration of an Idea*, Londres, 1961.

Il est impossible d'émettre un pronostic sur l'évolution future des pays sous-développés par suite de l'état de confusion et d'improvisation qui caractérise encore tant d'expériences nationales. Il faudra beaucoup de temps pour que les grandes lignes du paysage socio-économique dans ces États s'éclaircissent et s'affirment. L'expérience historique nous fournit trop de preuves d'un relativisme pratique, spécialement quant au choix des moyens, pour qu'il soit sage de rejeter d'emblée l'hypothèse d'une divergence dans les conduites socio-culturelles relatives à l'industrialisation.

On insiste volontiers sur la rigidité du marxisme ou plutôt des commentateurs de Marx. Il est certes arrivé que des partis communistes (y compris le soviétique) donnent des signes de « cristallisation » idéologique sur des positions intenable. Mais, à côté, que d'exemples d'une extraordinaire habileté dans l'adaptation de la théorie aux faits, ou, si l'on préfère, dans l'emploi de moyens tactiques changeants pour la réalisation de fins stratégiques immuables. À première vue — et malgré de perspicaces remarques de Lénine liant révolution nationale et sociale — le cas de plusieurs parmi les États nouveaux ne rentre que malaisément dans le schéma qui, à travers les contradictions du capitalisme, conduit à la révolution socialiste — et cela, même si ces États entretiennent avec le bloc soviétique les relations en apparence les plus amicales. D'où, lors de la Conférence des 81 partis (novembre 1960), la présentation doctrinale d'un nouveau type : l'État indépendant de démocratie nationale ⁹². Il s'agit d'une unité dont les principaux traits (combat pour le progrès social, rôle actif dans la lutte des peuples pour la paix, action contre la politique d'agression du camp impérialiste) justifient que les partis communistes locaux leur apportent un ferme soutien : ce qui n'exclut pas la nécessité d'une grande vigilance vis-à-vis des hommes au pouvoir. Ces facteurs expliquent aussi que les pays du socialisme tiennent pour un « devoir international » de soutenir ces pays dans leur combat et de leur apporter l'aide la plus large, notamment dans la création d'une industrie nationale et la formation de leurs cadres.

Ainsi ces États — dont quelques-uns luttent contre les communistes et vont parfois jusqu'à interdire leur activité — se voient réintégrés dans le courant de l'histoire. Dès lors se trouve finalement ouverte — sans que la Déclaration insiste trop — une nouvelle voie d'accès, idéologiquement légitimée, au camp socialiste. Une fois de plus, se révèle l'importance que les communistes attachent aux idées dans la lutte politique et, plus encore, à la formation de leurs thèses. Il est vrai qu'ils définissent notre époque non comme une ère d'apaisement des conflits, mais comme une phase d'intense combat idéologique.

*

* *

⁹² Le texte intégral de la déclaration a été publié en supplément à l'hebdomadaire *Temps Nouveaux* (Moscou), 1960, n° 50. On trouvera également ce texte dans le numéro de décembre 1960 de *La Nouvelle Revue Internationale*, pp. 157-203.

En somme, les observations faites ici suggèrent une interprétation prudente des divers rapports considérés (prudence qu'impose, en particulier, l'extrême insuffisance des connaissances relatives aux conduites politiques du passé). En première analyse, la thèse de l'apaisement idéologique semble constituer une explication cohérente — à des degrés divers d'ailleurs — des tendances examinées et recevoir de leur existence même, une preuve. Cependant les relations que l'on peut dégager restent, au stade actuel de la discussion, de nature encore floue. En plusieurs des secteurs où l'on présume qu'elle est une variable causale, la « désidéologisation » présente aussi l'aspect d'un phénomène dérivé.

On s'explique ainsi que divers auteurs se bornent à mettre le déclin des idéologies en parallèle avec d'autres phénomènes sans tenter de les réunir par une liaison systématique. La dévalorisation des conflits idéologiques serait donc une tendance de plus à ajouter, et en quelque sorte sur un pied d'égalité, aux éléments qui semblent caractériser la vie politique. Mais si l'on renonce à prouver le mouvement en remontant des effets — du moins des phénomènes tenus pour tels — à la cause, il est alors indispensable d'en faire une démonstration et une vérification directes, ce que, généralement, l'on néglige.

En définitive, partis d'affirmations tranchantes ou prudentes sur le déclin des idéologies, nous avons vainement tenté d'en saisir la réalité à l'aide d'une sorte de causalité régressive. Il est donc nécessaire de reprendre ouvertement le phénomène, d'en établir les caractéristiques et la valeur, et, en tout cas, de dire comment on pourrait améliorer sa connaissance.

ESSAI D'ÉVALUATION DU PHÉNOMÈNE

[Retour à la table des matières](#)

Sans vouloir présenter une évaluation systématique — qui, dans l'état de la documentation et aussi de la théorie, reste hors de portée — on voudrait maintenant exposer quelques éléments d'appréciation et ouvrir quelques « pistes ». Le but de ces pages est d'appeler l'attention sur la complexité du problème et sur l'aspect simpliste de la plupart des formulations qui en sont établies.

1. CLIMAT DE LA DISCUSSION

L'étude de la thèse de l'apaisement ne saurait être dissociée des conséquences que ses exposants prétendent en tirer. C'est une précaution indispensable en science politique, spécialement quand l'analyste universitaire se double d'un publiciste fortement « engagé ». Il serait puéril d'imaginer que la vision du monde dont le polémiste souhaite favoriser la survie ou l'avènement soit sans rapport avec son interprétation scientifique de la réalité ou, au moins, ne l'influence pas. L'« engagement » ne peut que développer les tendances à une conception partielle ou « orientée », présente en chacun de nous.

Or, en notre matière, la conséquence est claire : prise comme l'expression des conduites ou aspirations habituelles, la dévalorisation des idéologies aboutit à rendre « périmées » ou « démodées » les doctrines ou formations partisans qui se fondent sur l'opposition des « idéaux » dans la société, ou s'en réclament. Dans les pays développés, le marxisme, bien loin d'être dans le « sens de l'histoire » comme l'estiment ses partisans, se situerait, sur tous les plans, à contre-courant de l'évolution qui emporte spontanément et irrésistiblement les hommes vers des formules de conciliation ou de compromis. Gardons-nous de taxer uniformément de conservatisme étroit les tenants de cette position : la plupart admettent et certains souhaitent des changements sociaux. Mais ils tombent généralement d'accord pour admettre que les facteurs de l'évolution sont déjà à l'œuvre dans un sens qui améliore la condition humaine : d'où l'inutilité et le danger des tentatives visant à promouvoir une transformation radicale et brutale. Et, si l'on préfère une évolution graduelle, ne sera-t-on pas porté à s'exagérer l'ampleur d'un apaisement qui, tout à la fois, en garantit le cours et permet d'en contrôler le rythme ?

C'est au niveau des déclarations des hommes politiques que l'on saisit le mieux cette liaison avec les aspects tactiques. Si l'on en croit M. Harold Macmillan, par exemple, les Conservateurs seraient en train de réaliser ce dont Disraéli avait rêvé : la formation d'une nation unie. En dix ans de gouvernement, ils seraient parvenus à supprimer une large partie des vieux sentiments de frustration et d'amertume, interdisant ainsi aux socialistes l'essentiel de leurs arguments. Venant d'un chef de gouvernement, la revendication d'un tel succès ne saurait surprendre, mais divers

leaders travaillistes n'apportent-ils pas de l'eau au moulin conservateur en suggérant de faire du Labour un simple parti d'opposition ayant pour rôle de proposer — sur la base du plein emploi et du *Welfare State* — une politique de rechange un peu plus expansionniste et égalitaire que celle des Conservateurs, quoique d'inspiration analogue ⁹³ ?

On pourrait tirer du phénomène un conseil différent : si l'innocuité révolutionnaire des partis de gauche est désormais acquise, si véritablement le jeu politique doit se limiter à une dichotomie proche de celle qui règne aux États-Unis, pourquoi ne pas accélérer le cours de l'évolution en saisissant dans les partis de gauche tout ce qu'ils contiennent encore, au moins en puissance, de réformisme social ? C'est là chose faite diront certains en évoquant, entre autres signes, la convergence des manifestes des Conservateurs et des Travaillistes lors des dernières élections générales britanniques (1959) : concordance si manifeste que l'on a forgé un nom, le « butskellisme », pour désigner la politique, respectivement préconisée par M. Butler et M. Gaitskell, qui pousse la droite et la gauche vers un dénominateur commun : le centre. Mais il reste peu contestable que le Labour a fait la plus large partie de la route.

Le problème est plus complexe quand on rencontre un fort groupement communiste sur le chemin de l'apaisement. M. Priouret nous assure qu'« il n'y a plus en France, ni classe, ni parti qui soit décidé au prix de son sang à bouleverser de façon révolutionnaire le régime économique, ce qui signifie qu'implicitement, les Français acceptent le régime capitaliste » ⁹⁴. S'il en est bien ainsi, si vraiment les communistes sont de simples réformistes qui s'ignorent, il n'y a plus de motif de les tenir écartés du jeu politique courant. Il est possible que cette vue soit présente chez certains exposants de la thèse de l'apaisement. Gageons pourtant qu'il s'agit surtout chez la plupart, de montrer aux électeurs du parti communiste le caractère anachronique de leur adhésion.

⁹³ Le lecteur aura intérêt à consulter la collection fabienne « Socialism in the Sixties », R. H. S. CROSSMAN, *Labour in the Affluent Society* (Fabian Tract 325) et Anthony CROSLAND, *Can Labour Win* (Fabian Tract 324). Pour l'influence de la Société Fabienne, on pourra se reporter à LEWIS (G. K.), « Fabian socialism : some aspects of theory and practice », *Journal of Politics*, août 1952, pp. 442-470 ; ARNOLD (C. L.), « Notes on fabianism », *Twentieth Century*, juin 1956, pp. 536-548 ; MILBURN (H. F.), « The Fabian Society and the British Labour Party », *Western Political Quarterly*, juin 1958, pp. 319-339. L'ouvrage *L'avenir du travaillisme. Nouveaux essais fabiens*, traduit de l'anglais, Paris, 1954, reste toujours d'actualité.

⁹⁴ *Op. cit.*

2. FIN DES IDÉOLOGIES OU UNIFICATION IDÉOLOGIQUE ?

[Retour à la table des matières](#)

Les auteurs américains parlent volontiers — parfois, il est vrai avec une inflexion interrogative — de la fin des idéologies. Cette formule est en relation avec un autre phénomène dont elle est, dans certaines limites, la condition nécessaire : le consensus dont l'existence serait le propre des démocraties stabilisées. Le mot ayant fait rapidement irruption dans le vocabulaire scientifique français, il importe de le définir brièvement. Le consensus traduirait l'accord régnant au sein d'une société sur les valeurs qui président au gouvernement des hommes : accord embrassant à la fois les conceptions de l'autorité et les objectifs justifiant son emploi ⁹⁵. Il est vrai que, dans une société où les hommes s'accordent (ne serait-ce qu'en gros et aux modalités d'exécution près) sur les fondements de l'autorité, la méthode d'élaboration des décisions et les directions de l'action gouvernementale, la place des controverses idéologiques ne peut être que fort réduite. Plus exactement, le chemin du consensus passe par l'apaisement des querelles d'idées.

Il ne nous appartient pas de juger ici la valeur de la description courante de la vie américaine (« désidéologisation » n'entraînant pas nécessairement « déparicipation »). Il est, par contre, désirable de rejeter l'expression utilisée. Ce que l'on nous présente comme la fin des idéologies, est tout au plus un phénomène d'unification ou de conformisme idéologique. Contrairement à ce que disent les technocrates (illusion ou camouflage) les choix politiques se ramènent toujours finalement à une conception morale de la société. Il n'y a pas, par exemple, de programme neutre de redressement financier : même si la marge de manœuvre est parfois étroite, il y a place pour un aménagement des sacrifices qui relève non de la pure technicité mais d'options sociales. Il n'y a pas de choix politique qui n'enferme un élément moral. Les États-Unis ne sauraient échapper à cette contrainte. Peu importe qu'on qualifie ce critère de référence du terme « idéologie » ou de tout autre expression (ainsi « culture politique ») la machine gouvernementale américaine ne peut s'en passer.

Les auteurs français, du moins ceux qui se placent dans une perspective scientifique, évoquent seulement le déclin ou la dévalorisation des querelles idéologiques. Raymond Aron prend bien soin de spécifier la persistance de conflits « technico-idéologiques ». Quant à Maurice Duverger, il se borne à signaler l'existence d'une tendance qui, tout en ayant l'avenir pour elle, se heurtera encore à bien des difficultés. À la lumière d'un passé de profondes divisions, un solide

⁹⁵ Sur ces problèmes voir le *conceptual scheme* offert par Samuel H. BEER dans l'ouvrage collectif *Patterns of Government. The Major Political Systems of Europe*, New York, 1958, pp. 12-25.

optimisme reste nécessaire pour prévoir l'avènement dans ce pays d'une sorte d'unification idéologique ⁹⁶.

On peut se demander si cette thèse ne comprend pas une certaine contradiction logique. L'accord tend à se faire entre les citoyens, nous dit-on, sur la valeur du pluralisme politique. Mais sur quoi ce pluralisme reposera-t-il si, justement, les querelles idéologiques s'atténuent au point de disparaître ? Galbraith a, pour sa part, bien vu le problème. Selon lui, une société libre doit comporter une certaine quantité de controverses politiques (dont, assez curieusement, il tient le volume pour approximativement constant). La politique économique ne suffisant plus à occuper les citoyens, et spécialement les politiciens pour lesquels l'apaisement total des passions signifierait la « destruction politique », c'est vers les affaires extérieures que l'énergie disponible s'est déplacée ⁹⁷.

La politique n'est pas intégralement réductible à des idées. Elle met aussi en jeu des intérêts et des tempéraments auxquels les idéologies servent souvent de justification rationalisatrice ou de point d'appui. Au surplus, les politiciens montrent une grande plasticité dans l'énoncé et l'utilisation de leurs divergences : gouvernant ensemble depuis plusieurs années, les deux grands partis politiques autrichiens sont parvenus — au besoin par quelques artifices — à se maintenir en état de rivalité devant l'électeur ⁹⁸. Cependant, il apparaît difficile, à la longue, de combiner un authentique pluralisme et une tendance à l'unification ou à l'apaisement idéologique. Dès lors que les bases économiques de l'ordre social sont couvertes par une acceptation unanime, les disputes d'intérêt se réduisent à des questions d'ajustement périodique et donc à des luttes, éventuellement sérieuses, mais presque nécessairement morcelées. Cependant, la propension à l'apaisement existe-t-elle réellement ?

3. ÉTROITESSE DE LA PHASE D'OBSERVATION

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut se défendre d'un doute en comparant la brièveté de la phase observée et la gravité des conclusions émises. Est-il légitime de fonder une nouvelle théorie de la vie politique sur les notations effectuées durant une dizaine d'années ? Même si les affirmations concernant la période présente se révélaient exactes — ce qui est

⁹⁶ On trouvera dans l'ouvrage cité à la note précédente un exposé de Nicolas WAHL relatif aux conceptions divergentes l'autorité dans la tradition historique française (pp. 216-234). Selon Wahl, qui ne semble pas ennemi des généralisations audacieuses et un peu rapides, la principale maladie politique de la France est le résultat d'un dualisme dans ces conceptions, une partie des Français ayant exclusivement confiance dans l'administration et l'autre dans l'assemblée représentative.

⁹⁷ *Economics and the Art of Controversy*, *op. cit.*, pp. 106-107.

⁹⁸ Sur cette expérience, voir KIRCHHEIMER (Otto), « The waning of opposition in parliamentary regimes », *Social Research*, été 1957, pp. 127-156.

loin d'être démontré — il serait hasardeux d'en conclure qu'il s'agit d'un mouvement de très longue haleine et non d'une phase temporaire destinée à se résorber avec l'entrée en scène d'une variable nouvelle (par exemple, l'accession aux responsabilités des jeunes générations).

Réserve particulièrement nécessaire si l'on observe que plusieurs des affirmations émises rendent un son ancien, certaines (ainsi les diatribes d'A. Koestler contre la distinction droite-gauche) paraissant bien surannées. À toutes les époques, des hommes ont dénoncé l'inutilité et les méfaits des divisions partisans, proclamant la nécessité de confier le gouvernement à un homme ou à une équipe situés en dehors ou au-dessus de telles rivalités. Or, en toutes ces occasions cette idéologie — inspirée par le souci du bien public ou de simples appétits personnels — a fait des adeptes. En définitive, faute de prendre un recul suffisant, ne présente-t-on pas comme une idée neuve, un phénomène affecté de récurrence ?

Allons plus loin. Comment interpréter l'adhésion à une philosophie autoritaire des rapports sociaux et, plus encore, au mouvement qui l'exprime ? Surtout dans le second cas, il apparaît difficile d'y voir un témoignage de « déparicipation », l'adhérent nazi, spécialement avant la prise du pouvoir, donnant tous les signes de la militance. Par contre, certains ont pu interpréter l'adhésion à l'idéologie national-socialiste — une idéologie se voulant essentiellement action, reposant sur la force brutale et faisant appel aux puissances obscures de l'être — comme une abdication ou une renonciation qui se trouve à l'opposé du choix idéologique habituel. Ainsi, le développement des idéologies autoritaires, avec son cortège d'anéantisments individuels, exprimerait-il une forme particulière de déclin idéologique, une forme aboutissant à l'unification par la terreur. Encore que cette position apparaisse tant philosophiquement que moralement contestable, elle souligne avec éloquence la relativité et la multiplicité d'un phénomène que l'on essaie de juger à partir d'un seul de ses aspects.

Autre inconvénient du raisonnement confiné à la courte période : le danger de considérer comme durables des phénomènes susceptibles au contraire de renversement. Les récents échecs du parti travailliste britannique ont beaucoup contribué à renforcer la thèse de l'apaisement. On sait qu'ils sont dus, non à une réduction du noyau central de l'électorat socialiste, mais à l'impossibilité pour le parti d'obtenir l'audience supplémentaire indispensable à la conquête de la majorité. Pour expliquer cette impuissance, Léo Hamon a émis l'idée de la prime au pouvoir qui serait liée à la croissance incessante de la catégorie des électeurs intellectuellement non engagés dans la politique. Idéologiquement disponible, ce public serait une clientèle de choix pour celui qui, gouvernant déjà, peut apparaître comme un symbole de l'unité nationale au-dessus des partis (*supra* la revendication de M. Macmillan). On passerait ainsi d'un régime qui mettrait en compétition la possession du pouvoir, à un autre assurant seulement la liberté de

critique et laissant à l'opposition la chance de l'influence plus que l'espérance de la relève ⁹⁹.

À première vue, cette notion vient à l'appui de la thèse de l'apaisement. Pourtant, si l'on considère la faiblesse de la marge électorale qui sépare les deux partis (et dont, selon un effet bien connu, le régime électoral accroît les conséquences lors de la répartition des sièges), l'hypothèse que, dans une conjoncture particulière, le parti travailliste, soudé pour les besoins de la cause, ressaisisse le pouvoir n'est ni absurde ni inconcevable. À partir de là, pourquoi l'éventuelle prime au pouvoir ne jouerait-elle pas en sa faveur lui permettant de relancer le réformisme social et ainsi la querelle idéologique ?

Au total, quels que soient les phénomènes actuellement observés le désir de les interpréter comme une tendance permanente, relève du pari davantage que du raisonnement positif. Mais, justement, de quels phénomènes s'agit-il ?

4. RISQUES DU RAISONNEMENT ANALOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Admettons que l'on observe aux États-Unis une « désidéologisation » d'allure soutenue. Est-il légitime, si l'on note des phénomènes analogues en France, d'en tirer l'idée que l'apaisement idéologique est également en train de s'y répandre ? Il est pourtant banal de souligner que les Américains, à l'inverse des Européens, se sont toujours méfiés des grandes conceptions doctrinales et n'ont jamais construit de vastes systèmes de pensée. Le raisonnement analogique, appliqué à bon escient, est un puissant outil de recherche scientifique : employé de manière illégitime ou imprudente, il est générateur des pires fautes d'interprétation.

Il n'est pas impossible que le soi-disant déclin des idéologies corresponde, dans l'expérience française, à une phase de transformation dont surgiront des prises de conscience, sinon nouvelles, du moins renouvelées. « Autour de nous, aujourd'hui, tout n'est que ruines. Les idéologies qu'on nous a serinées, les régimes politiques qu'on nous a fait subir ou fait miroiter, s'en vont les uns et les autres en morceaux », proclame Daniel Guérin qui rappelle ce mot d'Edgar Quinet (en 1865) : « Nous avons perdu nos bagages » ¹⁰⁰. Dès lors, pour Guérin, il s'agit de refaire tout notre bagage d'idées. Ce qui implique une phase de remise en cause, de doute, de scepticisme, de refus d'agrégation aux familles spirituelles existantes qui

⁹⁹ In : « L'échec du travaillisme anglais. L'avantage du pouvoir », *Esprit*, décembre 1959, pp. 766-772. Sur ce problème, voir ABRAMS (Mark), ROSE (Richard), HINDEN (Rita), *Must Labour Lose ?* Hardmondsworth, 1960 (Penguin Books). Selon Abrams, l'image du parti travailliste comme défenseur des opprimés perd de son pouvoir d'attraction dans le contexte actuel de la Grande-Bretagne. Rose conclut de même à l'affaiblissement du loyalisme de l'électeur travailliste vis-à-vis de son parti, mais souligne que la situation pourrait se modifier.

¹⁰⁰ In : *Jeunesse du socialisme libertaire*, Paris, 1959, p. 29.

ressemble — sauf par l'intention finale — à une période de déclin des controverses idéologiques.

Une telle situation n'a rien de nouveau. Il suffira d'évoquer, selon la formule de Jean Touchard, « l'esprit des années 1930 »¹⁰¹. À distance, la caractéristique intellectuelle de cette période est l'affrontement de multiples groupes ou chapelles — souvent groupés autour d'une revue — dans le but de renouveler la pensée politique française. Manifestant des conceptions très diverses ces formations, parfois éphémères, n'avaient en commun qu'un refus de l'ordre établi et un embryon de volonté révolutionnaire (exaspérée, mais non suscitée, par l'impuissance gouvernementale à sortir le pays de la crise économique). Le « dépassement » des vieilles conceptions est déjà à la mode et, déjà aussi, d'excellents esprits mettent en doute l'opposition classique droite-gauche ou encore capitalisme-socialisme. Touchard voit dans ces années « une de ces époques de syncrétisme où les oppositions politiques et idéologiques s'effacent, où l'esprit de l'époque est plus important que les distinctions traditionnelles entre les courants de pensée » (*op. cit.* p. 89). Mais nous ignorons si ce vaste brassage d'idées de toutes sortes exerça une influence profonde ou se limita à une agitation superficielle d'intellectuels.

Multiplés sont actuellement les signes d'une semblable insatisfaction. Sans doute, les occasions et les thèmes de la réflexion diffèrent-ils de ceux des années 1930 (encore que sur certains points — critique des partis et exaltation de l'organisation professionnelle — il y ait de bien curieuses filiations). Cependant, si l'on essaie de totaliser l'ensemble des idées remuées et des programmes dressés, le bilan n'apparaît pas négligeable. Le mot d'ordre du dépassement idéologique fait toujours recette spécialement chez les hauts fonctionnaires qui, plus encore que leurs devanciers participent au mouvement (Patrie et Progrès et surtout Club Jean-Moulin). Des secteurs tenus pour amorphes manifestent soudain, et avec vigueur, leur présence au monde moderne (Cercles de jeunes Agriculteurs).

Autre signe de ce bouillonnement : la pluralité des courants qui se font jour au sein de l'Église catholique et le glissement vers des positions sociales d'une large partie des adeptes de cette confession. Évoquons enfin le foisonnement de formations, chapelles, revues autour desquelles ont tenté de se regrouper les partisans du socialisme que ne satisfont ni le P.C. ni la S.F.I.O. D'aucuns diront peut-être que la période des années 1930 fut plus riche en oppositions créatrices : n'est-ce pas vouloir magnifier le passé ?

En de telles époques, il est normal que la critique des vieilles idéologies soit plus abondante et significative que la formulation des principes appelés à leur succéder. Tel est, par exemple, le sens du dernier ouvrage de Jean Duvignaud et, plus généralement, des positions prises par la petite équipe de la revue

¹⁰¹ En une importante étude que publie l'ouvrage collectif déjà cité *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, pp. 88-118 (essai de classification des courants et vaste bibliographie).

*Arguments*¹⁰². Dès le début de son essai, Duvignaud affirme le refus des « simples idées pourries ». Il est peu probable que ce livre — qui n'apporte pas de réponse aux grandes interrogations de notre temps — exerce une réelle influence. On le cite ici comme caractéristique d'une certaine attitude marquée par le refus et l'espérance. Contrairement aux thèses sur l'apaisement des idéologies, notre monde ne manque ni d'intellectuels, ni de citoyens pour lesquels la société doit se transformer, mais, réserve faite des tenants inconditionnels du marxisme, ils ne savent pas comment promouvoir ces changements sans que les résultats acquis ne contredisent les intentions.

Ailleurs aussi, on observe des témoignages d'une telle remise en cause, l'une des interrogations principales étant de savoir si les idéaux de l'Occident sont de taille à affronter le « défi » communiste¹⁰³. L'ancien libéralisme lui-même n'échappe pas à ce souffle de rajeunissement. Il en résulte des œuvres de portée diverse, mais dont quelques unes témoignent d'un évident souci de renouveau idéologique et paraissent capables de secouer une torpeur que les tenants de l'apaisement déclarent ou souhaitent durable, sinon définitive¹⁰⁴.

¹⁰² L'ouvrage de DUVIGNAUD porte un titre significatif : *Pour entrer dans le XX^e siècle*, Paris, 1960 (la capacité de reconstruire n'étant pas chez l'auteur à la mesure de l'ardeur à démolir). Comme autre témoignage du même malaise, voir le livre d'Edgar MORIN, *Autocritique*, Paris, 1959. Dans la collection d'*Arguments*, voir les numéros 8, juin 1958, sur « La crise française » ; 16, 4^e trimestre 1959, « Perspectives » ; 20, 4^e trimestre 1960, « Les intellectuels ». Sur ce point il ne sera pas inutile de lire le pamphlet de D. MASCOLO ; *Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France*, Paris, 1957.

¹⁰³ Citons, entre beaucoup d'autres, deux petits ouvrages aux conclusions finalement optimistes : CATLIN (Georges), *What does the West Want. A study of political goals*, Londres, 1957, et KOHN (Hans), *Is the Liberal West in Decline ?* Londres, 1957. Pour Catlin, l'Occident, au prix des révisions qui s'imposent, est encore en mesure de ne pas perdre la « bataille des esprits ». De même, Kohn estime que l'Occident, s'il n'a plus à diriger le monde, est encore capable de tenir un rôle de modérateur et de guide spirituel. Si l'on s'attache au secteur proprement philosophique, un trait frappe l'observateur : la diversité et la disparité des courants et des écoles. Les marxistes orthodoxes y voient le signe de l'irréversible décadence de la pensée bourgeoise. Voir IRIBADJAKOV (Nikolai), « Le marasme de la philosophie bourgeoise contemporaine » *Nouvelle Revue Internationale*, janvier 1960, pp. 49-63. Mais est-il en fait possible de dissocier la création intellectuelle de l'aspiration pluraliste ?

¹⁰⁴ On n'insistera pas ici sur le très médiocre essai de Walter LIPPMANN, *Crépuscule des démocraties ?* Paris, 1955, qui exprime en un style souvent confus un certain nombre de lieux communs et de propositions de réformes banales. De même, en dépit de son poids matériel, le dernier ouvrage de Friedrich A. HAYEK (*The Constitution of Liberty*, Chicago, 1960) n'apporte aucun élément neuf par rapport aux anciens travaux de l'auteur sinon une curieuse profession de foi : « Pourquoi ne suis-je pas un conservateur ? » : il va de soi que l'argument du « miracle allemand » est utilisé à l'appui d'un libéralisme qui conserve toute sa saveur dogmatique. Par les interrogations qu'il suscite, l'ouvrage de Salvador de MADARIAGA (*De l'angoisse à la liberté. Profession de foi d'un libéral révolutionnaire*, Paris, 1954) constitue le témoignage d'un désarroi beaucoup plus saisissant qu'un exposé doctrinal indifférent aux courants profonds de notre siècle. L'ouvrage le plus intéressant de cette série est WATSON (George) ed., *The Unserving State. Essays in liberty and welfare*, Londres, 1957, dont le thème principal est celui des rapports entre « liberté » et « bien-être », de la conciliation entre la liberté politique et le *Welfare State*. La préférence des auteurs – qui sont les principaux théoriciens du parti libéral

Beaucoup des idées ainsi agitées se révèlent déraisonnables, sans même parler de celles qui sont très vagues. Quelques uns de leurs auteurs n'évaluent pas à leur juste force de contrainte les impératifs de la civilisation industrielle. Les systèmes proposés ont généralement peu de chose en commun, sinon une profonde insatisfaction à l'égard de ces structures sociales dont, pour d'autres l'évolution actuelle expliquerait, et à la limite, légitimerait la dévalorisation des conflits idéologiques. Il est donc possible que l'apaisement actuel corresponde à une pause, mais justement, quelles sont ses dimensions ?

5. DIMENSIONS DU PHÉNOMÈNE

[Retour à la table des matières](#)

Sur la base de diverses informations dont on ne dira jamais assez le caractère superficiel et fragmentaire il semble possible de conclure à une relative dévalorisation des conflits d'idées. Quelques indices (dont une certaine extension de la tolérance) suggèrent une modération des débats politiques. Même s'il s'analyse en une stagnation provisoire, ou un accident conjoncturel, le mouvement doit être noté. Il est toutefois probable qu'on lui accorde, en plusieurs milieux, une trop grande signification.

L'observation vaut pour ce que l'on appelle, non sans quelque dédain, les vieilles querelles ou indignations idéologiques. Il est peut-être dangereux, par exemple, de sous-estimer l'importance du clivage fondé sur la religion : par quel miracle ce phénomène qui, tout au long de l'histoire, n'a cessé de provoquer des conséquences politiques (y compris dans les pays communistes) prendrait-il une coloration neutre ?

Évoquons encore le racisme dans ses ultimes incarnations : il faudrait un exceptionnel optimisme pour déclarer que l'ère des discriminations raciales, avec ses séquelles dans la vie publique, appartient à un temps révolu. Dernier exemple : l'apaisement de la querelle modernisation-protection du passé par disparition progressive de la seconde attitude. Il est imprudent de postuler l'achèvement d'une telle contestation. À moins d'imaginer le passage à une société stationnaire, on doit admettre que chaque étape et, pour ainsi dire, chaque progrès, suscite des résistances, les éléments moteurs d'hier ayant à leur tour un rôle de frein.

Ces querelles sont peut-être démodées ou absurdes du point de vue de Sirius ou, ce qui revient au même, des salons parisiens. Mais il n'est pas démontré que le

britannique – va vers une décentralisation de l'autorité permettant aux initiatives et aux prises de responsabilité de s'affirmer. L'Unservile State Croup vient de publier une brochure d'Alan T. PEACOCK, *The Welfare Society*, Londres, 1961. L'expression *Welfare Society* substituée à *Welfare State* entend signifier sans équivoque que la part des besoins humains assurée par les services publics doit être réduite. Le véritable rôle du *Welfare State*, dit A. Peacock, est d'apprendre aux citoyens comment se passer de lui.

citoyen mette nécessairement sa montre à l'heure de l'intellectuel. Sur ce point, la dose de *wishful thinking* que contient la thèse de l'apaisement semble très lourde. Quarante ans après la Révolution d'Octobre, les paysans continuent de témoigner, en Union Soviétique, de comportements spécifiques dont le régime doit obligatoirement tenir compte : dans le cas d'une organisation pluraliste de la société — celle que nos doctrinaires estiment définitivement acquise ici — les agriculteurs trouveraient vite le moyen de constituer un groupe ayant ses propres idéaux et normes de conduite.

L'idée d'une surestimation de l'apaisement vaut également pour l'idéologie communiste. Les tenants de l'apaisement final raisonnent comme si le parti communiste était en tous points semblable aux autres et se trouvait, de ce fait, appelé à subir progressivement la même mutation que les partis socialistes : soit par l'effet normal des tendances oligarchiques et de la pesanteur propre aux appareils bureaucratiques, soit par l'affaiblissement de sa base, idéologique à mesure que les grands articles du programme passent dans les faits (d'où l'idée que l'on pourrait accélérer le mouvement — et par là affaiblir le parti — en intensifiant le réformisme social et en élevant le niveau de vie des masses). Il y a quelques années, des calculateurs évaluaient le nombre d'électeurs qu'il serait possible d'arracher au P.C. grâce à une politique sociale intelligente. Aujourd'hui, on nous explique que ces électeurs, acharnés à fuir le réel, sont virtuellement neutralisés.

Ces analyses ne sont pas sans fondement et les dirigeants communistes connaissent bien les dangers que court un parti révolutionnaire dans une société orientée vers la jouissance matérielle (à condition toutefois que l'acquisition des biens soit largement répandue). Mais il ne faut pas oublier deux phénomènes qui cadrent mal avec le tableau présenté. Le marxisme est une vision totale de l'humanité dont le but ultime est la « construction d'un homme nouveau », selon l'heureuse expression de Jean Lacroix¹⁰⁵. Or, il est douteux que l'évolution actuelle de la société provoque et même facilite cette régénération de l'homme qui donne à l'idéologie marxiste sa signification la plus profonde. Posant l'identité de la morale et de la révolution, le parti est en quelque sorte voué à une lutte absolue contre le capitalisme dont l'acceptation éventuelle du réformisme ne saurait être qu'un aspect tactique.

Ajoutons — c'est une constatation fondamentale — que les partis communistes occidentaux ne sont pas seuls : ils constituent les éléments d'un ensemble qui pèse avec une force sans cesse accrue, sur le destin de l'humanité. L'on exagère volontiers, et l'intelligence tactique de ce bloc et l'aspect « conspiration » du mouvement : il s'agit pourtant d'un système dont les diverses composantes respectent un certain ordre dans la manœuvre et reçoivent, du centre qu'elles reconnaissent comme tel, appui et impulsion. Faute d'entrevoir aujourd'hui un reflux du mouvement, on se laisse parfois aller à pronostiquer sa transformation interne : c'est une prévision hardie.

¹⁰⁵ In : *Marxisme. Existentialisme. Personnalisme. Présence de l'éternité dans le temps*, 4^e édition, Paris, 1960, p. 5. Le chapitre I, « L'homme marxiste », est remarquable.

Ces observations n'accordent à l'expansion du communisme du modèle soviétique aucun caractère de nécessité historique. Elles signalent simplement que la lutte n'est pas terminée et que l'éventualité d'une rupture de l'ordre établi ne sera pas nécessairement exclue par l'acceptation généralisée d'un quelconque réformisme social. S'il a des aspects tactiques, le combat ne peut être privé d'une armature idéologique. La lutte restera inégale si nous continuons à opposer à des idées morales défendues par une puissante organisation, des réfrigérateurs, des paires de chaussures, ou des mètres de tissu.

La nécessité d'un programme idéologique, face à des poussées externes et en réaction aux pressions subies, ne trouve pas uniquement sa source dans les activités du monde communiste, La prise de conscience des pays sous-développés s'effectue souvent sur la base d'un anti-occidentalisme effréné qui a déjà choisi ses mots d'ordre dans les thèmes du « néocolonialisme » et du « néoimpérialisme ». Beaucoup d'occidentaux, cependant, estiment que l'apaisement naîtra de la maturité et de l'accession à la prospérité matérielle. Cet optimisme comporte une bonne part d'utopie, les difficultés de l'accumulation initiale et la poussée démographique devant normalement réduire l'expansion du bien-être dans les pays défavorisés. Les États privilégiés — en si petit nombre — sont-ils prêts à accepter l'institution d'un impôt cosmique à taux progressif ?

Nos pays étant censés demeurer fidèles au pluralisme politique subiront le choc de ces poussées qui risquent d'y provoquer — et y provoquent déjà en fait — des clivages idéologiques (allant bien plus loin qu'une simple opposition à propos du colonialisme classique). En d'autres termes, nos sociétés ne sont pas maîtresses du taux de controverses idéologiques quelles admettront : pour demeurer indifférente à ces virtualités (en considérant par exemple que les idéologies des peuples sous-développés concernent uniquement ceux-ci), la thèse de l'apaisement pêche par optimisme.

On peut aussi se demander s'il n'en va pas de même au niveau des phénomènes purement internes. Parmi les suggestions présentées dans les discussions sur la réalité de l'apaisement, l'une mérite une mention spéciale : l'analyse de la question, non plus en bloc, mais par problèmes — l'idée étant que la « désidéologisation » observée en certains secteurs serait contrebalancée, et peut-être compensée, par un mouvement inverse en d'autres.

Soit, par exemple, la gestion des collectivités locales. De bons observateurs estiment qu'à l'époque contemporaine, elle se trouve soumise à une intense « politisation ». Ainsi, en Grande-Bretagne, a-t-on longtemps considéré que les élections nationales et locales n'avaient pas la même nature, même si les partis s'y livrant combat utilisaient le même label. Aujourd'hui, il existe des rapports si étroits entre le conseil de ville et Whitehall que les affaires locales sont de plus en plus commandées par ce qui se passe à l'échelon central. La gestion des collectivités locales serait donc en proportion croissante affectée par la division idéologique. En Italie, on parle d'élections « administratives » quand il s'agit d'élire

les autorités locales : chacun sait pourtant que les consultations ont un caractère nettement « politique ».

En quelques pays occidentaux, les communistes gèrent une quantité appréciable de mairies. Ainsi estime-t-on qu'en Italie ils détiennent avec leurs alliés nenniens environ, le quart des municipalités. Ce sont là incontestablement des bases d'action, et parfois des bastions, dans la lutte pour la consolidation et l'expansion de la clientèle du parti. Voici quelques têtes de chapitres de l'activité exercée par les communistes italiens sur ce plan : politique de travaux publics, lutte contre le chômage et aide aux couches moyennes ; réquisition d'entreprises fermées et attribution provisoire de leur gestion à des coopératives ouvrières ; lutte pour la réforme de la fiscalité en transférant le poids de l'impôt indirect des objets de première nécessité aux objets de luxe ; combat contre les entreprises d'énergie électrique par des mesures contre les tarifs jugés trop hauts ; constitution de pharmacies municipales et, plus généralement, effort pour assurer la « municipalisation » des services publics, etc. Bien entendu, il n'est pas, en Italie, une seule assemblée locale où, à l'initiative des communistes et de leurs alliés, l'on ne discute de problèmes politiques brûlants comme les appels du Mouvement de la Paix pour l'interdiction et l'arrêt des essais nucléaires, la question des bases militaires étrangères, le danger de guerre et le réarmement allemand, la place de ces questions augmentant naturellement quand les communistes sont maîtres de l'ordre en jour.

Il est possible que cette décomposition de la « tendance » par problèmes permette des constatations fructueuses. Parmi les hypothèses que l'on pourrait alors soumettre à vérification, figure celle d'une « désidéologisation » consécutive à l'élargissement des fonctions de la machine gouvernementale. La lutte se produirait — éventuellement de façon violente — sur le principe même de cette extension (par exemple nationalisation) ; une fois le pas franchi, elle s'atténuerait par suite de l'importance des considérations techniques dans la gestion (et aussi de l'aptitude des hommes d'affaires intéressés à regagner une partie du terrain perdu). Le mouvement observé ne tiendrait-il pas à ce que, par nature, les nouveaux secteurs de l'intervention étatique se prêtent moins que les anciens et traditionnels au combat idéologique ? Ce n'est pour l'instant qu'une suggestion.

Selon d'autres auteurs, la « tendance » gagnerait à être décomposée par milieux et, le cas échéant, par groupements organisés. On s'apercevrait alors peut-être que la lutte idéologique s'est seulement déplacée (ainsi syndicats britanniques et renonciation unilatérale aux armes nucléaires). Sur cette voie, il faudrait procéder à une analyse détaillée, c'est-à-dire différentielle des milieux en cause. C'est ainsi qu'en France, selon Marcel David, la « dépolitisation » (dans laquelle on peut, à la rigueur, ranger la « désidéologisation ») atteindrait avant tout les inorganisés, la

masse, les ouvriers spécialisés, le mouvement épargnant, par contre, ou touchant moins les travailleurs organisés, les militants, les ouvriers professionnels ¹⁰⁶.

Nous avons vivement critiqué la position qui préconise, ou considère comme acquis le remplacement des partis par les groupements socioprofessionnels. Ce point de vue n'empêche nullement de rechercher si, effectivement, ces groupes tiennent une place dans le combat idéologique, peut-être plus grande qu'autrefois (quid des organisations estudiantines, par exemple). Sans préjuger des résultats d'une étude qui reste à réaliser, disons que le transfert suggéré devrait faire l'objet d'une vérification particulièrement soignée. En ce qui concerne les syndicats ouvriers notamment, il conviendrait d'examiner leur degré d'autonomie dans le déclenchement de campagnes idéologiques ou leur participation à de telles entreprises. Il serait également nécessaire d'évaluer l'adhésion effectivement donnée par l'ensemble des membres aux proclamations et consignes des dirigeants.

Reste à évoquer un dernier point : l'établissement d'une distinction entre la forme et le fond de la lutte idéologique. À ce stade du raisonnement, intervient une notion que l'on pourrait qualifier de « style de la politique ». Il existe aujourd'hui en de nombreux milieux, un souci d'attribuer aux combats politiques une allure en quelque sorte civilisée. Elle serait, dit-on, particulièrement agissante au Congrès américain, le politicien s'efforçant de donner au public l'image d'un bon compagnon dépourvu d'agressivité. Il ne faut pas écarter l'idée que ces nouvelles manières découlent d'un apaisement des rivalités, ou même contribuent à ce déclin (rôle du « tutoiement » dans les milieux parlementaires traditionnels en France). Le style est significatif du fond et contribue à le façonner. Dans cette perspective, il est intéressant d'observer que les élus communistes ont toujours suivi un comportement spécial à la Chambre : ainsi n'ont-ils pas l'habitude de « faire les couloirs » et restent-ils étrangers à diverses formes de grégarisme parlementaire.

Il convient pourtant de ne pas assimiler apaisement du style et dévalorisation des clivages idéologiques. L'extrême courtoisie du parlementarisme britannique (en règle générale, du moins), l'attention qui y est donnée aux points de vue de la minorité, favorisent parfois la naissance d'un climat de compromis, ou du moins de compréhension mutuelle. On aurait tort d'en déduire l'inexistence ou la faiblesse des motifs d'opposition. La plus grande correction dans la défense d'un programme n'est pas nécessairement exclusive de la plus grande fermeté sur le fond.

¹⁰⁶ In : « Note sur la dépolitisation et le monde ouvrier français » (présenté à la réunion déjà mentionnée de l'Association Française de Science Politique).

6. SUGGESTIONS POUR DES ANALYSES ULTÉRIEURES

[Retour à la table des matières](#)

Il est temps de conclure cet exposé qui, en définitive, a valu au lecteur plus de suggestions que d'affirmations tranchées. Cependant, en dépit des clauses de sauvegarde qu'impose le souci d'éviter des généralisations hâtives, notre position peut se résumer aisément en quelques formules. Il existe aujourd'hui dans nos sociétés, une tendance à la dévalorisation des conflits idéologiques, une sorte de réduction de l'intensité des conflits. Pour des motifs divers, sur lesquels nous reviendrons plus loin, des observateurs exagèrent l'ampleur de cette tendance — l'une de leurs erreurs les plus graves étant d'établir une nette opposition entre le passé (point de référence) et le présent alors qu'il s'agit peut-être simplement d'un glissement de légère amplitude.

Un point semble pourtant appuyer cette thèse : la faiblesse de la participation à la vie politique dans les sociétés industrialisées. On l'a dit, il n'est pas prouvé que la situation actuelle soit fondamentalement différente de celle d'hier — encore qu'en France, pour l'époque récente du moins, l'hypothèse d'une certaine « départicipation » ne soit pas invraisemblable. Après tout, nombreux sont les philosophes ou sociologues qui nous ont prévenus du caractère nécessairement oligarchique ou élitaire de la gestion des affaires publiques.

Les recherches permettant de vérifier et de préciser ces modestes conclusions restent, surtout en Europe, presque entièrement à faire. Les données existantes sont généralement inadéquates à un tel objet : ainsi, les éléments livrés par la sociologie électorale traditionnelle. Le dépôt d'un bulletin dans l'urne ne nous apprend rien sur l'intensité avec laquelle l'électeur ressent le combat idéologique — surtout si l'on admet que le vote est souvent la simple expression d'une obligation civique. On ne saurait exclure que le citoyen — désireux de ne pas s'abstenir — se prononce éventuellement, par une sorte de contrainte subtile, pour une formation en laquelle il n'a qu'une confiance relative. Divers sondages effectués en France ont montré que cette hypothèse correspond à la réalité. Pour aller plus loin, il faudrait — probablement sur la base de longues interviews — analyser le sens et la nature de l'engagement pris par le militant ou de l'adhésion apportée par l'électeur (spécialement le degré et les motifs de l'identification à un parti, pour reprendre un terme de la sociologie américaine)¹⁰⁷. De telles études, dont la grande difficulté

¹⁰⁷ Il semble que la mise au point de cette notion d'« identification » partisane soit due aux chercheurs du Survey Research Center (de l'Institute for Social Research de l'Université de Michigan). On trouvera dans Angus CAMPBELL, Gerald GURIN, Warren E. MILLER, *The voter decides*, Evanston (Ill.), s. d. (chap. VII), une première discussion approfondie de ce concept — principalement à la lumière de l'élection présidentielle de 1952. Pour une application dans un domaine voisin, voir EULAU (H.), « Identification with class and political role behavior », *Public Opinion Quarterly*, automne 1956, pp. 515-529.

reste d'exprimer quantitativement des données essentiellement qualitatives, nous fourniraient, même en restant imparfaites, une base précieuse pour l'étude de l'intensité des passions politiques, mais la reconversion de la science politique vers les analyses psychologiques n'est que partiellement amorcée.

Une autre voie d'accès à la connaissance serait l'analyse approfondie des processus décisionnels aux divers niveaux de la vie publique et parapublique (entreprises économiques d'État). L'analyse du comportement des hommes responsables des choix ouvrirait de solides perspectives sur la part des facteurs idéologiques dans les motivations. L'étude du rôle des techniciens sortirait enfin du cadre des vagues généralités dans lesquelles elle se débat encore. Mais, hors des États-Unis, l'analyse du *decision-making* est encore à l'état de projet ou d'ébauche.

Il ne serait pas non plus inutile d'étudier systématiquement (et si possible quantitativement) les proclamations des hommes politiques (tracts électoraux comme déclarations ministérielles), ainsi que le contenu des débats parlementaires. Sous le même angle, l'étude de la presse livrerait des matériaux utiles, à condition de ne pas oublier que les diverses parties d'un journal n'ont pas nécessairement la même audience : on sait, par exemple, que les « nouvelles locales » ont souvent deux à trois fois plus de lecteurs que les éditoriaux.

On pourrait sans difficulté dégager d'autres « pistes »¹⁰⁸. Mais s'il avait le moindre doute au départ, le lecteur sait désormais que les grandes affirmations sur l'apaisement idéologique ne reposent pas sur une base scientifique indiscutable. Il est certes possible de se fier au coup de chance qui permet, par intuition, de dégager une généralisation valable. On ne saurait pour autant s'incliner devant le procédé.

Tel est l'état du problème au niveau de l'évaluation du phénomène. Il est possible que les explications fournies par les tenants de la thèse de l'apaisement contribuent à nous éclairer davantage sur sa signification et sa diffusion. Le moment est venu d'en rendre compte¹⁰⁹.

¹⁰⁸ Voir par exemple l'intéressante enquête que mène la revue *Tempi Moderni* sur le thème « Valori e miti nella società italiana dell'ultimo ventennio (1940-1960) » : les premières réponses ont été publiées dans les numéros de janvier-mars 1961 (pp. 23-62) et avril-juin 1961 (pp. 23-54).

¹⁰⁹ Il n'existe que peu d'ouvrages consacrés à l'analyse des conflits d'idées dans le monde contemporain. Mentionnons le récent volume d'Edward McNall BURNS, *Ideas in Conflict. The political theories of the contemporary world*, New York, 1960. Ce livre ne manque ni de solidité, ni de clarté : cependant, le cadre de classification adopté et la répartition des divers courants à l'intérieur des grandes rubriques appellent de nombreuses réserves.

II

NATURE ET VALEUR DES EXPLICATIONS DE L'APAISEMENT

[Retour à la table des matières](#)

L'ANALYSE de l'ampleur et des limites de l'apaisement idéologique a eu pour principal résultat de souligner la complexité du phénomène et de révéler, chez les partisans de cette thèse, une tendance à affirmer plus qu'à prouver. L'une des difficultés majeures de l'évaluation réside, on l'a déjà souligné, dans l'absence d'études de sociologie politique sur les phénomènes du passé — les travaux des historiens relevant en général d'autres préoccupations.

Or, les explications le plus souvent retenues ont pour trait commun de mettre en cause de vastes évolutions à contenu socio-économique. Il n'est pas exclu que leur exposé améliore notre connaissance du mouvement et, au minimum, aide à préciser le sens des affirmations émises. Gardons-nous pourtant d'un optimisme excessif : les éléments de cette analyse se trouvent chez des auteurs qui ne se préoccupent pas, ou seulement à titre accessoire, de la dévalorisation des conflits d'idées. En cette matière, la fragmentation de l'analyse sociale conduit à laisser aux économistes et sociologues industriels l'étude de faits susceptibles de donner un fondement aux réflexions des spécialistes en science politique. Quand il s'agit d'un ancien problème, la liaison finit par s'établir d'une manière ou d'une autre entre l'examen du phénomène et l'exposé de ses facteurs. Au niveau d'un sujet relativement neuf, le « raccord » soulève des difficultés et reste marqué de quelque arbitraire.

Les deux grands courants d'explication (ère de l'opulence et société post-capitaliste) nous conduiraient à considérer le phénomène comme le produit spontané d'un mouvement plus général. Cette présentation comporte, sans doute, quelque élément de vérité. On ne saurait pourtant exclure l'idée que cette dévalorisation idéologique, d'ailleurs fort relative, soit aussi en définitive le résultat de diverses pressions sociales qui, sans être strictement concertées,

agiraient néanmoins dans un sens convergent. Cette tendance à insister sur l'unification et l'apaisement des esprits serait-elle en définitive une manifestation du rôle protecteur que remplit, entre autres missions, l'argumentation idéologique ? Resterait alors à se demander si le calcul est bon.

UNE EXPLICATION ÉCONOMIQUE : LA SOCIÉTÉ OPULENTE

[Retour à la table des matières](#)

Ce mode de raisonnement repose sur la prodigieuse expansion des forces productives à l'époque contemporaine et les perspectives de croissance illimitée qui en résultent — « croissance économique en intensité, non par la conquête de terres, non par l'asservissement de populations, non par l'insertion dans le circuit capitaliste de pays sous-développés, mais par un rendement accru du travail et par la découverte de nouveaux procédés de fabrication et de nouvelles marchandises », écrit R. Aron qui ajoute : « Dans cette économie en croissance, le problème de la répartition prend une signification radicalement différente de celle qu'elle a toujours eue à travers les siècles »¹¹⁰. Tel est en effet, le problème : l'augmentation du produit national n'est-elle pas en train d'anéantir le fondement des conflits les plus graves qui existent entre les hommes, n'a-t-elle pas pour résultat, encore inaperçu, de saper les bases des oppositions idéologiques les plus intenses ?

L'idée n'est pas neuve. Déjà en 1942, Schumpeter énonçait-il que si, de 1928 à 1978, le régime capitaliste américain jouissait d'un degré de liberté suffisant pour fonctionner en moyenne, avec la même efficacité qu'antérieurement (productivité croissant à raison de 2 % l'an), le revenu national des États-Unis serait porté en fin de période « à un niveau tel que tous les *desiderata* formulés par les réformateurs sociaux — pratiquement sans exception y compris la majorité des utopistes — seraient automatiquement réalisés ou pourraient être réalisés sans gêner sérieusement le fonctionnement du capitalisme »¹¹¹. Il est vrai que Schumpeter déclarait ne pas croire à la survie prolongée du capitalisme en raison de l'hostilité sociale qui entoure le régime et des entraves croissantes apportées à son fonctionnement par le législateur — le tout devant se traduire par un rendement décroissant.

Aujourd'hui, les mêmes pensées sont reprises mais sans les considérations pessimistes sur le sort du régime dont Schumpeter, indubitablement frappé par la grande dépression des années 30, assortissait sa thèse. Plus exactement, on estime

¹¹⁰ *Colloques de Rheinfelden, op. cit.*, p. 12.

¹¹¹ *Capitalism, Socialism and Democracy*, 2^e édition, New York, 1947, p. 69 (ouvrage traduit en français sous le titre *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris, 1951). Pour une critique de l'affirmation que nous avons relevée, voir MAINGUY (Yves), « Capitalisme, socialisme et ... néo-libéralisme », *Économie Appliquée*, avril-juin 1951, pp. 211-242.

que le conflit capitalisme-socialisme est dépassé et que le mode actuel de fonctionnement de l'économie, qui fait une large place à l'intervention publique, garantit la régularisation du système sans le priver de son dynamisme. Dès lors, l'image d'une expansion assez forte et durable pour vaincre définitivement les détresses sociales redevient plausible. La grande peur de John Maynard Keynes — déficience des occasions d'investissement — est bien périmée : spécialement en Europe, c'est l'inflation avec ses conséquences sur la balance des paiements qui est au centre des préoccupations gouvernementales.

Cette vue, on le redira plus loin, correspond à une interprétation optimiste de la situation, et surtout de l'évolution. D'aucuns lui reprocheront d'oublier la part des charges d'armement dans le montant de la dépense nationale et les risques de dislocation économique qu'entraînerait une « démilitarisation » brutale de l'économie. Certes, la réalisation d'un authentique désarmement poserait aux économies occidentales, et spécialement à l'américaine, d'assez sérieux problèmes. Des régions seraient particulièrement atteintes (ainsi aux États-Unis celle de Los Angeles) ; cependant, si l'on sait faire appel à quelques-unes des techniques de la planification, le problème ne paraît pas insoluble ¹¹². Autre lacune : les difficultés soulevées par la mise en place de l'automation et le risque de chômage structurel ou chronique qui peut en découler (les usines automatisées ayant une telle productivité qu'on se voit obligé parfois, pour éviter une trop vaste accumulation de stocks, de limiter le temps d'utilisation des machines). Sur ce point encore des remèdes sont concevables sous réserve de ne pas hésiter à mettre en cause plusieurs aspects du fonctionnement actuel du système.

Au total, il est probable que l'on surestime la capacité d'ajustement spontanée du régime aux variables perturbatrices, et il est possible que l'on surévalue l'aptitude des gouvernants à prendre les mesures, d'ambition structurelle, qui permettraient de tourner le cap de ces difficultés. Depuis la fin de la guerre, les économies occidentales ont connu plusieurs récessions ; elles n'ont pas réussi à surmonter la contradiction existant entre l'expansion et la stabilité des prix. Cependant, l'atmosphère est aujourd'hui à l'optimisme et c'est dans ce climat qu'il faut se placer pour comprendre l'accueil extraordinaire réservé au livre de Galbraith *The affluent society* ¹¹³. Cet ouvrage, plus astucieux que profond et plus brillant que courageux, apporte à la fois des raisons de croire et des motifs de

¹¹² Tel est entre autres l'avis de GALBRAITH in : *The Liberal Hour, op. cit.*, chap. I, section 6. On pourra se reporter sur ce point à l'ouvrage collectif, *Disarmament and the American Economy*, New York, 1960. En dépit de son évident parti pris idéologique (dénonciation par des économistes progressistes américains et ouest-européens de la « politique agressive » des États-Unis), l'ouvrage conclut qu'en transférant les dépenses des budgets militaires au financement des travaux publics et des services sociaux (notamment logement), l'économie américaine obtiendrait une appréciable augmentation de l'emploi.

¹¹³ Toutes les références à cet ouvrage seront faites d'après la version française *L'ère de l'opulence*, Paris, 1961. Pour une autre approche de plus vaste portée sur l'« opulence », aux États-Unis, voir Max LERNER, *La civilisation américaine*, traduit de l'américain, Paris, 1961. On trouvera d'utiles observations in : GREVILLOT (J.-M.), *L'Amérique expliquée*, Paris, 1951.

douter : or, dans l'esprit de ceux qui l'utilisent sans l'avoir réellement lu, les premiers ont nettement pris le pas sur les seconds. Par suite de l'audience que rencontre aujourd'hui la notion de société opulente, il importe d'en dégager, d'après son principal théoricien, les lumières et les ombres.

1. DE LA PAUVRETÉ À L'ABONDANCE

[Retour à la table des matières](#)

Notion fondamentale de l'ouvrage : la société américaine est passée du monde de la pauvreté générale à l'ère de l'abondance. « Il est plus de gens qui meurent aux États-Unis d'excès que d'insuffisance de nourriture », écrit Galbraith en une phrase caractéristique (p. 120). Cette situation, sans précédent historique, a eu de nombreuses conséquences dont deux spécialement importantes quant à l'interaction du politique et de l'économique.

En premier lieu, l'augmentation de la production a enlevé beaucoup de son acuité au problème de l'inégalité en tenant lieu de redistribution des richesses. Selon Galbraith, il est « peu de faits plus évidents dans l'histoire moderne que la diminution de l'intérêt témoigné à l'inégalité sous l'angle économique (p. 84) : en constituerait une preuve manifeste la constatation qu'au cours de ces dernières années, aucun dispositif visant à renforcer l'égalité n'a été discuté ni même proposé aux États-Unis et dans les pays occidentaux. Contrairement à ce que l'on pouvait anticiper, l'inégalité n'a montré aucune tendance à s'aggraver tandis que les privilèges politiques et sociaux de la classe aisée subissaient une nette diminution. Certes, l'homme à la tête d'une grande fortune conserve des avantages particuliers mais « une magnifique voiture richement capitonnée, extrêmement puissante, ne donne plus une impression de richesse à une époque où les autos sont produites en série par milliers » (p. 93) affirme l'auteur pour lequel « l'intérêt accru porté à la production ... a pris la place occupée antérieurement par la discussion entre possédants et non-possédants » (p. 97) ¹¹⁴.

Autre conséquence de l'expansion des forces productives : la disparition des incertitudes majeures de la vie économique. Selon Galbraith, les classiques ont commis une très grossière erreur en déclarant l'insécurité essentielle au progrès économique : en réalité, il existe un lien indissoluble entre l'augmentation de la sécurité et l'accroissement de la production. Ce souci, ajouterons-nous, est aujourd'hui poussé si loin que l'on a constitué en Grande-Bretagne une commission pour l'étude des conditions et modalités d'une indemnisation publique au profit des

¹¹⁴ Sur la recherche de l'égalité dans la société américaine – et les réticences à l'égard de l'égalisation dans certains milieux moyens – voir les résultats d'une curieuse enquête de Robert E. LANE (trop étroite pour que l'on puisse généraliser), « The fear of equality », *American Political Science Review*, mars 1959, pp. 35-51.

victimes des crimes violents¹¹⁵. Reste évidemment la question capitale du contrôle des crises, celles-ci pouvant détruire toutes les micro-mesures de protection laborieusement élaborées par ou pour les industriels, les agriculteurs et les travailleurs. À supposer que l'on parvienne à contenir les fluctuations adverses dans des limites tolérables et à garantir un taux de croissance satisfaisant — ce qui est aujourd'hui l'une des tâches politiques majeures des gouvernements occidentaux, la question de la stabilité économique au profit de tous pourra être considérée comme réglée.

Ces notions sont essentielles. S'il est vrai que le capitalisme moderne est parvenu, en raison de sa puissance productive, à donner une solution acceptable aux habituels drames sociaux de la misère, de l'inégalité et de l'insécurité, une large partie des fondements moraux du socialisme s'écroule. Il en résulterait inévitablement une consolidation de *l'American way of life* que n'avait pas prévu Schumpeter. Certes, Galbraith ne conteste pas la persistance, même aux États-Unis, de certains états de pauvreté dont il distingue deux types : les « cas d'espèces » qui se rencontrent dans toute communauté et sont également liés à des caractéristiques propres aux personnes en cause ; les « îlots de pauvreté » géographiquement localisés et cantonnés qui subsistent par le désir dont témoignent d'assez nombreux individus de demeurer toute leur vie à l'endroit où ils sont nés¹¹⁶. Mais grâce à l'augmentation de la production, la pauvreté a disparu en tant que malheur universel : ce qui explique, nous dit Galbraith, que la catégorie des gens très pauvres ait cessé d'avoir un intérêt pour le politicien.

Jusqu'ici le tableau de la société « affluente » — version américaine — est, dans l'ensemble, attrayant. Mais d'autres aspects de ce livre complexe interdisent l'optimisme. En fait, plusieurs chapitres constituent une critique de l'opulence dont les commentateurs n'ont pas toujours souligné la dureté et encore moins les implications pour la politique sociale. Sans annuler les avantages acquis, ils en représentent une rude contre-partie.

La notion de base de Galbraith est que les idées — auxquelles il attribue un peu vite un caractère uniformément conservateur (p. 26) — sont souvent en retard sur les faits. Il utilise l'expression « idées conventionnelles » pour exprimer ce décalage avec la marche des événements. Dans l'interprétation de toute vie sociale, il existe un conflit permanent entre ce qui correspond à la réalité et ce qui est agréable ou acceptable : l'homme étant naturellement porté à identifier la vérité à

¹¹⁵ La commission (*working party*) vient de publier son rapport *Compensation for victims of crimes of violence*, HMSO, Cmnd 1406.

¹¹⁶ En dépit de l'opulence, le thème de la pauvreté continue de retenir l'attention des chercheurs, aussi bien sur le plan de la formulation théorique que de l'observation des faits. Dans ce sens, voir un numéro spécial de la revue *Service Social* (publiée par l'École de Service Social de l'Université Laval), novembre-décembre 1960. On trouvera dans Mark ABRAMS, *Social Surveys and Social Action*, Londres, 1951, un bon compte rendu des enquêtes effectuées en Angleterre sur cette situation (en particulier, les célèbres recherches menées à York, par B. S. ROWNTREE et son effort pour dégager la « ligne de pauvreté »). Voir également PAGANI (A.), *La linea della povertà*, Milan, 1960.

la commodité, en vue de sauvegarder son bien-être personnel ou d'éviter les efforts, toujours gênants, d'adaptation. En notre domaine, les « idées conventionnelles » consistent à prolonger indûment au XX^e siècle la « tradition du désespoir », typique de la science économique durant la phase initiale de la croissance ; en d'autres termes, la pensée courante continue de se fixer sur des notions concevables en période de pauvreté, mais, hors de saison, à l'ère de l'opulence.

Il s'agit avant tout de la prédominance que nous attribuons à la production dans nos soucis et de l'habitude d'en faire l'étalon qui permet de mesurer la qualité et le progrès de la civilisation — état d'esprit dans lequel Galbraith voit « le résultat d'une grande continuité dans nos idées, qui relie le présent à un monde où la production s'identifiait vraiment à la vie (p. 234). Il en indique trois mobiles convergents : le poids des intérêts, l'obscurantisme de la théorie économique usuelle dans l'ordre de la consommation et une conception erronée de la sécurité nationale.

Admettons le point. Faut-il en déduire le conseil d'attribuer une plus large place à d'autres satisfactions — par exemple, le loisir et la culture — qu'à l'accroissement indéfini du produit national, spécialement dans sa composante « biens matériels » ? Oui, sans aucun doute, mais telle n'est pas l'unique inspiration de notre auteur. Le trahit-on en écrivant que sa critique de l'importance attribuée à la production vise la production telle qu'elle est réalisée dans la société américaine — c'est-à-dire une production essentiellement privée qui aboutit à de vastes gaspillages en certains secteurs, tandis que des besoins vitaux sont par ailleurs médiocrement satisfaits, ou négligés ?

Sur le plan technique, la critique de la théorie usuelle de la demande représente probablement l'apport majeur de cet ouvrage. Reprenant et approfondissant des remarques déjà anciennes sur la domination des consommateurs par les producteurs, Galbraith établit, de manière irréfutable, qu'aujourd'hui les besoins sont en une large mesure, le fruit de la production. Il attribue au producteur « la double fonction de fabriquer les produits et de créer le désir de les avoir ... non seulement passivement au moyen de l'évolution, mais activement au moyen de la publicité et d'activités annexes... » (p. 150). C'est là l'« effet de dépendance » qui apparaît le plus important des phénomènes économiques actuels.

Un tel propos, qui renverse l'ordre établi des facteurs, risque de surprendre et même de choquer. Comme le dit Galbraith, il n'est légitime que si l'économiste ne se refuse pas à porter un jugement sur l'utilité réelle des biens produits pour les consommateurs. Partant en guerre contre une tradition théorique extrêmement solide, notre auteur invoque l'autorité de Keynes qui, à un moment de sa réflexion, établit sans la pousser à fond, une distinction entre deux types de besoins : les besoins absolus que l'on ressent quelle que soit la situation d'autrui, et les besoins relatifs dont la satisfaction donne un sentiment de supériorité vis-à-vis de ses semblables. Sans lui attribuer ce contenu, Galbraith croit à la possibilité d'établir une hiérarchie sociale des besoins en fonction de leur urgence pour les hommes.

La conséquence de cette position est capitale en théorie comme en pratique : elle permet d'affirmer que la production n'a pas le même caractère impératif selon les besoins satisfaits — ce qui revient à remettre en cause un postulat de l'analyse économique non transgressé depuis A. Marshall.

Observons — et le rapprochement va loin — que cette idée est la base indispensable de toute planification autoritaire de la consommation. C'est sur une telle notion que les théoriciens soviétiques raisonnent quand ils prédisent l'avènement d'une société communiste où la distribution des biens se ferait selon les besoins. « La pleine satisfaction des besoins de tous les Soviétiques, a déclaré M. Khrouchtchev au 21^e Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique, en nourriture, logements et vêtements dans les limites du raisonnable et du nécessaire pourra être sans doute assurée dans un proche avenir... Certes, quand on parle de la satisfaction des besoins, il ne s'agit pas des caprices ou des objets de luxe, mais des besoins normaux d'un homme cultivé »¹¹⁷.

Dans son état actuel, la vie des affaires aux États-Unis, s'inspire d'une philosophie fondamentalement différente. Les entreprises déclarent que la satisfaction des souhaits des consommateurs constitue leur objectif et même leur seule raison d'être, mais l'énormité des dépenses de publicité (de l'ordre de 11 milliards de dollars) atteste, comme le veut Galbraith, que ces désirs ne sont pas, en une large mesure, inhérents à l'homme. L'exposé des gaspillages qui en résultent est devenu un lieu commun — cette situation est d'autant plus sérieuse que, comme le dit Claude Alphanéry, « l'Amérique n'est pas seule au monde »¹¹⁸. Le système aboutit aussi à un développement inégal des diverses branches économiques (en particulier par une affectation différentielle des fonds consacrés à la recherche) sans autre garantie de conformité à l'intérêt social qu'une anarchie concurrentielle — fortement tempérée, cependant, par une assez forte concentration monopolistique.

Reste l'argument suprême : l'expansion des ventes est indispensable au maintien de l'activité productive et donc au niveau de l'emploi. « Le capitalisme a donc bel et bien, écrit Max Lerner, effectué une révolution sidérale : toutes les planètes gravitent désormais autour d'un soleil central qui est la vente » (p. 223). D'où la justification du prodigieux endettement des individus, ce qui, note Galbraith, conduit à assujettir la demande « à la possibilité et à la bonne volonté que montrent les consommateurs à contracter des dettes » (p. 188)¹¹⁹. Pourtant, sur le plan de l'art économique, la relation est moins rigide qu'on ne tient à l'affirmer en divers milieux d'affaires : la réduction de la durée du travail (sans abaissement

¹¹⁷ Dans le recueil de *Documents* publiés à Paris sur le Congrès (par les soins des *Cahiers du Communisme*), p. 86.

¹¹⁸ In : *L'Amérique est-elle trop riche ?* Paris, 1960, p. 67. On notera le rapprochement entre « le jeu de quilles électroniques et l'Hindou affamé ».

¹¹⁹ Encore que présentées sur un ton humoristique, les remarques de R. ESCARPIT, in : *Les deux font la paire*, Paris, 1959, pp. 180-184, illustrent assez bien l'élément d'asservissement que la vente à crédit vaut au consommateur.

du salaire versé), ouvrirait des possibilités d'ajustement, mais elle soulève d'avance des problèmes sociaux en raison des différences dans la productivité selon les branches. D'un autre côté, la diminution des prix (par réduction des marges d'autofinancement prospectif) redonnerait une certaine élasticité au système (en augmentant, il est vrai, le risque d'insécurité). Enfin et surtout, on ne saurait repousser l'idée qu'un transfert des ressources vers d'autres activités serait conforme à l'avantage collectif.

Nous touchons ici à la critique, politiquement la plus grave, de la société opulente version américaine : l'existence d'un contraste entre la richesse du secteur privé et la pauvreté du secteur public. Depuis longtemps, les observateurs de la vie américaine ont signalé la médiocrité et l'insuffisance de nombreux organismes publics. Dans ce pays, la plupart des services collectifs sont mal adaptés aux besoins (spécialement au niveau des administrations locales) : la pénurie ou la mauvaise organisation concernant aussi bien les transports urbains ou sub-urbains, le ramassage des ordures ménagères, la distribution du courrier, que l'aménagement des organisations scolaires et des autorités de police. Comme le souligne Galbraith, « il n'est guère raisonnable d'avoir recours à une prodigalité inconsidérée pour satisfaire nos besoins en produits privés, alors que pour les biens publics, nous pratiquons de toute évidence, une extrême austérité » (p. 243).

La cause immédiate de la situation réside dans la croyance que le coût des services publics constitue un fardeau pénible pour la production privée. D'où à tout moment, la volonté de réduire les dépenses gouvernementales au chiffre que la communauté tient pour tolérable. Où est le mobile profond de cette répugnance ? Il serait probablement injuste de l'attribuer complètement au peu d'empressement des classes aisées à financer des services dont jouissent, également, tous les membres de la communauté. Cependant, on aurait tort de sous-estimer la portée politique immédiate et les conséquences sociales lointaines de la situation (l'U.R.S.S. donnant, on le sait, une priorité absolue aux biens durables collectifs)¹²⁰. Partant de considérations purement économiques, notre étude aboutit — en fonction de l'actuelle répartition des forces productives — à un problème politique important. Mais selon Galbraith, ces réserves ne diminuent en rien la capacité de la société opulente à résoudre quelques-uns au moins des drames sociaux les plus graves. Le moment est venu d'apprécier la validité de ces assertions.

¹²⁰ Encore que cet aspect du problème n'entre pas dans le cadre limité de ce travail, il est clair que les questions débattues se rapportent aussi à la compétition économique entre les États-Unis et l'U.R.S.S. Le point est bien mis en lumière — parfois sur la base de déclarations émanant de spécialistes américains — dans l'ouvrage nettement pro-soviétique de G. BOFFA, *La sfida all'America*, Rome, 1960. Encore qu'il s'occupe surtout de politique extérieure, l'ouvrage d'A. WERTH, *America in Doubt*, Londres, 1959, touche également à ces thèmes. De nombreux Américains aperçoivent aujourd'hui le problème, mais beaucoup continuent de manifester à l'égard du système de « libre entreprise » un optimisme que les faits ne confirment pas pleinement. Ainsi WALLICH (Henry C.), *The Cost of Freedom. A New Look at Capitalism*, New York, 1960 (le coût à payer pour la liberté étant l'acceptation d'un taux de croissance inférieur à celui que permettraient les ressources disponibles).

2. LIMITES DE L'OPULENCE

[Retour à la table des matières](#)

En premier lieu, est-il légitime d'étendre à d'autres pays que les États-Unis, et particulièrement à ceux du Marché Commun, le schéma de la société opulente ? La réponse ne peut être que nuancée.

Il ne serait pas difficile, en se fondant sur des données indiscutables, de dénoncer une telle extension en la qualifiant de tendancieuse, sinon de scandaleuse. Que l'on s'attache au revenu monétaire, ou à divers signes d'enrichissement (ainsi, possession d'un téléphone ou d'une télévision), le progrès social, même en tenant compte des acquisitions les plus récentes, reste souvent modeste et parfois très insuffisant. Certains estiment que l'on pourrait déjà parler d'une demi-opulence ou d'une pré-opulence. N'est-ce pas trop optimiste, compte tenu des conditions de logement, du sous-équipement de nombreux services publics et du retard considérable de plusieurs secteurs régionaux que l'on note encore dans ces pays ?

En une large mesure, la difficulté de porter un jugement sérieux provient de l'inégalité des conditions de vie, même si l'on s'en tient au secteur présumé, bien à tort, homogène des travailleurs du commerce et de l'industrie ¹²¹. Voici, pour la France, en francs anciens, une estimation du salaire mensuel net moyen pour 1958 (une évaluation pour avril 1961 figurant à la suite) : ouvriers 47 500 (57 000) ; ouvrières 30 300 (36 700) ; employés 55 300 (66 400) ; employées 42 500 (50 900) ¹²². Le pouvoir d'achat qui en résulte — sans oublier pourtant les possibilités de cumul familial — reste modeste. Mais les moyennes globales recouvrent de fortes disparités : selon les statistiques du Ministère des Finances, le salaire moyen dans l'industrie du pétrole serait deux fois et demie plus élevé que dans les services de l'hygiène et de plus du double que dans les secteurs textiles, de l'industrie du cuir ou de l'ameublement. Même remarque sur le plan géographique, le salaire moyen global étant 2,3 fois plus élevé dans la Seine que dans la Creuse (et supérieur de 50 % en Lorraine, dans les Bouches-du-Rhône et le Rhône à ce qu'il est dans de nombreux départements du Centre).

Observons aussi que dans la plupart des pays, y compris les plus favorisés, la situation des familles nombreuses reste difficile. En raison de la faiblesse, et

¹²¹ On trouvera, du point de vue méthodologique, un bon essai d'appréciation de ces inégalités in ; Paul PAILLAT, « Les différences de niveau de vie au sein de la classe ouvrière », *Population*, octobre-décembre 1960, pp. 769-788.

¹²² La revue *Statistiques et Études Financières*, fournit dans son numéro d'avril 1961, pp. 390-426, les résultats complets (pour 1958) de l'enquête annuelle sur les salaires distribués dans l'industrie et le commerce. Les moyennes citées sont données p. 426 (les chiffres présentés pour avril 1961 étant empruntés à G. MATHIEU, *Le Monde*, 13 mai 1961).

parfois de l'inexistence des suppléments de revenu pour enfants, ces unités sont privées d'une alimentation rationnelle (insuffisance de la consommation de viande) et n'ont pas les moyens d'assurer les frais d'éducation des jeunes. Trop fréquemment encore ces familles demeurent dans la pauvreté.

La vérité est donc que l'opulence, à la dimension européenne, bien entendu, commence d'atteindre certains secteurs, cependant que d'autres (souvent la fonction publique) restent en arrière. Voici un point important sous l'angle de l'analyse politique : les progrès réalisés en Europe occidentale depuis 1945 — très souvent plus notoires en termes économiques que sur le plan social — ne semblent pas avoir suscité une atmosphère générale de contentement et ne sont pas exclusifs d'un esprit revendicatif aux implications souvent brutales. On s'est certainement un peu trop pressé en évoquant l'« américanisation » des travailleurs d'Europe occidentale.

Et cependant, une évolution se produit lentement, mais inexorablement dans le niveau et le genre de vie. Soit l'Italie, qui reste le pays le plus pauvre du Marché Commun. Il y a quelques années, la commission parlementaire chargée d'enquêter sur la misère fixa à 6 millions le nombre des Italiens ayant un niveau de vie très bas, et à 5,9 celui des personnes à niveau de vie bas — soit, en tout douze millions d'Italiens (fixés pour la plus large part dans le Midi et les Îles), dont les ressources s'établissaient à moins de la moitié du montant jugé nécessaire. La commission a établi qu'environ 50 % de la catégorie la plus pauvre ne consommait ni viande, ni sucre, ni vin ; à Naples, selon une indication de ce rapport 80 000 habitants se levaient chaque matin sans savoir ce qu'ils pourraient manger au cours de la journée¹²³. Mais les dernières statistiques officielles établissent aussi que le pourcentage des dépenses alimentaires est tombé, en quelques années, de 60 à 48 % (la consommation des pâtes et légumes secs ayant diminué dans les villes). Elles montrent également que les dépenses liées à l'utilisation des loisirs représentent déjà environ 15 % de la consommation privée (boissons alcoolisées, tabac et frais de voyages n'entrant pas dans le calcul de ce pourcentage). Certains commentateurs en tirent la preuve qu'en Italie aussi, malgré les contrastes entre Nord et Sud, ainsi qu'entre villes et campagnes, le fossé qui sépare le riche du pauvre va se comblant¹²⁴.

¹²³ MONTINI (Lodovico), « L'enquête parlementaire sur la misère en Italie », *Revue Internationale du Travail*, janvier 1955, pp. 62-82. Selon la commission, la dépense moyenne d'une famille urbaine pauvre composée de deux adultes et deux enfants s'élevait mensuellement à 27 628 liras. Mais au même moment, les ouvriers de la Fiat à Turin dépensaient en moyenne 65 656 liras par mois (familles de deux à trois personnes). Cette disparité rend la formulation de jugements globaux difficile. On trouve d'ailleurs des phénomènes de pauvreté dans des pays beaucoup plus avancés que l'Italie. S'il est vrai que des Italiens vivent dans des grottes, on ne saurait oublier que la Grande-Bretagne de 1961 comporte encore des *slums* (où vivaient environ deux millions et demi de gens — soit 5 % de la population entière selon une récente enquête de Gavin LYALL in : *Sunday Times*, numéros des 23 avril, 30 avril et 7 mai 1961).

¹²⁴ Ainsi Antonio CIAMPI dans un article au titre révélateur du *Corriere della Sera*, 6 avril 1961 : « Le rivendicazioni sociali oggi tendono al superfluo ». Pour une analyse détaillée, de

Nos sociétés ont donc acquis certains des traits attachés à l'idée de la richesse. Elles ont franchi de modestes étapes sur la route de l'opulence. Il est possible que le souci d'imitation du niveau de vie américain — tel que vulgarisé par les films et les magazines — soit l'un des éléments initiateurs de ce mouvement. On peut également estimer qu'il serait socialement plus juste, ou opportun, de consacrer à la lutte contre la pauvreté tout ou partie des sommes affectées au superflu. Plus encore qu'aux États-Unis, l'expansion de certaines formes de « tertiaire » fait dans les pays européens figure de gaspillage national. Mais, le système étant ce qu'il est, l'évolution crée des privilèges et façonne des contrastes qui, à l'insu peut-être des intéressés, jouent déjà un rôle en politique.

Second point de cette appréciation : la valeur du schéma de l'opulence pour les États-Unis eux-mêmes. On s'est demandé si, pour ce pays à la « consommation exubérante », le tableau donné — abstraction faite bien sûr du secteur public dont la pauvreté est reconnue, ne péchait pas par optimisme. Sans en contester nécessairement l'exactitude globale, nous pensons pourtant qu'il appelle des retouches, peut-être assez sérieuses.

Galbraith souligne bien la persistance de la pauvreté ; mais, minorisant le rôle de facteurs comme les carences de l'enseignement et de l'éducation, en donne-t-il une vue réellement adéquate ? Les déclarations faites par M. John Kennedy, lors de la récente campagne présidentielle, sur les niveaux d'alimentation et les conditions d'habitation de nombreux Américains, ont surpris ceux qui avaient une vision quelque peu idéalisée de la *way of life* dans ce pays : les premiers messages du nouveau Président — notamment celui sur le logement ¹²⁵ — ont confirmé et précisé l'ampleur de ces insuffisances, d'autant plus difficiles à accepter qu'elles coexistent avec d'énormes dépenses inutiles et la prodigalité de quelques-uns. Grave question : l'état de pauvreté semble souvent la conséquence de caractéristiques raciales (ainsi, situation des *underdogs*, Noirs et Porto-Ricains dont une grande partie continue à vivre dans des conditions précaires formant un sous-prolétariat volontiers exploité et parfois opprimé : on estime, en gros, que le revenu moyen des Noirs monte à la moitié de celui des Blancs).

À ces éléments assez sombres du tableau, s'oppose la situation des familles américaines dont les ressources sont comprises entre 4 000 et 7 500 dollars. Elles représentent la moitié environ des foyers non agricoles et, c'est en grande partie à leur propos, que se pose la question de la validité du schéma. Or tous les commentateurs sont d'accord, et pour signaler leur aisance vis-à-vis de quelques besoins essentiels (nourriture et habillement en particulier), et pour marquer les

l'évolution économique italienne voir le numéro spécial de la revue *Mondo Economico* (31 décembre 1960) : « Cento anni di economia italiana 1861-1960 ». Voir aussi le recueil collectif *L'economia italiana dal 1861 al 1961*, Milan, 1961. Selon ces travaux, le revenu moyen par tête d'habitant aurait triplé (en liras constantes, bien entendu).

¹²⁵ Dont le texte intégral est présenté par le *New York Times*, International Edition, 10 mars 1961. Entre autres éléments propres à modérer l'enthousiasme pour l'opulence, voir la section vu sur l'habitat rural.

difficultés qu'elles rencontrent à l'égard d'autres besoins importants (frais d'éducation universitaire des enfants ; soins médicaux et dentaires, dont les prix sont très élevés pour les couches inférieures qui n'ont pas droit à la gratuité, certaines dépenses de loisir, telle l'assistance au théâtre). On a justement parlé de « facilités inaccessibles »¹²⁶. Quant à la frange réellement opulente, c'est-à-dire en mesure de s'offrir toutes les facilités de l'existence, elle ne représente qu'un pourcentage très réduit de la population. Citons une fois encore Max Lerner : « Il y a toujours en Amérique une pyramide dont la prospérité récente n'a guère rétréci la base » (p. 240).

Encore ne doit-on pas oublier le fait d'un chômage relativement considérable (et, en tout cas, excédant les tolérances admises par les théoriciens du plein emploi). Sans être négligeables, les versements effectués au titre de l'assurance-chômage restent limités. Il en découle des conséquences fâcheuses à la fois sur le plan humain et au niveau de la dépense nationale. C'est une faille grave à tous égards dans le système de l'opulence. Pour Galbraith, il ne saurait y avoir de solution au problème si l'on ne parvient à trouver une autre source de revenu que la production pour l'individu. D'où la proposition faite par lui (p. 277) de la « compensation cyclique mobile », dont le but serait d'accroître l'allocation chômage quand le sous-emploi augmente et de la réduire quand on s'approche du plein emploi. L'idée est ingénieuse, mais ne serait-il pas plus indiqué d'affecter cette main-d'œuvre oisive à la satisfaction de besoins publics souvent si négligés ?

Nous en arrivons à une troisième ligne d'appréciation critique de cette société : les problèmes nouveaux que pose aux individus et aux autorités publiques, cette opulence, même relative. En se limitant aux aspects brillants, on tait les difficultés souvent très graves que suscite l'enrichissement : et pour commencer, une sorte d'engourdissement national, un penchant à faire trop confiance au cours naturel des choses, une tendance à considérer l'avenir avec un optimisme excessif. Or, plusieurs de ces problèmes ne peuvent être résolus sans une intervention des pouvoirs publics dont on aurait tort d'estimer *a priori* qu'elle ne provoquerait pas de nouvelle bataille politique (spécialement si l'action est engagée à une échelle suffisante).

Ces questions sont d'ampleur matérielle et de signification morale diverses. Elles vont des embarras de la circulation — la « cité paralysée », selon l'expression de Duncan Macbeth¹²⁷ — à l'état de la santé mentale. Le nombre de manuels américains de *social pathology* ou *social disorganization* témoigne à lui seul de l'importance et de la complexité de ce sujet¹²⁸. On évoque souvent à ce propos le développement du crime et spécialement de la délinquance juvénile, l'idée étant

¹²⁶ Claude ALPHANDERY, *L'Amérique est-elle trop riche ? op. cit.*, p. 38. Voir aussi LERNER, *op. cit.*, spécialement pp. 101-112.

¹²⁷ In : *Cahiers de la République*, mai 1961, pp. 61-73.

¹²⁸ Pour un bon spécimen de ces manuels se reporter à ELLIOT (Mabel A.), MERRIL (Francis E.), *Social disorganization*, 4th édition, New York, 1961. Il est regrettable que nous ne disposions pas d'analyses de ce type pour d'autres pays à niveau de vie relativement élevé.

que progrès matériel et criminalité ont, en quelque sorte, une expansion parallèle ¹²⁹. Le problème reste, en tout cas, préoccupant. Le Président des États-Unis vient de proposer au Congrès un plan de lutte contre la délinquance juvénile dont la mise en œuvre s'établirait sur cinq ans ; si l'évolution actuelle n'est pas stoppée, déclare-t-il, on doit, s'attendre à ce que 4 000 000 d'enfants soient traduits devant les tribunaux au cours de la prochaine décennie. Les plus récentes statistiques établies pour la Grande-Bretagne expriment également un accroissement de la criminalité.

On dira peut-être que les sociétés riches de l'Occident n'ont pas le monopole de telles inquiétudes ¹³⁰. On rétorquera peut-être aussi que de tels problèmes ne sont pas « politiques » et, de toute façon, ne mettent pas en jeu les divisions partisans habituelles. Un tel raisonnement serait simplement la preuve que l'apaisement actuel est le produit d'un conformisme social qui empêche de remonter des effets aux causes dans l'analyse des difficultés.

Cette observation est encore plus vraie quand il s'agit du problème de fond de la société opulente : une répartition des forces productives qui néglige des besoins fondamentaux au profit de la satisfaction de désirs artificiels. Envisagé dans cette perspective, le livre de Galbraith a des aspects sinistres en évoquant, dans un monde de misère, le spectacle d'une société où le gaspillage reste l'un des facteurs essentiels du niveau économique, La sous-utilisation quantitative et qualitative du potentiel de production reste l'un des défauts essentiels de la société américaine. Imperfection grave si l'on considère le cumul de la richesse privée (d'où, finalement, l'inégalité dans le bien-être) et la pauvreté publique (dont la suppression apporterait, avec une nouvelle vitalité économique, de meilleures perspectives d'équilibre social). Quand le manifeste des 81 partis reproche au « capital monopoliste des États-Unis ... son incapacité évidente d'utiliser les forces productives existantes », il n'ajoute pas une syllabe aux démonstrations, plus

¹²⁹ Selon les données communiquées au Congrès par l'administration Kennedy, le nombre des cas de délinquance juvénile soumis aux tribunaux aurait plus que doublé durant les dix dernières années. Cependant, divers auteurs contestent que la société américaine connaisse aujourd'hui une large expansion de la criminalité. En particulier Daniel BELL, *op. cit.*, chapitre VIII : « The myth of crime waves : the actual decline of crime in the United States », pp. 137-158.

¹³⁰ Ainsi que le montre l'ensemble des mesures de répression pénale instituées en U.R.S.S. au début de mai 1961, comportant notamment le rétablissement de la peine de mort pour plusieurs crimes. Citons également le décret (en date du 4 mai), pris par le Présidium du Soviet suprême de la Fédération russe qui permet d'envoyer dans des camps de rééducation « oisifs, fainéants, parasites et autres éléments anti-sociaux ». Encore que convergente, l'inspiration de ces décisions semble composite : défense des standards communistes (peine de mort contre ceux qui volent une propriété d'État ou peines de prison pour falsification dans les rapports sur l'exécution des plans) ; répression d'actes trouvant leur source dans la rareté relative de certains biens (spéculation sur les aliments) ; mais aussi punition d'attitudes inspirées par l'opulence relative dont bénéficient déjà certains secteurs de la population (en particulier oisiveté). Pour être « non antagoniques » de telles contradictions n'en sont pas moins redoutables dans une société qui se voue à la construction d'un homme nouveau.

solides et élégantes il est vrai, de J. K. Galbraith. Mais celui-ci tire-t-il les conclusions de son analyse sur le plan de la politique sociale ?

Absolument pas. Ayant montré, par un examen lucide, les éléments qui entravent la croissance de ce pays — encore et de fort loin le plus puissant du monde sur le plan économique — il en arrive à proposer des mesures d'une désarmante platitude. Radical, et même quelque peu iconoclaste dans la présentation des faits, Galbraith reste conformiste quand il s'agit d'en tirer des leçons. On ne trouvera dans son ouvrage aucune proposition visant à instaurer une politique d'ensemble et, au premier chef, une redistribution des forces productives (impliquant éventuellement la pénalisation des consommations malsaines et l'interdiction des moyens publicitaires s'y rapportant). Tout au plus suggère-t-il un certain développement des services publics, mais discrètement et, au besoin, en évitant de présenter les choses sous leur jour véritable. Il va jusqu'à écrire (p. 291), que « le seul espoir ... est de dissocier le problème de l'égalité de celui de l'équilibre social ».

On dira que cette modération s'explique par un souci de réalisme. N'est-ce pas suggérer que le fameux apaisement résulte en une large mesure d'un conformisme social dont il y aurait naturellement lieu de rechercher les inspirateurs et les bénéficiaires ?

3. UNE NÉGATION DE L'OPULENCE : LA PAUPÉRISATION

[Retour à la table des matières](#)

Partons du contenu qu'à la suite de débats animés la C.G.T. donna à cette thèse lors de son XXX^e Congrès (juin 1955) : « non pas seulement l'appauvrissement relatif par rapport au revenu national ou à l'enrichissement des trusts, mais l'appauvrissement absolu, la baisse réelle du niveau de vie ». Cette prise de position sans équivoque faisait suite à divers articles de M. Maurice Thorez (le premier à notre connaissance ayant été publié dans les *Cahiers du Communisme* de mars 1955). Cette « loi de la paupérisation » en complète contradiction avec le thème de l'« opulence » est-elle une mystification ou la traduction de la réalité ?

En divers milieux, on a présenté cet effort du parti communiste comme un simple épisode de propagande, ou une sorte de mode vouée à une proche disparition. On a même voulu voir dans l'âpreté du ton de la polémique, une preuve, indirecte, mais significative, de la réalité du bien-être ouvrier. La thèse de paupérisation correspond trop bien à l'esprit profond du marxisme pour qu'il soit possible de se satisfaire d'une interprétation aussi superficielle. De toute façon, le parti communiste, en ce milieu de l'année 1961, insiste plus que jamais sur ce thème qu'on ne peut passer sous silence dans une étude tendant à dégager les fondements d'un éventuel déclin des idéologies.

Un examen complet de la thèse de la paupérisation sortirait du cadre restreint de cet ouvrage. On se limitera ici à tracer les principales lignes de la controverse, essentiellement en fonction de ses implications politiques. Au surplus, le rappel des affirmations communistes ne saurait être inutile. Même si, finalement, on n'en accepte pas la substance, cette position dirige l'attention sur des faits et des évolutions que les tenants de l'« opulence » ont tendance à oublier ou à minimiser ¹³¹.

L'une des difficultés essentielles de l'exposé est d'établir le contenu exact que les théoriciens communistes donnent au thème de la paupérisation absolue. La différence dans la formule tient, évidemment, à la variété des publics auxquels s'adresse l'argument : la controverse se déroule ainsi, tantôt sur le plan d'une discussion philosophique liant l'appauvrissement absolu au phénomène de l'aliénation, tantôt au niveau d'une simple analyse statistique faisant appel à des comparaisons de prix et de quantités. Encore que le « raccord » ne soit pas toujours facile à établir entre les deux types d'affirmations, il reste légitime d'admettre leur convergence, les exemples numériques, qui restent partiels, ayant pour rôle de prouver la justesse théorique des déductions globales. Mais, en plusieurs cas, la variété des points de vue traduit une opposition de fond. En voici un exemple.

Selon certains marxistes, la paupérisation absolue ne serait qu'une tendance du capitalisme contre laquelle il resterait possible aux travailleurs d'engager une lutte efficace. Autrement dit, loin de constituer un phénomène catégorique et immuable, elle pourrait ne pas se manifester dans le cas où partis et organisations ouvrières témoigneraient d'une combattivité suffisante. Il semble que, sur ce point, la « voie italienne vers le socialisme » comporte quelque singularité vis-à-vis des positions françaises. Tout en soulignant qu'au cours des années récentes l'exploitation des

¹³¹ Voici quelques références, volontairement réduites à l'essentiel, pour entreprendre l'étude de cette question. Pour un exposé de la thèse du parti communiste français, voir la brochure de Maurice THOREZ, *La paupérisation des travailleurs français* (réédition d'anciens articles, précédée d'une étude nouvelle d'Henri CLAUDE), Paris, 1961, ainsi que les études publiées sous le titre « Recherches sur la paupérisation », in *Cahiers du Communisme*, janvier 1961, pp. 13-94. Voir aussi BARJONET (André), *Qu'est-ce que la paupérisation ?* Paris, 1961. Pour une analyse critique de la thèse communiste, se reporter aux recherches de Pierre RIMBERT, publiées dans la *Revue Socialiste* d'octobre 1955 à février 1956. Ces analyses ont été à leur tour critiquées dans la revue *Économie et Politique*, notamment par Henri DENIS, « La *Revue Socialiste* et la paupérisation », numéro de juillet 1956, pp. 45-54. Voir aussi dans la même revue MONTJOIE (P.), « La paupérisation absolue de la classe ouvrière », numéro de juin 1956, pp. 10-36 (dans lequel l'auteur affirme que la classe ouvrière ne peut empêcher durablement l'action de la loi de paupérisation absolue). Sur l'ensemble de ces problèmes, le lecteur est invité à se reporter à MARCHAL (Jean), LECAILLON (Jacques), *La répartition du revenu national. Les modèles*, tome III, Paris, 1958, spécialement pp. 324-371. Mentionnons enfin l'ouvrage de Jeanne SINGER-KÉREL, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, Paris, 1961 (plusieurs éléments de cette recherche conduisant à nuancer l'optimisme sur l'élévation du niveau de vie ouvrier).

travailleurs s'est intensifiée, le parti communiste italien ne semble pas désireux d'adopter une conception rigide de la paupérisation ¹³².

Autre exemple d'une « dissimilarité » théorique : l'idée que le système capitaliste serait parvenu à éviter la paupérisation absolue en se livrant à l'exploitation des pays colonisés ou économiquement dépendants. L'explication passe alors du cadre national au plan mondial. Lénine avait déjà émis une idée analogue ; dans son esprit, seule une petite minorité de travailleurs (l'aristocratie ouvrière) pouvant tirer un bénéfice de l'opération ¹³³. Quelques économistes marxistes ont eu tendance à élargir cette doctrine en déclarant que la paupérisation doit être appréciée à l'échelle du monde capitaliste tout entier (pays développés et leurs prolongements coloniaux) : la classe ouvrière des pays capitalistes avancés jouirait bien, dans l'ensemble, d'une élévation de son niveau de vie — d'où l'expansion chez elle de tendances réformatrices — mais la contrepartie du mouvement serait la misère des classes laborieuses des pays sous-développés ¹³⁴.

La thèse soutenue par M. M. Thorez va beaucoup plus loin : celui-ci énonce le caractère inéluctable de la paupérisation comme conséquence de la loi générale de l'accumulation, et il affirme qu'elle intervient dans chaque pays capitaliste (y compris les États-Unis ou la Suède et, bien entendu, la France). Cette thèse elle-même peut être saisie de deux façons. L'une d'allure brutale, définit la paupérisation absolue comme l'abaissement pur et simple du niveau de vie de la classe ouvrière, M. Maurice Thorez illustre ce point de vue quand, sur la foi de travaux de John Boyd Orr, il déclare qu'actuellement le niveau alimentaire d'une large partie des travailleurs anglais est inférieur à celui des travailleurs du XVII^e siècle (diminution en ce qui concerne le fer, le calcium, les vitamines, etc.) ¹³⁵.

Une seconde forme, plus subtile, définit la paupérisation absolue comme l'écart croissant entre le coût de reproduction de la force du travail et les salaires réels, entre les besoins et la possibilité de les satisfaire. Cette position, qui a été exposée en détails par l'économiste soviétique A. Arzoumanian ¹³⁶, repose sur l'idée que des biens et services nouveaux s'incorporent progressivement au coût de reproduction de la force de travail. Autrement dit, celle-ci n'est pas une entité à valeur fixe —

¹³² De cette façon, P. TOGLIATTI (in : *Le parti communiste italien*, traduit de l'italien, Paris, 1961), tout en dénonçant l'aggravation des conditions du travail, évite de s'enfermer dans un schéma dogmatique.

¹³³ D'où, selon lui, possibilité pour la bourgeoisie de corrompre la couche supérieure du prolétariat et de consolider l'opportunisme, en bref de renforcer l'idéologie réformatrice : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, édition française de 1952, p. 93.

¹³⁴ Pour une discussion de ce point de vue, consulter MARCHAL et LECAILLON, *op. cit.*, pp. 326-340.

¹³⁵ *Op. cit.*, p. 71.

¹³⁶ In : « Questions de théorie marxiste-léniniste sur la paupérisation », traduit du russe *Économie et Politique*, octobre 1956, pp. 6-19. Voir la critique de cette thèse par RIMBERT dans *La Revue Socialiste* du numéro de novembre-décembre 1956 à celui de juin 1957. Réponse de ARZOUMANTAN in : « Le socialiste Rimbert et la théorie marxiste de la paupérisation », *Économie et Politique*, avril 1957, pp. 8-22.

elle dépend essentiellement des conditions historiques, économiques et sociales, du pays considéré. À côté des données physiologiques, il convient de faire place aux besoins sociaux dont la satisfaction est également indispensable au renouvellement de cette force. Cette version de la thèse est importante au sens où elle n'exclut pas l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière. En dépit de cette augmentation, il subsiste un écart et qui va croissant entre coût de reproduction (physique et social : ainsi, besoin d'une formation technique à une époque de progrès) et salaire obtenu. Le prix de la force de travail descend toujours davantage au-dessous de sa valeur ¹³⁷.

L'argumentation actuelle du parti communiste est que l'on vide le terme de « paupérisation » de son sens si on le restreint aux aspects matériels de la pauvreté. Pour bien apprécier ce phénomène il apparaît indispensable de tenir compte de l'ensemble de la condition prolétarienne (intensification des cadences, obsession de la productivité, longueur des trajets, crise du logement, obligation de cumuler plusieurs salaires dans un foyer, etc.). La paupérisation exprime essentiellement la « mutilation accrue de la personnalité de l'être humain dans l'ouvrier » (H. Claude), la possession de certains biens de consommation nouveaux ne faisant le plus souvent que traduire une aggravation des conditions de vie. En une large mesure, elle correspond simplement à des besoins objectifs que les travailleurs doivent satisfaire pour être en état de renouveler leur force de travail. Dans cette optique, la hausse des salaires réels n'est pas exclusive d'un appauvrissement absolu, si elle ne suffit pas à couvrir les besoins objectifs nouveaux qui, dans un contexte historique donné, conditionnent ce renouvellement.

Il est difficile de porter un jugement uniforme sur les divers aspects de cette thèse. Les affirmations relatives à l'abaissement continu du niveau de vie (ou ce qui revient au même, du salaire réel) sont certes la partie la plus aisément contestable du système. Hors certains cas isolés, il est difficile de lui accorder une réelle consistance. Les communistes français déclarent qu'on trahit leurs idées en ramenant la controverse à ce problème : cependant, leurs exposés ne manquent pas d'observations ou d'affirmations tendant à montrer qu'ils n'ont pas renoncé à cet aspect de l'argumentation et que, en tout cas, la conception plus large de la paupérisation n'est pas exclusive d'éléments de cet ordre. Si, par contre, l'on étend la paupérisation à l'ensemble de la condition ouvrière, la comparaison d'une période à l'autre reste plus incertaine et, surtout, moins simple. Sans nier la réalité de plusieurs des traits avancés (ainsi, fatigue nerveuse dans certaines professions), on a le sentiment que les partisans de cette thèse confondent, en bien des cas, ce qui est dû au système capitaliste et ce qui relève de la civilisation technicienne (les maux constatés — ainsi ceux de l'urbanisation, et de l'allongement des trajets — frappant alors tous les membres de la société et se retrouvant dans tous les pays avancés, communistes compris).

¹³⁷ Voir sur ce point l'étude d'André BARJONET, « Besoins historiques et paupérisation », *Cahiers du Communisme*, janvier 1961, pp. 72-79. Du même auteur, « Aspects actuels de la paupérisation », in : *France Nouvelle*, 8 juin 1960.

La démonstration perd ainsi beaucoup de sa pertinence. Il est vrai que l'ouvrier des pays capitalistes subit une aliénation par suite de la séparation entre la propriété et le travail et que le travail représente pour lui le coût social du loisir. Mais, au cours des années écoulées, d'innombrables études et discours ont renseigné sur l'existence et les méfaits d'un « bureaucratisme » dans les pays communistes, capable, par exemple, de stériliser les meilleures initiatives des travailleurs. En dépit des différences socio-politiques entre les divers systèmes de production moderne, une norme générale au moins semble émerger de la situation : toute l'évolution de la technique moderne va à l'encontre de l'autogestion, ou du moins la rend extrêmement difficile à organiser¹³⁸. Même s'ils les baptisent « non antagoniques », les auteurs marxistes ont trop nettement souligné le maintien de contradictions dans les sociétés socialistes, pour qu'il soit besoin d'insister à cet égard.

La forme donnée par Arzoumanian à la thèse de paupérisation est plus subtile, mais elle prête le flanc à de sérieuses critiques. On ne sait plus très bien s'il s'agit d'une paupérisation réellement absolue, ou simplement relative. L'objection majeure porte sur la nature du mécanisme suggéré. À suivre cet auteur, la paupérisation consisterait dans le retard pris par le système à satisfaire les besoins des travailleurs, ou comme le décalage entre l'apparition d'un bien (et son introduction dans le coût du renouvellement de la force de travail) et sa diffusion généralisée. Cette position serait certes plus solide si elle distinguait entre l'urgence des besoins et établissait, dès lors, des degrés dans la paupérisation, selon la catégorie de biens faisant défaut. Plus exactement, en s'élargissant aux besoins dits sociaux, la thèse prend, quoi qu'on en ait écrit, la forme d'un engrenage psychologique. Sur ce seul plan, en effet, on peut concevoir que la privation d'un poste de télévision soit aussi durement ressentie que l'insuffisance de la ration de viande. Mais alors ne s'expose-t-on pas à trouver des phénomènes de paupérisation dans toutes les sociétés inégalitaires, c'est-à-dire dans toutes celles — socialistes comprises, en l'état actuel des choses — où le produit n'est pas distribué conformément aux besoins ?

Si l'on suit cette direction de pensée, il semble que le seul moyen de supprimer l'état de paupérisation — qu'il apparaisse difficile de ne pas appeler sentiment — serait de ne tolérer et, *a fortiori*, de ne susciter aucun besoin neuf, que la société n'est pas en mesure de satisfaire intégralement dans des conditions de parfaite égalité. Or, jusqu'à présent, le propre des sociétés dynamiques a été de créer des biens nouveaux dont la diffusion généralisée exige un laps de temps plus ou moins long. Sous cet angle, la société capitaliste soulève de nombreux problèmes : le titre des riches — spécialement par la fortune acquise — à posséder en premier lieu de tels biens, fait depuis longtemps l'objet d'une critique croissante ; la satisfaction de besoins secondaires est souvent entreprise avant que tous les besoins vitaux de la population ne soient épuisés ; les *mass-communications* (cinéma par exemple) et le

¹³⁸ Comme le dit Jean MARCZEWSKI, in : *Contribution de la révolution hongroise à la pensée socialiste*, Bruxelles, 1959, p. 50.

battage publicitaire rendent encore plus apparente et donc plus insupportable cette inégalité. Autrement dit, la publicité, apte à créer les besoins, élève le niveau de vie souhaité avant que l'économie ne soit en mesure de combler les désirs : elle est facteur permanent de mécontentement et de tensions sociales.

En somme, la thèse d'Arzoumanian met en vedette des défauts majeurs de nos systèmes occidentaux dont beaucoup de témoignages nous portent à croire que les sociétés communistes elles-mêmes ne sont pas exemptes. Il apparaît difficile de définir ce sentiment de mécontentement à l'égard de l'inégalité sociale comme un processus objectif de paupérisation.

Les controverses qui se déroulent en France depuis 1955 n'auront pourtant pas été inutiles, ayant montré que dans ses dimensions présentes le *Welfare State* n'est pas la panacée et ne parvient pas à réduire miraculeusement les tares de notre société, comme on l'a avancé un peu imprudemment autour des années 1945. Grâce aux enquêtes socio-économiques de l'époque récente, nous savons que les mécanismes de la sécurité sociale ont simplement abouti à une redistribution du revenu global des travailleurs et non à l'augmentation systématique de celui-ci par prélèvement sur les revenus d'autres couches sociales. Nous savons aussi qu'en plusieurs pays européens (dont la France) l'élévation du niveau de vie a été très inégalement répartie et que rares sont ceux — surtout parmi les couches modestes — dont la rémunération a suivi les progrès de la production ¹³⁹ (soumise à de forts prélèvements d'ordre civil — élévation du taux de l'investissement — et militaire). Nous savons également que cette très lente ascension vers le bien-être est coupée de phases de ralentissement, voire de recul absolu : si l'on en croit la Comptabilité nationale, la consommation annuelle qui avait crû en moyenne de 4,4 % par an de 1948 à 1957, n'aurait augmenté que de 3,9 % durant la période triennale 1958-1960 (légère baisse en 1958 ; stagnation en 1959 ; reprise de l'amélioration en 1960). Les chutes qui souvent frappent en premier les titulaires de revenus faibles sont douloureusement ressenties et sapent la croyance populaire en une élévation continue du bien-être. Au surplus, même quand elle intervient, l'amélioration se réalise par paliers insensibles : elle est plus facile à constater *a posteriori* par une analyse de longue période qu'à saisir sur le moment même. Nous savons en définitive, et peut-être surtout, que l'enrichissement des sociétés laisse subsister l'inégalité et le maintien des distances relatives entre les divers secteurs de la communauté.

Ces faits, désormais trop connus pour qu'une démonstration en forme soit nécessaire, devraient modérer l'enthousiasme des doctrinaires de l'opulence dont

¹³⁹ On trouvera une bonne présentation de cet appauvrissement relatif dont les causes sont nombreuses dans une étude de M. RUNGIS, « Les travailleurs n'ont touché qu'une faible part de l'enrichissement national depuis la guerre », *Perspectives socialistes*, février-mars 1959, pp. 17-41. Pour une discussion générale du problème, voir TAVITIAN (R.), *La part des salaires dans le revenu national*, Paris, 1959. Conclusion de ce travail qui montre bien la difficulté du passage des concepts théoriques aux représentations statistiques : à court terme, la part salariale varierait en raison inverse de la conjoncture mais à long terme il y aurait accroissement lent et assez régulier de cette part (1 % tous les dix ans).

les déductions touchant le passage de l'économique au politique sont, en plusieurs cas, simplistes et hâtives.

4. RICHESSE ET POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

En définitive, l'opulence reste, en ce milieu du XX^e siècle, un phénomène à implantation limitée, se manifestant en particulier par la consommation massive de biens d'usage durable et aussi de services de tous ordres. Elle ne s'observe qu'en un petit nombre de pays au sein desquels survivent bien des sujets d'inquiétude et de mécontentement économique. La situation du monde paysan, en particulier, demeure fort médiocre. Comme chacun le sait, une large fraction des campagnes n'a été que faiblement touchée par les bienfaits des techniques de la société riche. Les paysans en ont désormais conscience et s'en plaignent. Les tenants du déclin des idéologies admettent ce phénomène, mais en soulignant son archaïsme : ce serait l'une de ces contradictions venues du passé dont le monde nouveau apaiserait peu à peu la rigueur. Optimisme peut-être imprudent si l'on considère la persistance en U.R.S.S. de larges contradictions entre villes et campagnes.

Nous n'avons pas à prendre parti ici sur la valeur du socialisme comme technique d'aménagement des rapports sociaux. Cependant si l'on considère même grossièrement, les mobiles qui lui donnèrent naissance, il apparaît difficile de trouver dans les sociétés modernes des raisons justifiant son déclin ou son abandon. Envisagé comme un souhait d'égalisation — la vieille aspiration à la justice sociale — le socialisme garde, malgré l'« opulence » relative, toute sa raison d'être. En dépit des rapprochements que suscite l'utilisation généralisée de certains biens de confort, le fossé entre richesse et pauvreté n'est pas comblé : aujourd'hui, certains traits nouveaux des sociétés modernes contribuent à le maintenir (*infra*, statut des managers). On peut aussi concevoir le socialisme sous l'angle d'une planification impliquant une affectation plus efficace des facteurs de la production. Certes, le planisme est une technique d'aménagement et de calcul rationnel des affaires humaines qui n'appartient en propre à aucune école de réforme sociale. L'expérience montre pourtant que les conservateurs ont en moyenne une assez grande méfiance pour ce procédé. Il n'est donc pas excessif d'associer la planification à une idée même vague du socialisme. Sous cet angle, il suffit de rappeler les défauts dans la répartition des facteurs qui caractérisent les sociétés occidentales pour admettre que l'aspiration socialiste conserve son fondement.

En d'autres termes, l'explication directe de l'apaisement idéologique par l'opulence reste marquée d'incertitude. Elle témoigne au surplus d'un « économisme » assez sommaire dans lequel ne tombent pas les marxistes, rompus

au raisonnement dialectique ¹⁴⁰. Il existe des liens entre l'évolution du niveau de vie et la formation des attitudes politiques et aussi, spécialement dans les régimes bipartisans entre l'état de la conjoncture et la répartition des votes. Le peu que nous savons sur la dynamique de ces rapports oblige à émettre des diagnostics nuancés : en particulier quand il s'agit d'apprécier les effets de l'enrichissement des travailleurs, fort relatif d'ailleurs, sur leurs inclinations partisanses ¹⁴¹.

La plus extrême misère, quand elle reste insérée dans des structures féodales, s'accommode normalement de votes à tendances conservatrices, sinon réactionnaires (Italie du Sud) : en pareille conjoncture, l'industrialisation (ou le transfert dans une région industrialisée) entraîneront souvent à la fois une prise de conscience et une amélioration du niveau de vie susceptibles de provoquer une radicalisation des opinions. Dans les pays avancés, on note que des fractions de la classe ouvrière bénéficiant de salaires relativement élevés et d'avantages sociaux importants continuent d'appuyer, massivement, les éléments les plus « rouges » de la vie politique. C'est ainsi que mineurs, métallurgistes ou cheminots conservent leur préférence pour la gauche malgré les avantages matériels conquis. Entrent dans ces déterminations le genre de travail effectué, le niveau de la conscience ouvrière qui résulte en partie des luttes historiques, la valeur de l'encadrement syndical. Les ouvriers des grandes usines d'automobiles ont généralement un comportement électoral plus avancé que ceux des petits garages et ateliers de réparation.

Étudiant « le vote ouvrier en Europe occidentale » ¹⁴², M. Dogan a parfaitement souligné l'importance du fait que les partis socialistes et communistes ont été privés, au cours des années récentes, d'une fraction des suffrages ouvriers (un tiers environ en Grande-Bretagne, en France et en Italie ; un quart dans les pays

¹⁴⁰ Observons en passant qu'un certain nombre de sociologues américains qui se disent non-marxistes voire anti-marxistes – témoignent à l'égard des rapports entre l'économie et le politique d'une bien plus grande rigidité que les marxistes eux-mêmes. Ainsi en va-t-il par exemple des multiples essais accomplis pour établir une relation entre le niveau de développement économique et le fonctionnement de la démocratie pluraliste. Pour une analyse de ces tentatives se reporter à LIPSET *The Political Man, op. cit.*, spécialement chapitre II. Or l'un des résultats marquants de la sociologie politique est d'établir que les choses ne sont pas si simples. Parmi les multiples témoignages disponibles, voir les résultats d'une enquête italienne, « L'Italia rossa non coincide con l'Italia povera », *Fortuna*, mai-juin 1960, pp. 103-108. Sur 96 provinces, 43 donnent globalement aux socialistes nenniens et aux communistes un pourcentage de voix supérieur à l'indice national cependant que 36 disposent d'un revenu par tête d'habitant supérieur à la moyenne du pays. Or, 22 de ces provinces « rouges » figurent parmi les 36 matériellement favorisées.

¹⁴¹ Cette difficulté, loin d'être propre à l'analyse politique, s'étend à l'ensemble des attitudes sociales. On aura une juste idée de cette complexité en consultant l'analyse monographique d'ACKERMANN (W.) et Moscovici (M.), « Changements sociaux et transformation de l'univers économique et familial des travailleurs », *Bulletin du Centre d'Études et Recherches Psycho-Techniques*, janvier-juin 1959, pp. 65-77. Pour une étude de plus vaste envergure, se reporter à CHOMBART de LAUWE (P.), *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, 1956.

¹⁴² In : *Revue Française de Sociologie*, 1960, n° 1, pp. 25-44.

scandinaves ; à peu près la moitié en Allemagne fédérale). Pour tenter d'expliquer ces clivages électoraux M. Dogan fait appel à la stratification interne du groupe des travailleurs et, en particulier, au niveau des revenus. Mais l'action de ce facteur n'est pas uniforme : tandis qu'en certains pays le vote de gauche est directement, proportionnel à la faiblesse du niveau de vie, il n'en va pas de même en d'autres (Allemagne, Danemark, Suède) dans lesquels le vote conservateur ou démocrate chrétien est plus fréquent chez les ouvriers les plus défavorisés que chez les mieux rémunérés. Au surplus, le niveau de vie n'est que l'un des éléments de ces clivages pour l'analyse desquels Dogan utilise de multiples facteurs socio-psychologiques.

Il est probable que nous commettons une erreur en concentrant l'analyse sur la direction des votes. En se diffusant, l'opulence agit peut-être davantage sur le ton et la portée des luttes politiques que sur la répartition même des opinions. Le « métallo », par exemple, continue de voter « rouge », mais la possession d'une petite voiture — même achetée d'occasion — atténue la virulence de cette option. C'est une hypothèse pour la vérification de laquelle nous ne disposons guère d'instruments appropriés. On prendrait d'ailleurs un risque en lui faisant d'emblée un crédit total. L'ouvrier a-t-il tort de croire qu'il doit ce confort relatif à la pression collective exercée sur le patronat et non au fonctionnement spontané du régime ? Question qui nous conduit à évoquer un autre aspect du problème.

UNE EXPLICATION SOCIOLOGIQUE : LE NÉO-CAPITALISME

[Retour à la table des matières](#)

Cette sorte d'explication n'est pas fondamentalement différente de la précédente : elle place l'accent sur les mutations observées dans les structures et les mécanismes de la vie sociale, mais elle se réfère volontiers aussi au thème de la société « affluente » dont la survenance et l'expansion sont le facteur principal, sinon exclusif, des transformations en cause. En d'autres termes, l'ère de l'opulence serait la condition nécessaire de l'avènement de la société post-capitaliste.

Le courant que nous allons tenter d'étudier, comporte en réalité des positions multiples dont les adeptes s'opposent, parfois absolument, sur les conséquences des phénomènes retenus. Les uns en tirent gloire pour l'ordre existant, ne craignant pas à la limite d'associer capitalisme et démocratie, en forgeant l'expression « capitalisme démocratique »¹⁴³. D'autres, sans contester la réalité de

¹⁴³ Selon le titre de l'ouvrage de Massimo SALVADORI, *Capitalismo democratico. Considerazioni sull'economia americana*, Rome, 1956 (traduit en français, Paris, 1958). De même, J. FOURASTIÉ et A. LALEUF estiment que de toutes les expressions proposées pour baptiser ce « capitalisme nouveau style », celle de « démocratie économique » est la meilleure (in : *Révolution à l'Ouest*, Paris, 1957, p. 209). Sur les modalités et le contenu de cette révolution, voir EINAUDI (Mario), *Roosevelt et La révolution du New-Deal*, traduit de

changements, estiment qu'il n'y a plus grand chose à espérer d'un capitalisme qui repose toujours sur la « recette de l'enrichissement et de l'impérialisme avare »¹⁴⁴. Cependant, les uns et les autres ont un trait commun : ils considèrent, à des degrés divers selon les auteurs, que les vieilles analyses du capitalisme sont dépassées et que les transformations constatées aujourd'hui dans la structure des rapports socio-politiques, s'expliquent par l'intervention de variables nouvelles ou, du moins, sous-estimées par les auteurs du passé. Certains voient dans la concurrence exercée par les pays communistes (technique du « défi ») l'un des facteurs de ce renversement.

Face à ce courant, l'école marxiste-léniniste maintient, sans modification appréciable, ses positions traditionnelles. Pour ses adeptes les présentations de style néo-capitaliste — qu'elles soient critiques ou laudatives — constituent une mystification ou un essai de diversion. Actuellement se déroule une nouvelle phase de la crise générale du capitalisme, caractérisée par trois traits : développement des forces socialistes mondiales ; désagrégation du système colonial ; accentuation des contradictions entre les pays capitalistes et à l'intérieur de chacun d'entre eux. La loi fondamentale de l'inégalité du développement économique et politique continue d'exercer ses effets et de provoquer de nouvelles formes de contradictions (les essais d'« intégration » régionale n'étant rien d'autre que la collusion de certains monopoles consacrée par des accords d'États). Les tenants de ces conceptions concluent à l'inconsistance et à l'inanité totale des théories et pratiques révisionnistes qui contestent ces contradictions ou s'efforcent d'y porter remède. Le temps travaille contre le capitalisme, qui s'effondrera selon les règles et dans les formes prévues par l'analyse léniniste de l'impérialisme.

Dans cette perspective, les interventions de l'État et, notamment les nationalisations — que les « révisionnistes » présentent comme le moyen de faire disparaître la plupart des vices et aspects négatifs du capitalisme, sans en perdre les avantages — sont une simple tentative de sauvetage de la classe bourgeoise. Sous l'impérialisme, l'État devient de plus en plus le comité exécutif des monopoles. Le « secteur public », pièce essentielle de l'« économie mixte », sert, non pas les intérêts du socialisme, mais ceux du capitalisme monopoliste. Une étude attentive du secteur nationalisé britannique confirme qu'en retirant aux propriétaires privés

l'américain, Paris, 1961, et ALLEN (F. L.), *Le grand changement de l'Amérique, 1900-1950*, traduit de l'américain, Paris, 1953. Pour une présentation générale des attitudes morales et sociales de la grande firme aux États-Unis, se reporter à EELLS (Richard), *The meaning of modern business : an introduction to the philosophy of large corporate enterprises*, New York, 1960.

¹⁴⁴ Selon l'expression de Jacques GERMAIN, *Le capitalisme en question*, Paris, 1960, p. 234. Voir aussi les réflexions de Jules MOCH et Jacques GERMAIN sur les formes actuelles du capitalisme in : *Revue Socialiste*, juin 1959, pp. 285-331. Consulter également le récent ouvrage de Robert FOSSAERT, *L'avenir du capitalisme*, Paris, 1961. [Ce volume se trouve dans [Les Classiques des Sciences sociales](#), MB].

À compter de son numéro 81, la revue *Cahiers Internationaux* a entrepris une enquête sur le capitalisme contemporain (réponses d'inspiration principalement marxiste).

plusieurs branches déficitaires et en leur allouant, en échange, une généreuse compensation, le gouvernement travailliste a sensiblement renforcé les quatre cinquièmes de l'industrie demeurés dans le secteur privé¹⁴⁵. Cependant, le réformisme international a retiré un bénéfice certain de ces nationalisations, une vaste propagande ayant présenté l'expérience travailliste comme un modèle de réalisation socialiste sans rupture brutale avec la tradition établie.

Conclusion : l'évolution n'a nullement amoindri la portée de l'idéologie marxiste. « Le rôle de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire ne fait que commencer »¹⁴⁶. Est-il possible de marquer quelques jalons dans cette controverse ?

1. DE L'EXPLOITATION À L'INTÉGRATION

[Retour à la table des matières](#)

Le courant que nous étudions ici est vaste, confus, et contradictoire. Tout effort pour en énoncer les principaux thèmes est arbitraire, d'autant plus que la vague mêle d'authentiques défenseurs du patronat, des esprits d'inspiration réformiste et des auteurs qui continuent de se réclamer du marxisme (un aspect intéressant et peut-être important du mouvement étant que ces diverses fractions acceptent souvent de dialoguer entre elles). Redisons encore que la confiance en l'efficacité de la technique moderne (liaison avec l'opulence) constitue un puissant foyer de rassemblement.

a) Changement dans la structure et la mentalité de la direction capitaliste

C'est le point de départ, la notion que défenseurs du régime et aussi réformistes utilisent le plus volontiers. À les en croire, les critiques traditionnelles seraient sans prise sur ce « capitalisme nouveau style ». De quoi s'agit-il ?

Au cours des cinquante dernières années, nous disent les partisans de cette thèse, l'économie a cessé d'être contrôlée par les détenteurs de capitaux, les grandes fortunes s'étant émiettées et amoindries dans les transmissions par héritage. Par suite de la dispersion du capital qui en est résultée, la faculté de gestion a été séparée, de plus en plus, de la propriété ou du contrôle financier. Une catégorie nouvelle a pris en mains les leviers de commande des grandes affaires : nous en sommes désormais à l'ère des *managers* ou grands directeurs — catégorie ouverte et accueillante aux hommes nouveaux qui se recrutent de préférence, sur les bancs de l'Université ou des grandes Écoles. Or, cette couche introduit dans les

¹⁴⁵ D'après JENKINS (Clive), *Power at the top. A critical survey of the nationalized industries*, Londres, 1959, pp. 13-14.

¹⁴⁶ Guy BESSE in : « De la nécessité du parti communiste », *Nouvelle Critique*, novembre 1959, p. 51.

affaires une éthique bien différente de celle des vieux dirigeants capitalistes arrivés aux postes suprêmes par descendance familiale. L'expansion de l'entreprise, beaucoup plus que le gain financier, constitue son principal mobile d'action. Ou, si l'on préfère, le profit n'est plus considéré que comme le moyen de réaliser le développement. Le succès dans les affaires cesse d'être lié aux bénéfices distribués, les sommes versées aux actionnaires ne représentant, en moyenne, qu'une fraction des revenus encaissés par la firme. Désormais, la satisfaction du client (le « client-roi », la vente comme un « service ») et celle du personnel, passent avant le contentement des actionnaires. Loin d'être systématiquement hostile à l'État, selon le schéma du vieux libéralisme manchestérien, cette couche de managers accepte de coopérer avec tous les services publics dans l'exercice de leurs fonctions. Il en découle, pour la puissance publique, la possibilité de diriger le développement de l'économie dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

Ce nouveau comportement est le propre des dirigeants de ces affaires qui ont trop d'actionnaires pour appartenir véritablement à quelqu'un (liaison avec la thèse de la « démocratisation » du capital : les 1 400 000 actionnaires de l'American Telephone and Telegraph). Mais, par contagion, il s'étend aussi aux quelques grandes entreprises demeurées sous contrôle familial. Il en résulte un « capitalisme sans complexes » qui, dans certaines limites, touche même les unités de moyenne grandeur. Sur le plan économique, ces nouveaux dirigeants acceptent désormais une stratégie de productivité, d'expansion et de conquête (cas des dirigeants français dans le Marché Commun). En matière sociale ils s'attaquent, du moins les plus dynamiques d'entre eux, au violent antagonisme hérité du XIX^e siècle : si le dialogue avec les syndicats ouvriers reste serré, il est, dans l'ensemble, positif.

Comme exemple de ce rajeunissement, on cite en France le cas des patrons textiles de Roubaix-Tourcoing (ces vieilles « places fortes » de l'action révolutionnaire). Non contents de moderniser leurs usines pour faire face aux difficultés d'approvisionnement et de vente, ceux-ci ont accepté, depuis une vingtaine d'années, le principe des discussions paritaires pour la solution des problèmes sociaux. Ces consultations s'effectuent par le truchement de comités spécialisés dont le mieux connu reste le Comité Interprofessionnel du Logement qui peut se vanter d'importantes réalisations. Les responsables du mouvement estiment aujourd'hui que l'expérience a été concluante : l'ancienne méfiance une fois disparue, cette collaboration, qui ne va pas sans heurts, aboutirait à relever la condition humaine des travailleurs.

Autre indice de cette transformation : la vogue de ce que l'on nomme, non sans quelque propension an sensationnel, le « capitalisme populaire » dont les partisans les plus ambitieux n'hésitent pas à déclarer qu'il sauvera le capitalisme tout court. L'opération a deux aspects qu'il importe de ne pas confondre : l'octroi au personnel d'une participation dans le capital de l'entreprise, soit contre un certain paiement (General Motors, aux États-Unis), soit même par distribution d'actions gratuites (Péchiney, en France) ; la dispersion des actions dans le grand public en vue d'augmenter le nombre de ceux qui ont un intérêt financier au maintien du régime. La récente rétrocession au secteur privé de 60 % du capital de la Volkswagen A.

G. a été effectuée au profit de ces deux catégories de bénéficiaires dont la première nous intéresse particulièrement ici ¹⁴⁷. Il s'agit d'accroître l'attachement des travailleurs à leur entreprise et, plus encore, au mode de gestion actuel de celle-ci ; on observera, sans surprise, que le procédé a été utilisé par diverses firmes menacées de nationalisation (ainsi en Grande-Bretagne, la puissante entreprise sucrière Tate and Lyle Ltd). Ajoutons pour terminer que, spécialement dans les pays anglo-saxons, les syndicats ont pris l'habitude d'investir en actions industrielles une partie de leurs avoirs. Jusqu'à présent, cette pratique a été davantage suivie aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, mais, dans ce dernier pays, son extension est envisagée.

Sur la base de telles opérations, d'aucuns n'hésitent pas à lancer l'expression « ouvriers capitalistes ». C'est aller bien vite, si l'on considère qu'il s'agit là d'une formule reprise du vieil arsenal paternaliste, dont les cas d'application sont très rares et dont les résultats ont été très souvent médiocres (ainsi en Italie, les actions distribuées ont-elles été presque immédiatement revendus à des tiers). On en dira autant du thème, très usé, de la participation aux bénéfices et de sa version moderne de l'« intéressement » ¹⁴⁸. Il est pourtant caractéristique que ces formules connaissent aujourd'hui un net regain de popularité (encore que plusieurs syndicats, dont en France la C.G.T., leurs restent totalement opposés). Elles font, dans certains cas, l'objet d'un emploi combiné : ainsi, le procédé en usage dans la firme britannique Chemical Industries (attribution d'un *bonus* qui est fonction du salaire versé et paiement de ce *bonus* par remise d'actions que l'intéressé reste par la suite entièrement libre de négocier sur le marché).

Parmi les instruments systématiques de « pacification industrielle » les techniques dites des « relations humaines » (*human relations*) présentent une tout autre envergure. On a pu les définir comme « les moyens d'obtenir les interrelations d'ordre psychologique et social qui assurent les conditions optima de satisfaction humaine et de productivité ou, plus brièvement, les moyens d'améliorer le climat social au sein des entreprises » ¹⁴⁹. Ces pratiques se sont d'abord affirmées aux États-Unis où elles ont trouvé un fondement théorique dans les expériences de psychologie sociale d'Elton Mayo, la sociométrie de J.-L.

¹⁴⁷ La première assemblée générale correspondant à la nouvelle formule s'est tenue le 1^{er} juillet 1961 avec la participation d'environ 6 500 actionnaires (qui ne semblent pas avoir pesé lourd face aux gros porteurs : en particulier, les autorités fédérales et locales qui détiennent 40 % du capital).

¹⁴⁸ Le nouveau régime français couvre actuellement 36 980 salariés sur un total de 13 millions, soit 0,28 % (selon Le Monde, 24 mai 1961). Pour une description du système actuel voir VILLE (G.), Actionnariat ouvrier et participation financière du personnel à l'entreprise, Paris, 1960

¹⁴⁹ Pour une bonne présentation générale des « relations humaines » (avec indications bibliographiques), voir le petit ouvrage de Marcel BOLLE DE BAL, Relations humaines et relations industrielles, Bruxelles, 1958. Voir aussi LEMESNIL (François), Les relations humaines dans l'entreprise et la condition salariale, Paris, 1961. Pour une étude critique plus approfondie le lecteur se référera nécessairement aux divers ouvrages de G. FRIEDMANN (en particulier, Problèmes humains du machinisme industriel, nouvelle édition, Paris, 1955 ; Où va le travail humain ? Paris, 1953 ; Le travail en miettes, Paris, 1956).

Moreno et la dynamique des groupes de K. Lewin. Depuis 1945, le mouvement s'étend en Europe, une vive impulsion lui ayant été donnée par les nombreuses missions de patrons, de syndicalistes et de représentants gouvernementaux envoyés aux États-Unis dans le cadre de l'aide Marshall. Encore que cette transposition n'ait pas été littérale, le but du projet reste au fond le même : améliorer les relations entre le personnel et la direction de l'entreprise en vue de répondre à un nouvel état d'esprit des travailleurs portés à contester et à combattre les modes traditionnels d'exercice du leadership patronal.

La politique des « relations humaines » comporte en effet un double but, ou, si l'on préfère, un double visage. Un aspect « humanisation » de l'activité professionnelle : donner à l'ouvrier le sentiment qu'il n'est pas un simple élément de la production, lui rendre la joie au travail en garantissant le développement de sa personnalité, en bref, le traiter comme une personne humaine. Ce point de vue est volontiers mis en avant par les promoteurs et défenseurs du système. Mais le mouvement a une autre face : « intégration du travailleur ». Il s'agit, sans qu'on le dise toujours, de consolider l'attachement du personnel à l'entreprise, de l'amalgamer dans cette collectivité sociale et ainsi de le détourner de ses relations externes (notamment avec les organisations syndicales extérieures à la firme). Dans cette perspective, le but visé est d'obtenir l'acceptation de l'autorité patronale et de susciter l'élévation du rendement. Or, il est permis de dire, sans commettre un jugement de valeur, que le système des relations humaines doit presque entièrement sa naissance et son essor, à des mobiles économiques (productivité). Les considérations « humanistes » sont venues plus tard, apparaissant en bien des cas comme une « rationalisation ».

L'un des objectifs ou des résultats de ces techniques reste d'améliorer l'état d'esprit des travailleurs en les détachant du culte des idéologies d'ambition révolutionnaire ou même réformiste. On fera la même observation à propos de la technique de solution des disputes sociales connue sous le nom de médiation¹⁵⁰. Ce procédé est spécialement en honneur aux États-Unis où toute une école de pensée tend à réduire les conflits collectifs du travail à des défauts d'ajustement dans le fonctionnement des « relations humaines ». Ce mode de règlement a pour inspiration dominante d'enlever à ces conflits leur caractère d'« épreuve de force » en faisant prévaloir la notion d'un « compromis raisonnable ». L'existence d'inclinations idéologiques dans l'esprit des parties à la discussion, ne pourrait qu'en affaiblir la portée. Ce système est mal vu de ceux pour lesquels la solution des disputes industrielles dépend du rapport des forces entre classes ouvrière et capitaliste : la médiation leur apparaît comme une tentative pour émuousser la combattivité ouvrière et limiter le droit de grève.

Jusqu'à présent, on s'est borné aux essais d'aménagement des rapports sociaux d'inspiration patronale et de facture en somme spontanée. Ce n'est pas toute

¹⁵⁰ Pour les éléments nécessaires à une étude de la médiation industrielle, voir MEYNAUD (Jean) et SCHRÖDER (Brigitte), *La médiation. Tendances de la recherche et bibliographie (1945-1959)*, Amsterdam, 1961.

l'histoire, la puissance publique étant intervenue en plusieurs cas, soit pour consolider des pratiques facultatives privées en les généralisant sur la base de l'obligation, soit pour imposer, au besoin contre le gré des patrons, des formes nouvelles de relations. Nous évoquons ici les tentatives multiples et hétérogènes d'établissement d'une « démocratie industrielle ». Sans entrer dans le détail, disons que l'expression, assez ambitieuse eu égard à la pratique suivie, couvre des systèmes de consultations paritaires, d'association des travailleurs à la direction (du type comités d'entreprise) et, à la limite, de co-gestion. Ces dispositifs tendent à apporter quelques éléments de satisfaction, généralement modestes, à la classique revendication du « contrôle ouvrier »¹⁵¹.

Cet essai de démocratisation de l'entreprise par des procédures légales, diffère à plusieurs égards de la philosophie américaine des « relations humaines » qui repose sur la conception de la « libre entreprise ». Chez plusieurs de ces promoteurs, pourtant, la « démocratie industrielle » s'inspire d'une intention analogue à celle des « relations humaines » : préserver l'entreprise de la lutte des classes et, pour cela, réduire l'influence des « féodalités » ouvrières extérieures, en donnant au personnel la volonté ou l'impression de participer à la marche de « son » entreprise.

On peut également voir dans ces procédures — généralement très modestes quant au contrôle des grandes décisions économiques — un essai pour écarter la « révolution » en favorisant la « réforme » (ce que l'on appelait voici quelques années la « révolution par la loi »). Il peut d'ailleurs arriver qu'en se combinant, lassitude ou impréparation ouvrières et résistance patronale, empêchent cette modeste ambition réformatrice de porter ses fruits (comités d'entreprise français). Ainsi tend à se rétablir le vide traditionnel entre la direction et le personnel : d'où, pour les patrons, une forte incitation à prôner la technique, bien moins contraignante, des relations humaines », version américaine.

Les facteurs que l'on vient d'évoquer exercent évidemment une influence sur la vie quotidienne de l'entreprise. Quel est aujourd'hui, spécialement sous l'angle des rapports du travail, le mode fonctionnement de la grande unité ?

b) Changements dans le mode de fonctionnement de la grande entreprise

Les recherches en cette matière sont récentes et demeurent rares ; en dépit d'efforts notables, il n'est pas acquis que la sociologie industrielle soit déjà capable de fournir des schémas appropriés à ces analyses¹⁵². D'où, en général, la prudence des

¹⁵¹ Pour une bonne vue descriptive et critique, voir CLEGG (H. A.), *A New Approach to Industrial Democracy*, Oxford, 1960. Consulter également *La participation des travailleurs à la gestion des entreprises privées dans les principaux pays d'Europe occidentale*, [Études sous la direction de Marcel David], Paris, 1954.

¹⁵² Entre divers essais, mentionnons la tentative de Luciano GALLINO d'appliquer à l'entreprise un schéma d'interprétation inspiré des travaux de PARSONS, *Progresso tecnologico ed evoluzione organizzativa negli stabilimenti Olivetti (1946-1959)*, Milan, 1960 (essai d'analyse de la firme

commentateurs. Quelques uns pourtant ne reculent pas devant la difficulté de formuler des conclusions nettes : ainsi Serge Mallet, pour lequel « la coupure s'accroît entre les ouvriers des grandes usines modernes et le prolétariat des entreprises traditionnelles »¹⁵³. La complexité, du problème vient de ce que les mouvements observés tiennent aussi bien à l'évolution technique elle-même (et, éventuellement, à la localisation géographique) qu'à une politique systématique des hommes responsables de la gestion.

Analysant par exemple la marche de la raffinerie Caltex (au Bec d'Ambès en Gironde), Mallet souligne que l'automatisation du processus de fabrication entraîne inévitablement un changement dans les méthodes de direction du personnel. Les travailleurs de cette usine mettent en œuvre des moyens de production d'un tel coût et aussi d'un tel rendement que les managers sont en quelque sorte obligés de s'assurer la « coopération volontaire » du personnel (trois jours de grève en mars 1957 ayant valu à la société des pertes de plusieurs milliards d'anciens francs). Fonctionnant avec un effectif restreint, mais dont le rôle est décisif, la raffinerie verrait son exploitation compromise aussi bien par cessation concertée du travail que par l'absentéisme. Au surplus, la lenteur de la formation du personnel opérateur font du *turn-over* un véritable fléau. Pour garantir la permanence d'un climat coopératif, la direction pratique naturellement une politique de « salaires en pointe » (à laquelle l'action revendicative n'a d'ailleurs pas été étrangère). De plus, elle s'est efforcée de créer les « conditions psychologiques optimales » permettant à l'ouvrier d'assumer convenablement sa tâche : ainsi, l'attribution à chaque travailleur de la pleine responsabilité de son travail productif, nul ne pouvant intervenir arbitrairement dans son secteur. Le trait dominant de la situation est une « intégration » qui s'applique dans les deux sens : chaque lien unissant l'ouvrier à l'usine renforce aussi la dépendance de celle-ci à l'égard d'un travailleur difficile à remplacer (intégration qu'accroît encore la réalisation sur place d'un intense effort de formation professionnelle).

industrielle comme un système complexe socio-technique dans lequel une quantité variable de matériaux, d'énergies et d'informations circulent à travers les éléments composants et donnent lieu de la part de ceux-ci et sous des formes très variées, à des processus d'élaboration de transformation et de transmission conformes aux buts unitaires du système). Pour une présentation générale des méthodes d'études, voir le chapitre « Psycho-sociologie de l'entreprise » – dû à G. FRIEDMAN et Jean-Daniel REYNAUD, dans le Traité de sociologie sous la direction de G. GURVITCH, tome I, Paris, 1958, pp. 459-478.

¹⁵³ In : « La classe ouvrière n'a pas qu'un seul visage », France-Observateur, novembre 1958. Parmi les nombreux travaux de S. MALLET, voici quelques références utiles à notre sujet – « Histoire d'une raffinerie française », Voies Nouvelles, janvier 1959 ; « Comment se forme la nouvelle classe ouvrière » France-Observateur, 9 avril 1959 ; « Une usine déconcentrée : la Compagnie des Machines Bull », Temps Modernes, février-mars 1959, pp. 1355-1393 et avril 1959, pp. 1631-1655. Comparer du point de vue de la méthode d'analyse avec COURVAL (Hélène), « Les mineurs de fer de Lorraine », Économie et Politique, mai 1959, pp. 5-36. Voir aussi l'intéressante étude de G. CAROCCI, *Inchiesta alla Fiat*, Florence, 1960 (selon l'auteur, l'ouvrier de la Fiat, en dépit des avantages matériels obtenus, conserverait le sentiment de sa propre aliénation).

Quelles sont les conséquences de la situation sur le comportement ouvrier ? Contrairement à d'autres, Mallet estime que la conscience de classe reste plus solide dans des usines de ce type qu'ailleurs. Le sentiment du conflit permanent d'intérêt qui oppose employeur et employés y demeure très vif et le syndicat exerce une influence dont il bénéficie rarement dans d'autres secteurs. Mais, et la réserve est fondamentale, la lutte des classes est conçue à l'échelle de l'entreprise et pour ainsi dire à l'intérieur de celle-ci. Se sentant liés à vie à la raffinerie, les travailleurs en arrivent à considérer l'action revendicative comme leur affaire propre. D'où l'impossibilité pour les responsables syndicaux — sous peine de liquidation à court terme — de « coller » aux mots d'ordre généraux émis par les « centrales ». C'est dans cette perspective que se situe le risque de l'« atomisation des syndicats », conséquence des transformations structurales qui brisent toute solidarité réelle entre les travailleurs de la grande industrie mécanisée (et demain automatisée) et ceux de la petite industrie manufacturière. Ainsi s'explique enfin la répugnance de tels ouvriers — débarrassés dans l'exercice de leur travail des menaces policières ou économiques — à prendre des positions politiques étrangères à leurs préoccupations.

En définitive, s'appuyant sur plusieurs exemples (dont l'usine de Lacq), Mallet estime que la « nouvelle classe ouvrière » conserve un haut niveau d'affirmation syndicale et de conscience revendicative. Il pense aussi que les conceptions traditionnelles de la lutte des classes ne sont plus adaptées à sa mentalité. Le mouvement syndical doit réviser sa tactique sous peine de n'être plus suivi que par la fraction la plus arriérée de la classe ouvrière : le point essentiel étant désormais celui de l'utilisation par les syndicats des quelques éléments de contrôle qu'ils ont acquis sur la gestion et, plus encore, des moyens de pression que leur valent les rapports de production eux-mêmes.

L'intérêt des études de S. Mallet tient certainement à la netteté et à l'originalité des conclusions proposées. Mais ne s'agit-il pas de généralisations hâtives reposant sur quelques exemples, somme toute, particuliers ? Étudiant l'automatisation à la Régie Renault ¹⁵⁴, Jean Laplace estime que « le travailleur individuel, isolé à son poste, a l'impression de jouer un rôle de moins en moins important dans la production, de n'être presque rien ». « Mais, ajoute-t-il, plus le travail devient collectif, plus les ouvriers peuvent prendre conscience que ce qui crée la richesse, ce n'est pas le capital, mais leur travail collectif ». Il s'oppose à la thèse d'Alain Touraine pour lequel la situation entraînerait une sorte de « recomposition du travail », celui-ci se définissant surtout par le milieu humain où l'ouvrier se trouve et non plus par l'action humaine sur la matière ¹⁵⁵. Selon Laplace, chez Renault comme ailleurs, le climat social de collaboration n'est en fait que la soumission des ouvriers mis en condition par le patronat, public ou privé, à l'aide des « relations humaines ».

¹⁵⁴ « Évolution technique et travail ouvrier à la Régie Renault », *Économie et Politique*, décembre 1958, pp. 7-24.

¹⁵⁵ Voir son important ouvrage *L'évolution du travail ouvrier aux Usines Renault*, Paris, 1955.

Les sociologues industriels témoignent, en général, d'une grande prudence qu'ils justifient par l'insuffisance des recherches accomplies jusqu'à présent ¹⁵⁶. S'agissant par exemple, des effets de l'automatisation, certaines enquêtes établissent qu'il en résulte chez le travailleur le sentiment d'une « qualification » supérieure, mais ce sentiment — dont tous les commentateurs n'admettent pas la réalité — est peut-être dû à des facteurs extrinsèques à la qualification même (ainsi, modernisme de l'installation). Mentionnons ici le contraste établi par certains entre la mécanisation qui aurait effectivement entraîné la « déqualification » (notamment du fait de la parcellisation extrême du travail) et l'automation susceptible d'exiger une élévation de la compétence (les tâches de surveillance et de contrôle nécessitant des connaissances nouvelles).

La même incertitude s'affirme pour l'appréciation de l'influence exercée sur le moral par les techniques modernes de rémunération. Un point cependant semble, faire l'objet d'un accord général : la faiblesse des résultats obtenus par les techniques de la « démocratie industrielle » (conseils d'usine, comités d'entreprise, *joint committees*). La mise en œuvre de ces procédés ne modifie guère les attitudes de l'ensemble du personnel (les participants directs au système étant davantage impressionnés, mais pas toujours dans le sens souhaité).

Jusqu'à présent, on s'est limité à citer le cas des travailleurs appartenant aux grandes entreprises à la pointe du progrès technique. L'évolution n'agit-elle pas également — au besoin de façon indirecte — sur l'ensemble des travailleurs ?

c) Changements dans les structures et les mentalités de la classe ouvrière.

Ils seraient le résultat conjugué de plusieurs facteurs — diffusion du bien-être (société « opulente »), transformation dans l'esprit et les méthodes de la direction patronale, modifications physiques dans l'accomplissement des tâches... La conséquence immédiate de ces changements n'est-elle pas de vider de tout contenu concret l'expression « classe ouvrière » ?

Le fait qu'une partie des ouvriers ait voté « oui » au referendum constitutionnel de septembre 1958 et l'importance du recul communiste aux élections suivantes (novembre) ont suscité en France un très vif intérêt pour le problème. Il en est résulté une littérature volumineuse, souvent hâtive ¹⁵⁷. Ces travaux, pour la plupart

¹⁵⁶ Pour l'étude de tous ces problèmes, le meilleur guide disponible en langue française est la cinquième section : « Problèmes de sociologie industrielle, du Traité de sociologie de GURVITCH, déjà cité, tome I, pp. 439-511. Voir aussi, de Pierre NAVILLE, « Vues préliminaires sur les conséquences du développement de l'automatisation pour la main-d'œuvre industrielle », Cahiers d'Étude de l'Automatisation, 11, mai 1958, pp. 3-25

¹⁵⁷ Dont voici une petite liste simplement indicative : « Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? », Arguments, janvier-février-mars 1959, pp. 2-33 ; « Sociologie des milieux ouvriers », Revue de l'Action Populaire, janvier 1959, pp. 19-64 ; « La classe ouvrière », Les Cahiers de la République, septembre-octobre 1959 ; TOURAINE (Alain) et MALLET (Serge), « Où va la classe ouvrière ? », Christianisme Social, mars-avril 1959, pp. 175-200. Pour une vue plus ancienne, se reporter au numéro spécial d'Esprit, « Condition prolétarienne et lutte

fondés sur des études sociologiques antérieures, ont en commun d'admettre la survenance de grands changements dans les couches salariées : loin d'être un accident historique, les attitudes ouvrières en 1958 auraient correspondu à un mouvement profond dont, pour les plus hardis des auteurs, le point d'aboutissement ne saurait être que la dévalorisation des classes sociales elles-mêmes (la société post-capitaliste ayant, en définitive, pour résultat de rendre complètement périmées les analyses marxistes).

Les auteurs de ces études de tons très divers sont loin de tirer des conclusions identiques du mouvement considéré. Probablement accepteraient-ils pour la plupart l'affirmation de Michel Crozier : « L'ère du prolétariat s'achève »¹⁵⁸. En ce milieu du XX^e siècle, une certaine situation des travailleurs — celle que Marx avait sous les yeux — a disparu ou, du moins, ne caractérise plus que des fractions « marginales » (travailleurs algériens, par exemple). En bref, l'évolution économique et l'arrivée de la consommation de masse ont transformé le prolétariat en l'intégrant davantage dans la société. Les facteurs ayant provoqué cette modification de la position collective de la classe ouvrière dans la nation sont bien connus (élévation du niveau de vie, certes, mais plus encore acquisition de garanties contre l'insécurité sous ses multiples formes, abaissement des barrières sociales, notamment par la diffusion de l'enseignement ...). Par contre on n'a pas prêté suffisamment d'attention aux changements qui en ont résulté dans la conscience des travailleurs : d'où une impuissance à promouvoir les modes d'action qui permettraient à la classe ouvrière de tenir une place en harmonie avec son importance dans la nation.

Mais, justement, quelles sont aujourd'hui les dimensions de cette catégorie ? Sur ce point, la confusion est grande en raison de la variété des critères adoptés pour l'étude de la stratification sociale. Selon les uns, la classe ouvrière se limite à la catégorie des travailleurs manuels de l'industrie des transports et de l'agriculture. D'autres l'étendent à l'ensemble des salariés, employés et cadres compris. Cette conception large place dans la même rubrique des éléments que tend à séparer le mode de travail et, souvent aussi, le genre de vie. On lui reproche de confondre avec les travailleurs manuels, des gens dont la préoccupation principale est d'échapper à la condition « ouvrière ». D'où l'idée — qui n'est pas une pure jonglerie verbale — de maintenir une catégorie unique pour tous les salariés, mais en la baptisant « classe salariale » et non plus « classe ouvrière ». Cependant, l'expression « classe salariale » ne désarmera pas ceux qui font entrer une part des salariés — spécialement les cadres — dans la mouvance des classes moyennes

ouvrière », juillet-août 1951, pp. 1-217. Consulter également, pour une analyse d'ambition plus large, les articles publiés dans le n° 2 de 1960 des Archives Européennes de Sociologie sous le titre significatif : « À la recherche des classes perdues ». En particulier l'étude de Michel CROZIER, « Classe sans conscience ou préfiguration de la société sans classe » qui s'attache aux groupes intermédiaires comme celui des employés et des petits fonctionnaires.

¹⁵⁸ In : Arguments, op. cit., p. 31.

(groupant *Les hommes des temps qui viennent*, selon le titre d'un récent ouvrage)¹⁵⁹.

Face à ces discussions, les marxistes maintiennent que la classe ouvrière se compose des hommes qui, dépourvus de toute propriété sur les moyens de production, sont contraints de vendre leur force de travail, physique ou intellectuelle, à l'employeur capitaliste. De ce point de vue, les techniciens et les ingénieurs employés directement dans la production, appartiennent à la classe ouvrière et non aux prétendues « classes moyennes » ou « tertiaires »¹⁶⁰. Cette position extensive tend à combattre les déclarations qui, assimilant la classe ouvrière aux seuls travailleurs manuels, concluent à son rétrécissement numérique et souvent aussi à la baisse de sa qualification (*supra*). Elle est peut-être fondée en doctrine, mais se heurte à un fait que l'analyse politique ne saurait ignorer. Même s'il était prouvé, comme l'affirment les marxistes, que les intérêts fondamentaux de la majorité des secteurs moyens coïncident avec ceux de la classe ouvrière, il resterait que les membres de ces couches choisissent en grand nombre un comportement différent de celui des travailleurs manuels et parfois en complète opposition avec lui (que cette distorsion résulte de facteurs objectifs ignorés ou sous-estimés par les marxistes, ou encore qu'elle soit le produit d'une savante manipulation des esprits opérée à leur profit par les classes dirigeantes).

Le problème essentiel impliqué dans la polémique dont nous rappelons les grandes lignes, est celui de la persistance d'une conscience de classe, spécialement chez les ouvriers manuels, et de son orientation par rapport à l'idéologie réformiste. Nous touchons au centre du débat. Sous l'effet du progrès technique et de ses conséquences économiques, comme aussi d'un effort de conditionnement des agents (« relations humaines »), la classe ouvrière, dont l'importance numérique relative diminue si l'on adopte une conception restreinte de ce groupe¹⁶¹, va-t-elle perdre sa combattivité et s'aligner peu à peu sur les couches

¹⁵⁹ BLETON (Pierre), *Les hommes des temps qui viennent. Essai sur les classes moyennes*, Paris, 1956. Pour une autre perspective consulter ACQUAVIVA (Sabino S.), *Automazione e nuova classe*, Bologne, 1958 [naissance, du fait de l'automatisation, d'une nouvelle classe de spécialistes appelés à jouer un rôle dominant dans la vie sociale].

¹⁶⁰ Selon l'observation d'André BARJONET in : « Réalité de la classe ouvrière », *Nouvelle Critique*, novembre 1959, pp. 24-39. Voir aussi l'étude de Fernand NICOLON, « Situation des couches moyennes en France », *Nouvelle Revue Internationale*, avril 1959, pp. 107-127 : pour lui, « la conception d'"une" classe moyenne est scientifiquement fautive et politiquement dangereuse » (empêchant en particulier la petite bourgeoisie d'avoir une politique qui soit vraiment la sienne).

¹⁶¹ Rétrécissement d'ailleurs contesté par les marxistes : selon BARJONET, *op. cit.*, p. 32, la prétendue loi de décroissance du secteur secondaire s'écroulerait dès que l'on se livre à un examen *interne* du secteur industriel. Il semble toutefois qu'on s'approche de la vérité en soulignant le déclin relatif (compatible avec une augmentation des effectifs) des travailleurs manuels dans la masse des salariés. Selon le Commissariat au Plan, la réalisation du prochain plan exigerait l'embauche de 470 000 personnes supplémentaires dans l'industrie, mais de 820 000 dans le tertiaire. L'avis de Jacques LECAILLON est sans équivoque : il y a pour lui dissociation entre le monde ouvrier et celui des salariés, la classe ouvrière au sens strict

moyennes ? Une telle évolution — compatible avec le maintien apparent des anciennes étiquettes politiques que l'apathie viderait de leur contenu — apporterait un fondement solide à la thèse du déclin des idéologies. Ou, au contraire, cette classe demeure-t-elle capable d'un dynamisme révolutionnaire qui lui rallierait progressivement une large partie des couches moyennes (au moins de celles dites nouvelles : cadres, fonctionnaires, intellectuels) ?

Certains estimeront que cette manière d'attaquer le problème repose sur un schéma dépassé par l'évolution. Il existe, en effet, des auteurs pour lesquels le principe même de la division de la société en classes doit faire l'objet d'une révision radicale. Ainsi Pierre Fougeyrollas, qui répartit la France en trois secteurs ayant chacun leurs couches sociales correspondantes (« précapitaliste et archaïque » ; « capitaliste et passablement hétérogène » ; « post-capitaliste au sein duquel la technocratisation et l'automatisation jouent à plein ») ; la seule chance de la gauche consistant à développer le troisième au maxima et à liquider « le plus sagement possible » le premier ¹⁶².

Ce même phénomène est évoqué, mais avec beaucoup plus de modération et de finesse, par Pierre Bigo qui signale l'apparition par-delà les divisions habituelles en classes, de réalités sociales nouvelles dont l'influence est capitale pour expliquer le comportement des individus. Il lui semble que « dans le flux des hommes qui se rendent chaque matin à leur travail et le soir à leurs loisirs... il devient de plus en plus artificiel de jeter des frontières ». La classe ouvrière a certes constitué une réalité sociologique, mais elle ressent aujourd'hui « une évolution interne et externe qui la désagrège et la fusionne ». P. Bigo craint qu'il n'en résulte une détérioration de l'existence des travailleurs et redoute même que l'exposé des différenciations internes de la classe ouvrière n'aboutisse à rompre sa solidarité et à affaiblir son action ¹⁶³.

Selon S. Mallet, l'évolution présente du mouvement ouvrier comporte un risque sérieux de « parcellisation » des actions revendicatives et un danger de collaboration de classe : le syndicalisme ne retrouvera son sens que par la réclamation d'un contrôle général, aussi bien technique qu'économique, des moyens de production et de la vie des affaires. Cette unification de l'agitation politique et économique — sur la base de l'acquisition de positions de force dans des organismes qui sont la clef de voûte de l'État capitaliste — paraît à Mallet le seul moyen d'arrêter la désaffection à l'égard des partis ouvriers traditionnels ¹⁶⁴. Liant également la paralysie politique de la classe ouvrière au rôle dominant du parti communiste, A. Touraine continue à distinguer les deux plans.

devenant dans la nation « un groupe de plus en plus minoritaire » (in : *Témoignage Chrétien*, 1^{er} mai 1959).

¹⁶² In : *Cahiers de la République*, septembre-octobre 1959, pp. 91-98.

¹⁶³ In : *Revue de l'Action Populaire*, janvier 1959, pp. 62-63.

¹⁶⁴ In : *Christianisme Social*, mars-avril 1959, p. 199.

D'après lui, le syndicalisme ouvrier a cessé de constituer un mouvement social animé par l'image d'une société sans classes pour devenir un élément de pression, de contrôle ou de résistance. Mais il ne parviendra à étendre son action dans l'entreprise qu'en se manifestant aussi et avec force sur le plan politique, ce qui exige un regroupement préalable avec d'autres catégories sociales (salariés non ouvriers et éléments de classe moyennes non salariées). Pour cela, il faut que le mouvement syndical se place dans une perspective de développement économique et cesse d'être en retard sur le grand capitalisme plus progressif que le petit ¹⁶⁵.

Mais dans quelle mesure ces spéculations cadrent-elles avec les aspirations actuelles de leurs destinataires éventuels ? À vrai dire, nul ne semble très bien fixé sur ce point capital. La controverse relative à l'« américanisation » de la classe ouvrière se caractérise, elle aussi, sur bien des problèmes, par un décalage entre l'ampleur des vues exprimées et la faiblesse des justifications proprement sociologiques. On a beaucoup parlé des ouvriers, spécialement des « manuels », les a-t-on suffisamment écoutés ? Certes, des enquêtes ont été faites ¹⁶⁶ et des témoignages publiés ¹⁶⁷, mais chez beaucoup d'auteurs, la spéculation intellectuelle a pris le pas sur l'analyse positive (l'inexistence d'une sociologie historique affectant de précarité tous les essais de comparaison temporelle).

La clarification du thème évoqué dans cet ouvrage exigerait des réponses sans équivoque aux deux questions suivantes. Premier point : existe-t-il toujours un particularisme ouvrier (spécialement dans l'ordre du travail manuel), ou les changements constatés dans la société industrielle depuis quelques décennies ont-ils eu pour résultat de provoquer ou de préparer son assimilation aux autres couches sociales ? Second problème : la classe ouvrière conçoit-elle ou non une solution au problème de son existence ? Malheureusement, les longs débats de ces dernières années ne permettent pas de trancher sur la base d'observations positives. Les rares éléments disponibles d'information directe n'appuient guère, il est vrai, les suppositions optimistes des penseurs en chambre : très souvent encore l'ouvrier se sent frappé de ségrégation. D'où le sentiment de « mélancolie ouvrière » constaté par plusieurs enquêteurs. D'où aussi le maintien d'un particularisme tenant à l'élément « subordination » qui, en moyenne, caractérise la situation du

¹⁶⁵ In : même revue qu'à la note précédente, p. 191.

¹⁶⁶ Voir entre quelques autres travaux (pas toujours disponibles en librairie), ANDRIEUX (Andrée), LIGNON (Jean), *L'ouvrier d'aujourd'hui*. Sur les changements dans la condition et la conscience ouvrières, Paris, 1960. L'ouvrage qui repose sur une enquête directe en milieu ouvrier, reste fort intéressant et utile. Malheureusement, l'étroitesse de l'échantillon affaiblit la portée de la classification proposée (l'« ouvrier » évasionniste, le résigné et le militant). On trouvera de nombreux éléments d'information et de réflexion in : GIROD (R.), *Études sociologiques* sur les couches salariées. Ouvriers et employés, Paris, 1961.

¹⁶⁷ Voir, par exemple, MOTHE (Daniel), *Journal d'un ouvrier (1956-1958)*, Paris, 1959. Du même auteur « Les ouvriers et la culture », *Socialisme ou Barbarie*, avril-mai 1960, pp. 1-44. Nous recommandons également la lecture des ouvrages de Jacques LOEW, de l'ordre des Dominicains : *En mission prolétarienne*, Paris, 1946 (republié en 1961 comme « livre de poche ») et *Journal d'une Mission ouvrière*, Paris, 1959. On trouvera quelques remarques intéressantes dans le dernier ouvrage de Michèle AUMONT, *En usine. Pourquoi ?* Paris, 1958.

travail. Tout porte à croire, d'ailleurs, que la multiplication et le perfectionnement des enquêtes sociologiques aboutiraient à des éléments de réponse assez divers. Seule l'argumentation doctrinale peut ignorer le relativisme ou le pluralisme qui marque presque nécessairement une collectivité en voie de transformation.

Cette insuffisance dans nos connaissances est une bonne incitation à analyser d'autres positions qui contestent l'originalité du « néo-capitalisme » ou lui attribuent des traits beaucoup moins progressistes.

2. LE NÉO-CAPITALISME, MYSTIFICATION OU RÉALITÉ ?

[Retour à la table des matières](#)

Chemin faisant, on a exposé de multiples réserves sur les thèses, souvent confuses et parfois contradictoires, qui affirment l'avènement d'un néo-capitalisme ou, du moins, concourent à sa définition. Ce régime serait fondamentalement différent du vieux capitalisme et, comme tel, susceptible d'expliquer la dévalorisation des conflits idéologiques. Il s'agit désormais d'exposer les attaques de front qui contestent les principes mêmes de cette analyse selon laquelle, en somme, la non croissance du prolétariat industriel (jointe à sa non paupérisation), freineraient et peut-être, annuleraient, de façon durable, l'élan révolutionnaire des ouvriers. Nous les grouperons en deux séries d'ailleurs généralement complémentaires : refus d'admettre l'existence de changements substantiels dans les méthodes du capitalisme (permanence de l'exploitation) ; rejet des observations sur les transformations de la classe ouvrière (lenteur de l'intégration). Quels sont les fondements de cette argumentation ?

a) Permanence de l'exploitation

L'existence d'une nouvelle couche de patrons, capables et désireux d'en finir avec les antagonismes du passé, constitue aujourd'hui un thème très répandu en plusieurs milieux. C'est l'un des arguments favorisés des « relations publiques » — cette nouvelle branche de la réclame que les affaires utilisent pour améliorer l'image que se fait d'elles l'homme de la rue ¹⁶⁸. Pourtant, beaucoup contestent que l'argumentation soit très solide : ils se déclarent convaincus que l'on exagère jusqu'à la falsification, les changements réalisés et que l'on en travestit le sens. Le « néo-capitalisme » resterait une société fortement inégalitaire, même si la composition des bénéficiaires a subi des changements. À moins de tourner le mot en dérision, il ne serait pas vrai de dire que cette société évolue spontanément vers le socialisme.

¹⁶⁸ Pour une magistrale utilisation de cette technique, voir un supplément (sur 24 pages) au Times du 30 mai 1961, « The survey of Imperial Chemical Industries ».

L'observation vaut particulièrement pour la méthode des consultations paritaires dont on a déjà signalé la faible portée. Ce système laisse en général intacte la faculté de décision des patrons ou de leurs représentants qui sont au surplus les seuls à disposer de l'information nécessaire, notamment dans l'ordre commercial et financier. L'activité de tels organismes peut avoir des conséquences heureuses pour la solution de certains problèmes sociaux : elle n'entraîne pas une authentique participation au pouvoir économique. En d'autres termes on ne saurait assimiler ces maigres prérogatives de discussion ni la réalisation d'une pression sur les salaires à l'exercice d'un « pouvoir compensateur ».

Selon ce courant, l'un des points les plus importants serait l'ampleur des prérogatives et des avantages matériels dont jouissent les *managers* des grandes entreprises qui sont à la fois l'aile marchante et la clé de voûte de notre économie. Nous devons partir ici des thèses de Burnham. Certes, celui-ci a commis des erreurs fondamentales et une large partie de ses déductions est inacceptable ; en particulier, il a eu tort de postuler l'unicité de la classe dirigeante et, plus encore, de subordonner la politique à la gestion des moyens de production. Ni dans les sociétés collectivistes, ni dans les sociétés capitalistes, la domination du secteur industriel ne suffit pour procurer le commandement du pays. La description des rapports entre le politique et l'économique est irréductible à une schématisation unilatérale ¹⁶⁹. Mais, sur le caractère élitaire de la gestion industrielle, on ne saurait sérieusement le réfuter ; en dépit de belles paroles, la direction des usines reste aux mains d'une oligarchie qui détient l'essentiel de la puissance économique. Quels en sont les membres ?

Selon une vue volontiers admise, il s'agirait d'une nouvelle couche dirigeante : celle des *managers* ou « organisateurs », ou encore, comme disent certains, des techno-bureaucrates. Il existe des points communs entre cette thèse et les arguments en faveur d'un nouveau capitalisme : dispersion des grandes fortunes qui réduit les possibilités du contrôle familial ; déclin et effacement à long terme de la couche des actionnaires, dont la part dans le revenu de l'entreprise (du moins sous forme de paiement en espèces) irait décroissant. Mais la conclusion tirée de ces phénomènes est bien différente selon les cas : pour les uns, tendance à la démocratisation ; pour les autres, transfert des pouvoirs et privilèges à une nouvelle couche de bénéficiaires. Quelle est, en tout cas, la portée exacte de cette nouveauté ?

Pour certains auteurs, cette classe prétendument nouvelle, serait l'ancienne classe dirigeante dans un rôle différent. En d'autres termes, la couche possédante n'aurait rien abdiqué de sa puissance. Ce point de vue a été soutenu pour les États-Unis par C. Wright Mills qui a présenté une minutieuse analyse statistique des « richissimes » (ceux qui possèdent plus de 30 millions de dollars) ¹⁷⁰. Sur la base d'un volumineux dépouillement, Mills déclare que le capitalisme est toujours une

¹⁶⁹ Nous nous sommes expliqué sur ce point in : *Technocratie et politique*, *op. cit.*, pp. 56-63.

¹⁷⁰ Dans son ouvrage *The Power Elite*, New York, 1956. Se reporter également à LERNER, *op. cit.*, chapitre V.

machine efficace pour la création et la perpétuation des fortunes (grâce, en particulier, à de nombreuses échappatoires fiscales). Il affirme également que, loin d'être un ensemble d'Américains d'origine diverse les *managers* constituent un type social uniforme ayant disposé, au départ, d'atouts exceptionnels de naissance et d'éducation (deux et demi pour cent seulement de hauts dirigeants d'affaires étant issus des milieux ouvriers). Cette conception est également défendue par les marxistes qui soulignent l'ampleur des sommes versées aux anciens actionnaires des groupes nationalisés, l'élévation globale des dividendes versés, la dimension considérable des plus-values boursières ; pourtant, si l'on tient compte de la dégradation monétaire, il est douteux que l'actionnaire moyen soit, comme tel, bénéficiaire du mouvement.

Les observations de Mills ont le mérite d'appeler l'attention sur les obstacles à la mobilité sociale qui continuent de se manifester dans les sociétés avancées ¹⁷¹. Quoique la question ne se pose pas en termes identiques dans tous les pays, il est difficile d'admettre que le recrutement de la nouvelle classe dirigeante se caractérise par une exceptionnelle « ouverture ». Il est affecté d'éléments oligarchiques qui donnent aux membres des couches possédantes des chances exceptionnelles pour le recrutement et l'avancement (*social exclusiveness*). Il suffira d'évoquer à cet égard le rôle des *public schools* britanniques qui, avant comme après le passage des travaillistes au pouvoir, demeurent la pépinière des hauts dirigeants publics et d'une partie des *managers* privés du pays. Ces écoles rassemblent environ 50 000 élèves (donc 6 % du groupe d'âge) — sans constituer nécessairement le facteur essentiel de la stratification sociale, elles jouent un rôle important dans le recrutement des élites dirigeantes (Église, Parlement, *Civil Service*, etc.). Les *public schools* vis-à-vis desquelles le Labour a jusqu'à présent montré beaucoup de timidité seraient actuellement en train, avec le concours financier des grandes entreprises, de refaçonner leur programme en fonction des besoins d'une société technicienne (notamment développement des sections scientifiques). Entretenant des liens très étroits avec l'industrie, ces écoles — où les frais de scolarisation sont lourds — bénéficieraient d'un traitement préférentiel pour le placement de leurs élèves. Le recrutement dans l'industrie s'effectuant par cooptation discrète plutôt que par sélection ouverte, le népotisme peut en effet y tenir une place (en particulier sur la base d'une communauté d'éducation) ¹⁷². Mais peut-être ces vues sont-elles trop systématiques. Dans d'autres pays, comme la

¹⁷¹ Sur la notion même de mobilité sociale on aura intérêt à lire LIPSET (Seymour M.), BENDIX (Reinhard), *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley-Los Angeles, 1959. Ce livre remet en cause plusieurs notions acquises : en particulier, l'idée que les individus cherchent à s'élever alors qu'en fait tous n'utilisent pas les occasions offertes ; l'idée que la mobilité conduirait à l'« harmonie » et à l'« intégration » sociales alors que, forme du changement social, elle serait créatrice de tensions autant que solution de problèmes.

¹⁷² Il semble cependant que l'expansion des écoles officielles, jointe à l'augmentation des besoins de techniciens diminue l'importance relative des *public schools* dans la formation des cadres du pays. Pour les prolongements au plan universitaire, voir FURNEAUX (W. D.), *The Chosen Few. An examination of some aspects of university selection in Britain*, Oxford, 1961. Renvoi également au très suggestif ouvrage de T. H. PEAR, *English Social Differences*, Londres, 1955.

France, le système d'enseignement est d'apparence plus démocratique, mais on sait que, pratiquement, les enfants d'une large partie de la population n'accèdent pas à l'Université (qui ouvre l'essentiel des carrières de responsabilité).

Un trait caractérise le comportement des managers placés à la tête des grandes affaires : leur aptitude à s'assurer un accès privilégié aux biens de consommation. Les membres de cette couche s'attribuent des traitements importants (qu'ils ont le privilège de fixer eux-mêmes), mais la fiscalité directe enlève une partie de son intérêt à l'opération. D'où la mise en œuvre d'une technique nouvelle : celle du financement des privilèges par l'entreprise. Cette méthode comporte l'octroi aux cadres supérieurs de faveurs et aides multiples à l'abri des atteintes de l'impôt (frais de représentation, voitures, prêt sans intérêt ...). Pour l'Angleterre, on a calculé qu'un quart des frais de voyage, un tiers des nouvelles voitures (et une partie des boissons) sont réglés sur des caisses d'entreprises : ainsi s'explique qu'en dépit des taux de prélèvement fiscal, les restaurants de luxe soient toujours pleins, les rues sillonnées de puissantes voitures avec des chauffeurs en livrée, etc.¹⁷³. Au niveau des directeurs du plus haut rang, une confusion s'institue entre la vie de l'individu et celle de l'entreprise (la seconde étant propriétaire et mettant à la disposition du premier maison de campagne ou appartement en ville sans parler, bien entendu, du personnel de service correspondant). Il arrive que ces facilités aillent jusqu'à l'utilisation d'un yacht, d'un club à la campagne, voire d'un avion. Actuellement, l'aide s'étend à l'éducation des enfants (l'entreprise octroyant des bourses ou couvrant les frais d'inscription dans les écoles privées). Au total, les dirigeants qui ne possèdent à titre personnel qu'une partie souvent infime de la richesse de l'entreprise se trouvent en mesure de tirer d'appréciables privilèges des biens dont ils sont chargés d'assurer la gestion.

Ces pratiques représentent dans plusieurs cas une fraude fiscale pure et simple, mais qu'il reste délicat sinon de déceler, du moins de sanctionner. Il y a aussi de nombreux exemples de « fraudes légales » ou échappatoires tolérées. Leur ampleur varie selon les pays, sans doute en fonction de l'agressivité de la fiscalité officielle¹⁷⁴. Mais le phénomène n'est jamais absent des sociétés capitalistes et, en dépit de quelques tentatives pour le contrôle des « frais professionnels »¹⁷⁵, il semble y prospérer. Il est un facteur certain de perpétuation des inégalités.

Un autre trait caractérise le comportement des managers : le souci de renforcer le régime dont ils tirent des avantages substantiels. De ce point de vue, ils ont compris que la meilleure sauvegarde résidait dans l'« acceptation » et la

¹⁷³ Selon Peter SHORE, dans un intéressant article (dont nous utilisons largement les données dans cet alinéa), « Réflexions sur l'expérience travailliste » *Temps Modernes*, mai-juin 1959, pp. 1789-1821.

¹⁷⁴ Voir dans *U.S. News and World Report*, 15 mai 1961, pp. 65-67, un aperçu des méthodes que les *highest-paid executives* (dont les traitements sont indiqués) mettent en œuvre pour limiter le prélèvement fiscal.

¹⁷⁵ L'administration Kennedy paraît désireuse d'engager une telle bataille *U.S. News and World Report*, même numéro, pp. 114-119).

« participation » du personnel. Dès lors, la nouvelle classe dirigeante a accepté le syndicalisme comme un fait inévitable et, d'ailleurs, non sans utilité pour la direction. Les présentations de type « relations publiques » insistent volontiers sur l'atmosphère de respect mutuel qui caractériserait désormais les rapports entre patrons et organisations syndicales. Ce n'est pas foncièrement inexact sous la réserve que les techno-bureaucrates marquent une nette préférence pour une activité syndicale se limitant aux seuls problèmes de l'entreprise (ce qui n'est d'ailleurs pas la même chose que les tentatives de domestication de la main-d'œuvre par la création d'un « syndicat-maison »). Autre nuance à apporter à cette affirmation de respect mutuel dans les pays à pluralisme syndical, les managers ont propension à ne pas considérer tous les syndicats comme des interlocuteurs également valables et à jouir des facilités que leur vaut la division des travailleurs (à laquelle ils ne sont certes pas totalement étrangers).

En somme, le jeu serait dans l'ensemble plus subtil que par le passé. Il s'agit davantage de « mettre en condition » par des techniques sauvegardant les apparences de la liberté humaine que de se livrer à des attaques de front. D'où l'emploi de multiples procédés dont nous avons rappelé l'essentiel dans la précédente section : renouveau des efforts pour associer les travailleurs de l'industrie (et plus généralement le public) au capital des entreprises ; attribution au personnel, du moins dans les grandes affaires, de larges avantages sociaux financés par le consommateur (et le cas échéant par une diminution des contributions fiscales) ; utilisation des techniques des « relations humaines » et essai d'endoctrinement général au moyen des « relations publiques » (ainsi, encouragement financier aux « suggestions » ; publication d'un journal d'entreprise, etc.). Mais, selon ces critiques, il s'agit là seulement d'un « néo-paternalisme » d'une efficacité diverse ne faisant aucune place à l'instauration de la démocratie dans l'entreprise (à la réserve toutefois de modestes consultations paritaires qui, en général, ne compromettent pas la liberté de manœuvre des dirigeants).

Ceux-ci, qui témoignent souvent d'un grand dynamisme sur le plan économique, sont en relations étroites avec l'appareil de gouvernement, spécialement la haute bureaucratie. Il en résulte une continuelle pression sur la machine étatique et la politique du pays. L'influence des managers sur le pouvoir est indiscutable, la présence de technocrates de formation analogue aux leviers de commande publics étant susceptible d'en favoriser l'exercice¹⁷⁶. Mais on aurait tort d'attribuer à cette pression un caractère irrésistible. Quand elle existe, la démocratie politique — celle qui, en principe, repose sur le citoyen — a plus de consistance que ses détracteurs d'inspiration diverse, ne veulent le reconnaître. Sans revenir ici sur les conclusions d'une précédente étude¹⁷⁷, nous dirons que

¹⁷⁶ Nous avons présenté quelques observations sur ce point in : « Qu'est-ce que la technocratie ? » *Revue Économique*, juillet 1960, pp. 497-526.

¹⁷⁷ « Pouvoir politique et pouvoir économique », *Revue Économique*, septembre 1958, pp. 925-957.

dans certaines limites, la puissance publique témoigne d'une conduite autonome par rapport aux volontés des affaires. Le seul point en discussion est de savoir si les dirigeants industriels nouveau style sont plus ou moins aptes que les anciens à inspirer les décisions du Pouvoir.

Au total, l'avènement des managers (que l'on présente parfois comme une technocratie professionnelle liée à la classe des possédants traditionnels), n'a nullement provoqué une révolution socialiste et ne paraît pas susceptible d'en favoriser la survenance. Une preuve en est donnée par le comportement des dirigeants du secteur nationalisé qui — avec des difficultés dues aux efforts du contrôle public — tend à se rapprocher de celui des hauts dirigeants privés. On retombe ainsi sur l'idée que la suppression de la propriété ne suffit pas à empêcher la constitution d'une « élite au pouvoir » ; des phénomènes de l'ordre technobureaucratique ne s'observent-ils pas aussi dans les sociétés collectivistes ?

b) Lenteur de l'intégration

En raison de la fluidité du phénomène, il ne sera pas aussi facile de présenter des conclusions nettes. Cependant les thèses des sociologues industriels ont fait également l'objet de nombreuses critiques.

Probablement le point le plus important de notre essai est-il celui du niveau de la combattivité ouvrière — surtout au niveau des travailleurs manuels. À considérer le vaste mouvement gréviste qui subsiste partout dans le monde, on serait tenté de qualifier d'exagérées ou d'erronées les thèses insistant sur son déclin. Ces actions concernent généralement, selon le modèle habituel, une entreprise ou une branche d'activité : mais il arrive parfois qu'à la faveur de circonstances particulières, la mobilisation ouvrière revête une ampleur et une intensité qui lui confèrent un caractère franchement explosif. Or, il en est ainsi jusque dans les pays les plus industrialisés (Belgique : grève du Borinage en février 1959 et, surtout, vague généralisée de grèves durant les mois de décembre 1960-janvier 1961)¹⁷⁸. En certaines occasions, il arrive qu'un mouvement limité à un secteur de l'économie secoue et marque l'opinion nationale (ainsi au Canada, en 1949, la grève des ouvriers de l'industrie de l'amiante à Asbestos)¹⁷⁹. Encore que de portée plus limitée, le mouvement déclenché par le brutal licenciement chez la Société Fives-Lille-Cail de 890 travailleurs (janvier-février 1959) suscita une violente émotion et provoqua l'intervention de hautes personnalités ecclésiastiques¹⁸⁰.

Il serait très facile de multiplier les exemples de telles actions. Plusieurs sociologues industriels, on l'a vu, ne contestent pas cette combattivité mais

¹⁷⁸ Mouvement sur lequel on trouvera d'intéressantes prises de position in : *Socialisme ou Barbarie*, avril-juin 1961, pp. 1-61.

¹⁷⁹ Voir *La grève de l'amiante*, en collaboration sous la direction de Pierre Elliott TRUDEAU, Montréal, 1956.

¹⁸⁰ Conflit sur la signification socio-économique duquel on pourra lire une étude de Serge MALLET dans *La Nef* (avril 1959, pp. 37-46, et mai 1959, pp. 37-43).

redoutent que l'action revendicative soit frappée de pulvérisation en se bornant à des revendications économiques immédiates dans le cadre d'une firme ou d'une branche : point de vue que semble confirmer A. Barjonet en écrivant que cette combattivité — dont il serait selon lui, absurde et dangereux de nier ou de sous-estimer la valeur — « s'exprime de plus en plus difficilement dans des actions de masse du genre de celles connues dans le passé »¹⁸¹. Cependant, si l'on s'en tient à 1960 on a pu observer à travers le monde d'imposantes démonstrations nettement politiques (grève générale du 1^{er} février en France dirigée avec, toutefois, l'appui du gouvernement, contre l'émeute algérienne des barricades ; grève générale du 8 juillet en Italie qui, venant après les manifestations de Gênes, Rome, Reggio Emilia, etc., joua un rôle dans la chute du gouvernement de M. Tambroni ; action organisée au Japon par le Conseil national de lutte contre le traité de sécurité nippo-américain avec le concours de plus de 140 organisations ; prises de position de plusieurs des grands syndicats travaillistes en faveur de la renonciation unilatérale à l'armement nucléaire, etc.). Le moins qu'on puisse dire est que le « néo-capitalisme », accompagné de l'« opulence », ne provoque pas la suppression des conflits (sidérurgie américaine)¹⁸². Il est vrai qu'aux États-Unis, la grève porte généralement sur des revendications matérielles et n'affecte, en rien, le principe même de la faculté de gestion des managers.

Les essais d'analyse scientifique des grèves restent dans l'ensemble peu nombreux — les statistiques officielles des conflits du travail prêtant souvent le flanc à la critique et restant difficilement comparables d'un pays à l'autre. Les rares analyses disponibles établissent que leur fréquence varie selon les époques sans que l'on puisse dégager une tendance à long terme significative : selon certains, toutefois, leur durée moyenne aurait propension à diminuer. De même, on n'a jamais pu établir de relations sûres entre le taux de syndicalisation et l'ampleur du phénomène gréviste. Beaucoup de statisticiens pensent en tout cas que comparativement aux autres sources de « gâchis » industriel (en particulier absentéisme) l'incidence des grèves sur la vie économique totale du pays serait minimale¹⁸³, d'assez lourdes pertes financières pouvant toutefois résulter pour des branches particulières (ainsi, grandes compagnies de navigation aérienne).

¹⁸¹ In : « La classe ouvrière : nouveaux problèmes de structures et de conscience, *Cahiers internationaux*, n° 100, p. 37. FOSSAERT (*op. cit.*, p. 196) exprime au fond la même idée en écrivant : « L'expansion économique (stabilisée par une politique anti-crisis) réduit les tensions révolutionnaires en même temps qu'elle interdit les vastes coalitions anti-capitalistes purement "négatives" (c'est-à-dire visant en premier lieu à conjuguer toutes les révoltes contre le système économique en place) ». [Ce volume se trouve dans [Les Classiques des Sciences sociales](#) MB].

¹⁸² Voir l'intéressante étude de Pierre WALINE, *Les relations professionnelles dans la sidérurgie américaine et le conflit de 1959*, Paris, Union des industries Métallurgiques et Minières, s. d.

¹⁸³ On trouvera quelques indications, assez limitées d'ailleurs, sur ces problèmes, dans le *Traité de sociologie* de GURVITCH, *op. cit.*, pp. 489-496. Voir également SELIER (F.), *Stratégie de la lutte sociale, France, 1936-1960*, spécialement pp. 291-309. Ajouter TIANO (André), *L'action syndicale ouvrière et la théorie économique du salaire*, Paris, 1958, pp. 331-349. Pour une bonne étude nationale qui a peu d'équivalents ailleurs, se reporter à KNOWLES (A.), *Strikes. A*

En somme, l'évaluation de la combattivité des travailleurs à travers les grèves demeure fort incertaine. De même, l'appréciation des changements de structure de la classe ouvrière ne s'accommode guère de formules tranchantes, le problème déjà complexe en lui-même étant aggravé par les divergences des auteurs sur l'objet même de la recherche ¹⁸⁴. L'idée de base des commentateurs marxistes est que des modifications sont certes perceptibles, ainsi la place actuellement faite à l'« ouvrier spécialisé » au détriment de l'ancien tandem « manœuvre-ouvrier professionnel hautement qualifié » (mais n'observe-t-on pas aujourd'hui une tendance au plafonnement de la progression des O.S. qui contredirait ces vues ?). Cependant, ces changements qui restent pour l'instant limités à certaines branches (par exemple, métallurgie) n'altèrent en rien selon ces auteurs la portée des définitions fondamentales et classiques du marxisme. Raisonnant sur une conception extensive de la classe ouvrière, les marxistes orthodoxes la déclarent en augmentation constante. Ils soulignent aussi la « prolétarisation » croissante des employés (qu'accentuera d'ailleurs l'arrivée de l'automation dans les bureaux), et déclarent observer une tendance toujours plus grande à l'union des employés avec la couche des travailleurs manuels. Selon eux, l'ouvrier moderne est un prolétaire qui, en dépit d'un extraordinaire bombardement intellectuel par les grands moyens d'information, demeurerait imperméable à l'idéologie « bourgeoise ».

Pourtant, cette intransigeance doctrinale n'empêche pas la reconnaissance de faits qui vont dans le sens de la thèse de l'apaisement. Des commentateurs marxistes admettent que les employés ne se sentent pas encore dans l'ensemble membres d'une classe à part, le prolétariat, aux intérêts opposés à ceux de la bourgeoisie. D'autres ne rejettent pas systématiquement l'idée que les travailleurs manuels aient été partiellement contaminés par l'idéologie « classes moyennes ». Mais ils interprètent ce phénomène comme une sorte de « trouble idéologique » provoqué par un retard d'adaptation aux changements techniques en cours et accentué tant par les causes politiques de division (scission syndicale) que par l'usage intensif des « relations humaines ». Finalement, des auteurs déclarent que si le prolétariat forme une unité, il existe entre les diverses catégories qui le composent des différences quant à la conscience de classe, au degré d'organisation, à l'esprit révolutionnaire, etc. S'il en est bien ainsi, on se trouve ramené an

study of social conflict, Oxford, 1947 (cas de la Grande-Bretagne). Voir enfin dans TIANO (A.), ROCARD (M.), LESIRE-OGREL (H.), *Expériences françaises d'action syndicale ouvrière*, Paris, 1956, l'analyse par André Tiano de trois grèves à la Régie Renault (1947, 1950, 1952), pp. 133-150.

¹⁸⁴ *La Nouvelle Revue Internationale* poursuit une vaste enquête internationale sur les « modifications de structure de la classe ouvrière Voir les numéros de mai 1960 (pp. 139-180) ; octobre 1960 (pp. 151-170) décembre 1960 (pp. 59-76) ; avril 1961 (pp. 106-132) ; mai 1961 (pp. 110-132) ; juin 1961 (pp. 149-162). Pour la France, voir NOLLEAU (Henri), « Données sur l'évolution de la population active en France de 1866 à 1956 », *Économie et politique*, juillet-août 1959, pp. 2-18, et LAURENT (S.), « Classe ouvrière et population active », même revue, décembre 1959, pp. 27-38.

problème des moyens propres à ressouder l'unité et la cohésion ouvrières ¹⁸⁵. En attendant, cette dispersion et ces contradictions internes ouvrent aux technocrates professionnels et, souvent aussi, à l'appareil gouvernemental de larges facultés de manœuvre.

La principale utilité de ces critiques est de confirmer les doutes que l'on pouvait légitimement entretenir sur l'existence d'un néo-capitalisme capable de résoudre spontanément tous les problèmes sociaux ainsi que sur le passage définitif du mouvement ouvrier dans le camp de la modération réformiste. Comme toujours, les slogans se dissipent vite dès qu'ils sont confrontés avec la réalité. Mais ces analyses ne peuvent ignorer tout à fait certains traits du système actuel, susceptibles de peser sur le cours de la politique : diminution de la mobilité ouvrière et tendance à la fragmentation de l'action syndicale ; essor des catégories moyennes et signes d'un certain relâchement de la conscience de classe ; atténuation de la virulence des conflits de classe (en liaison avec l'« opulence » qui provoque l'apparition massive de nouveaux types de consommation), etc. Ces phénomènes n'ont ni l'ampleur ni la densité que des commentateurs d'inspiration optimiste leur accordent volontiers. Pourtant ils jouent déjà un rôle, dans la vie politique, agissant sur les dimensions et l'intensité des luttes partisans.

Au total, nos hésitations tiennent à une incapacité d'apercevoir les lignes directrices de la société qui se transforme sous nos yeux. Le concept de « société industrielle » récemment mis à la mode (ou simplement remis au goût du jour), nous apporterait-il cette boussole ?

3. LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, UNITÉ OU DIVERSITÉ ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce concept a été présenté par Raymond Aron et discuté sur une assez large échelle lors d'une réunion organisée par le Congrès pour la Liberté de la Culture ¹⁸⁶. Ou il n'a aucune portée, ou il signifie que les sociétés parvenues au même niveau de développement économique comportent certains points ou foyers de convergence. Dans cette direction, on se trouve inévitablement confronté avec le problème de l'altérité ou de la non altérité essentielle des sociétés occidentales et communistes.

¹⁸⁵ Voir les suggestions de REDAIN (Pierre), « La classe ouvrière a-t-elle un rôle révolutionnaire ? », *Tribune Marxiste*, n° 6, pp. 25-34. Comparer avec LETOURNEAU (Georges), « L'ouvrier dans l'entreprise moderne », *Voies Nouvelles*, avril 1959, ainsi que CARDAN (Paul), « Proletariat et organisation », *Socialisme ou Barbarie*, avril-mai 1959, pp. 53-88.

¹⁸⁶ *Colloques de Rheinfelden, op. cit.*, spécialement pp. 75-97 et *passim*. Les indications aux pages citées dans le texte se réfèrent à ce volume. Pour une application de ce concept à l'étude des relations internationales, voir ARON (Raymond), *La société industrielle et la guerre*, Paris, 1959.

S'il devait arriver que ces sociétés, tout en conservant quelques traits caractéristiques évoluent dans la même direction ce serait certes la disparition d'un très puissant foyer de discordes idéologiques. La thèse de l'apaisement s'en trouverait renforcée. Cependant à supposer qu'il intervienne, ce rapprochement exigerait beaucoup de temps. Est-il simplement plausible de l'envisager ?

L'originalité de la présentation de Raymond Aron est de définir la société industrielle non par ses résultats ostensibles (expansion de l'activité manufacturière, urbanisation, prolongation de la vie humaine), mais par des traits de comportement en quelque sorte structurels. S'inspirant d'observations d'Auguste Comte, il en retient trois : la liberté de travail de l'individu ; la détermination de la place de chacun par la fonction remplie dans le travail collectif (fonctionnalisation de l'organisation sociale) ; la rationalisation scientifique de la production. Ces éléments lui paraissent suffisants pour définir « un type social original, aux implications considérables » (p. 82).

R. Aron déclare utiliser ce concept selon une méthode interrogative et non pas dogmatique. En particulier, et c'est un point capital, il refuse de considérer ce type de société comme une infrastructure conduisant à un mode déterminé de relations politico-sociales. Il lui semble possible d'admettre que les sociétés industrielles, quelle que soit leur parenté, conserveront leur diversité sur le plan de l'aménagement social : « Il peut y avoir autant de diversité dans les organisations politiques ou morales des sociétés industrielles qu'il y a de diversité dans les organisations sociales des sociétés archaïques », écrit-il en une phrase caractéristique (p. 87). Notons tout de suite qu'en s'accommodant d'une telle diversité, la société industrielle ne posséderait aucun pouvoir unificateur. La querelle idéologique resterait intacte ou presque, seul étant écarté le vieux débat sur les avantages et les inconvénients de l'industrie.

Ce mode d'analyse exige que l'on admette « la séparation des éléments rationnels d'organisation économique par rapport à l'ensemble du contexte social » (p. 309). En somme, le concept de société industrielle ne soulèverait de contraintes que pour une fraction, d'ailleurs fort large, des rapports sociaux : hors de ce champ, régnerait une liberté de choix ou, plus exactement peut-être, la possibilité de variations sous la seule réserve, bien entendu, que l'aménagement adopté ne remette pas en cause les contraintes particularisant la société industrielle (observation qui, étant faite par Aron lui-même¹⁸⁷, revient à dire qu'il y a tout de même certains liens entre les comportements caractéristiques de l'organisation économique et l'ensemble du contexte social). En d'autres termes, la diversité ne saurait être illimitée.

Loin d'être secondaire, ce point nous paraît commander le débat sur l'altérité foncière ou les possibilités de rapprochement des sociétés occidentales et

¹⁸⁷ « Quand on discute société occidentale et société soviétique » écrit-il p. 85, « on discute la marge de variations économique-politiques possibles à l'intérieur du même type de société industrielle ». Cette notion de « marges » est-elle réellement compatible avec l'idée de « diversité » énoncée par l'auteur à plusieurs reprises ?

collectivistes. Le problème se pose sous deux optiques ou, si l'on préfère, à deux niveaux. En premier lieu l'accomplissement des contraintes de la société industrielle ou, plus simplement, le passage à l'état industriel s'accommode-t-il d'une large liberté dans le choix des aménagements socio-politiques, ou est-il soumis à des facteurs réduisant le champ des options concevables ? Deuxième question : la société industrielle étant fondée, les résultats acquis dans l'ordre économique vont-ils conduire à une communauté de réactions à l'égard des problèmes sociaux (ainsi partage du produit ou aménagement des luttes politiques) ou laissent-ils place à une hétérogénéité des conduites ? C'est, en une large mesure, revenir au problème, qu'il paraît difficile d'esquiver en cette matière, du rapport entre les idéologies et la réalité. Il est possible d'en desserrer l'étreinte en considérant la société industrielle comme un type idéal admettant en pratique plusieurs variétés. Mais n'est-ce pas témoigner d'un éclectisme qui masque la véritable nature du problème ?

Il est difficile de parler de la société industrielle sans placer au centre du débat le processus d'industrialisation, ou, mieux peut-être, de croissance industrielle. S'il y a variété, c'est à partir d'une analyse qualitative et quantitative de ce phénomène qu'il faut se placer pour en saisir les aspects. Autrement dit, à moins de donner au mot « industrie » un sens subjectif — ce qui est le cas si l'on définit la société industrielle par des traits de comportement, notamment par la liberté de travail, la comparaison des communautés industrielles ne peut s'entendre en termes économiques que comme l'expression de l'unité ou de la diversité dans les modes et les niveaux de la croissance industrialisée. Les facteurs de la situation sont multiples, dépendant aussi bien d'options volontaristes que de données contraignantes matérielles ou morales. Mais que l'on étudie les conditions ou les conséquences de l'industrialisation, il est impossible de les analyser hors du contexte social où le mouvement s'exerce : et c'est seulement par une recherche de cet ordre que l'on peut poser le problème de l'altérité ou du rapprochement.

Sous quelque aspect qu'on la considère, la croissance industrielle reste nécessairement, génératrice de contraintes humaines et de servitudes matérielles : difficulté de l'autogestion par les travailleurs. L'ampleur et l'intensité de cette « pénibilité » est fonction de nombreuses variables : nature des ressources utilisées ; rythme et circonstances de la mise en œuvre ; orientation donnée à l'effort productif, etc. Mais, les considérations naïves sur l'heureux temps du « rempailleur de chaises » ou les observations pharisiennes sur le bonheur des pauvres étant exclues, l'industrie apporte aussi, inévitablement, des avantages par transformation du genre d'existence et amélioration du niveau de vie (bienfaits acquis dès que l'économie atteint le stade de croissance à partir duquel le progrès de la consommation cesse de faire obstacle à l'accumulation). Cette perpétuelle conjugaison de charges et de récompenses étant commune à toutes les sociétés qui disposent d'un secteur industriel, sur quels éléments roule aujourd'hui le débat entre l'Est et l'Ouest ?

Les Soviétiques se placent sur deux plans pour affirmer la supériorité de leur système : l'efficacité, c'est-à-dire la capacité de faire pencher plus rapidement et

plus complètement la balance du côté des avantages ; l'équité morale, c'est-à-dire l'aptitude à une répartition plus égalitaire des charges comme des gains. Les deux plans leur semblent d'ailleurs étroitement complémentaires (en ce sens, l'attribution des succès spatiaux aux vertus du socialisme). Certes, le communisme (à chacun selon ses besoins, l'État politique disparaissant par suppression de sa raison d'être), demeure un but encore éloigné dont on énumère, sans complaisance, les conditions d'avènement : réalisation de l'abondance des biens de consommation (ce qui implique la fixation d'une sorte de palier ou de limite aux désirs de l'homme : *supra*) ; suppression de tout risque d'agression extérieure et, plus encore peut-être, transformation profonde de l'être humain, qui lui fasse ressentir le besoin de consacrer ses forces à un travail socialement utile ¹⁸⁸. Mais le mouvement est déjà en route et se réalisera inexorablement. L'altérité des deux formes de société est donc fondamentale et l'unification tant pratique qu'idéologique n'interviendra que par la généralisation au monde entier de la « voie socialiste ».

Encore que moins nette et sujette à variations, l'argumentation des défenseurs du système occidental n'admet aucune de ces affirmations. Si, dans l'ensemble, l'efficacité industrielle du régime n'est plus contestée, on s'applique à en souligner plusieurs défaillances (insuffisance des résultats agricoles médiocrité des articles de consommation ; difficultés du logement, etc.) mais surtout, l'on fait valoir que ces succès ont été payés de la suppression de la quasi-totalité des libertés. Observation qui, sur le plan théorique, conduit à établir un lien entre le rythme de la vie économique (taux de croissance) et la rigueur de l'encadrement constitutionnel, l'obtention d'un taux très élevé exigeant une grande sévérité dans le contrôle politique des citoyens.

L'argument de l'égalisation de la condition humaine est également rejeté. En fait, dit-on, le régime a donné naissance à une nouvelle classe de privilégiés qui a su éviter les sacrifices et parvient à s'assurer des avantages matériels importants. L'idéologie socialiste a simplement constitué un instrument commode de mobilisation des masses selon la volonté des dirigeants suprêmes : il y a un écart grandissant entre l'idéal théorique et la réalité. L'altérité existe davantage au niveau des proclamations qu'à celui des faits. Au surplus, l'industrialisation a fait surgir une large couche de techniciens et de citoyens éduqués qui exigeront, de plus en plus, le retour à certaines formes de liberté et l'accès au bien-être (provoquant, par là même, un ralentissement de la croissance). En dépit de l'intransigeance verbale des dirigeants soviétiques ¹⁸⁹, des éléments de rapprochement — par exemple

¹⁸⁸ Sur le communisme, voir : « Le communisme aujourd'hui et demain *Recherches Internationales à la Lumière du Marxisme*, cahier n° 18. Pour une autre optique, se référer au symposium « The future of communist society », publié par la revue *Problems of Communism*, novembre-décembre 1960, pp. 1-37.

¹⁸⁹ Cette intransigeance est incontestable. Comment l'expliquer ? Signalons ici, sans la faire nôtre, une thèse l'attribuant à la peur qu'inspireraient aux dirigeants soviétiques les idées politiques et morales de l'Occident. Ces conceptions auraient un pouvoir de subversion contre lequel les chefs communistes tenteraient d'immuniser leurs concitoyens. Au total, le credo de l'Occident

adoucissement des pressions idéologiques sur les dirigeants industriels — existent et iront s'élargissant.

L'opposition entre les deux thèses est brutale mais traduit-elle effectivement la réalité ou bien comporte-t-elle des éléments tactiques propres à renforcer, selon les cas, un souci d'expansion ou une volonté de résistance ? En raisonnant exclusivement dans le cadre des sociétés capitalistes et collectivistes économiquement développées, nous suggèrerons qu'aujourd'hui, malgré les similitudes de plus en plus nombreuses découlant de la croissance industrielle, les batailles idéologiques comportent d'abondantes et ostensibles justifications pratiques. Le classement sous une rubrique unifiée, du type « société industrielle », de ces deux formes de sociétés — et ceci même si l'on part de l'industrialisation et non d'un choix de traits arbitraire — est critiquable au sens où il suggère l'existence, éventuellement à l'état de tendances, de convergences fondamentales. C'est un angle de vue économique et non pas politique. Mieux vaut parler, et surtout dans la première phase de l'industrialisation, d'organisations socio-politiques opposées qui, selon des modalités différentes, mais avec des mécanismes sociaux communs, ont réalisé les unes et les autres une croissance industrielle notable — cette diversité dans le processus d'industrialisation étant en rapports étroits avec les divergences dans le contexte social.

Il se peut que l'évolution accentue les rapprochements et les points d'analogie sous l'effet soit d'un mouvement spontané (puissance d'entraînement des structures et conduites industrielles), soit d'un courant réformateur volontariste (influence, qui pourrait être réciproque, des combats idéologiques). Ainsi tous les observateurs signalent-ils que depuis la mort de Staline la liberté du citoyen soviétique (et spécialement la liberté individuelle ou protection contre l'arbitraire), a connu des améliorations. Cependant nous pencherions plutôt, en définitive, pour la thèse de l'altérité — le passage d'une forme de société à l'autre impliquant une mutation ou encore une discontinuité. Mais ce n'est pas une vue strictement démontrable.

Au niveau des pays en voie de développement, le problème reste entier. Chez plusieurs de leurs dirigeants se manifeste le souci de préserver une structure propre de valeurs spirituelles et de comportements socio-politiques, tout en entamant un processus d'industrialisation. Ils affrontent ainsi, sur leur terrain, le problème de l'altérité-convergence. Il est possible que plusieurs s'exagèrent les possibilités de diversification (*supra*), méconnaissant les germes unificateurs de la semence industrielle. La construction d'une industrie moderne obligera sans doute à renoncer à beaucoup d'attitudes traditionnelles. Le débat reste ouvert de savoir si elle conduira à l'homme standard.

En définitive, le conflit entre les deux mondes ne semble pas devoir se dissoudre dans une hypothétique société industrielle dont l'avènement signifierait, *in the long run*, la pacification des esprits. Il est même possible que les

serait beaucoup plus fort que ne le pensent les Occidentaux eux-mêmes. En ce sens, HINGLEY (Ronald) *Under Soviet Skins*, Londres, 1961 (spécialement la partie finale de l'ouvrage).

rapprochements, escomptables sur de nombreux points, s'accompagnent, surtout chez les Soviétiques, d'un redoublement de lutte idéologique. Sur ce point comme sur tant d'autres, la thèse de l'apaisement est un chèque en blanc tiré sur l'avenir.

4. INDUSTRIALISATION ET POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Revenons maintenant au cas des sociétés pluralistes de l'Occident qui forment l'objet de cet essai. Il ne semble pas que l'on dispose aujourd'hui d'une théorie capable d'exprimer globalement les conséquences de l'industrialisation sur la politique.

Selon une conception assez populaire en divers milieux, l'industrialisation porterait successivement la responsabilité de l'extrémisme « rouge » et de son apaisement ultérieur¹⁹⁰. Dans une première phase, celle des débuts de la croissance industrielle, la rupture du cadre socio-économique traditionnel aurait pour conséquence de pousser les travailleurs des usines — catégorie alors en accroissement rapide — vers les mouvements révolutionnaires. Par la suite, la situation se régularisant, les ouvriers seraient réintégrés dans le nouveau cadre et portés, dès lors, à en admettre la légitimité — évolution accélérée par les changements survenus dans le capitalisme traditionnel. Finalement, on ne trouverait plus d'extrémistes — généralement membres du parti communiste — que dans les pays où la révolution capitaliste industrielle n'a pas produit les résultats économiques escomptés. Compte tenu des éléments d'information et de raisonnement déjà présentés dans cette section, on n'insistera pas sur une thèse d'un simplisme aussi désarmant : l'Allemagne des années 1920-1930 qui compta un fort parti communiste, était-elle donc en proie aux affres de la pré-industrialisation ?

Pour les marxistes, au contraire, le développement du capitalisme industriel doit nécessairement provoquer un développement du prolétariat (classe ouvrière au sens large) et une intensification de la conscience de classe (c'est-à-dire, en fait, de la conscience que les travailleurs — employés compris — prennent de l'exploitation capitaliste). Les éléments constitutifs de cette attitude sont tirés de l'expérience acquise dans l'entreprise. De là, et par la médiation d'expériences historiques collectives, les prolétaires acquièrent un sentiment de classe capable de soutenir des projets d'action à contenu révolutionnaire. Au total, l'industrialisation serait d'un bout à l'autre, le levier de l'extrémisme, le mouvement ne pouvant s'achever que par la victoire complète de la classe ouvrière. Sur ce point encore, les faits présents ne confirment pas la position doctrinale : en particulier, il est difficile de ne pas considérer la diversité actuelle du monde des travailleurs comme une donnée de la situation.

Sous l'angle de cet essai, le problème est de comprendre les tenants et les aboutissements d'un certain « réformisme » ouvrier et, le cas échéant, d'une tendance des travailleurs à l'apathie ou à la tolérance dont les pays industrialisés de

¹⁹⁰ En ce sens, LIPSET (S. M.), « Socialism, left and right, East and West », *Confluence*, été 1958, pp. 173-192.

l'Occident fournissent de nombreux exemples. C'est là un élément important de la situation qu'il ne paraît pas possible de considérer avec l'optimisme préfabriqué des néo-capitalistes. Des variables de fond jouent sans aucun doute dans la formation de ces attitudes, mais celles-ci sont aussi sous la dépendance de circonstances historiques particulières auxquelles les sociologues industriels n'attachent peut-être pas suffisamment d'importance.

Nous sommes conduits à une conclusion identique à celle présentée pour la société opulente : impossibilité de ramener l'analyse des attitudes politiques à un facteur unique, en l'espèce, l'état des relations industrielles. Les transformations observées — du moins dans la mesure où leur existence peut être tenue pour acquise — apportent un trait d'explication, mais qui reste partiel. Il faut donc en venir à l'interprétation pluraliste.

DE L'AFFIRMATION TACTIQUE À LA VÉRIFICATION SCIENTIFIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Une analyse cohérente du phénomène évoqué dans ces pages doit se situer à deux niveaux. En premier lieu, l'analyse des causes de l'apaisement idéologique, tel qu'on peut le saisir dans les sociétés contemporaines : sous cet angle, il faut apprécier la portée des éléments fournis dans les sections précédentes. En examinant cette thèse comme une proposition sociologique courante, on se rendrait coupable d'une erreur de perspective. À de nombreux moments de cette recherche, nous avons eu le sentiment que les auteurs étudiés glissent, parfois imperceptiblement, du plan de l'investigation positive à celui de l'essai de persuasion. On trouve chez eux le souci d'une amélioration du climat politique à travers une condamnation sans ambiguïté du fanatisme, de l'intolérance, du dogmatisme. Il serait injuste d'y voir nécessairement une apologie du « temps des sceptiques » ; cependant, ce plaidoyer pour la modération — même s'il s'accompagne d'un goût pour les ajustements constructifs — traduit une préférence idéologique dont il faut rechercher le sens. Dès lors, la détermination des objectifs visés par les utilisateurs — ceux qui, par exemple, n'ont voulu lire que les pages « roses » de l'ouvrage de Galbraith — constitue le second aspect de l'explication sans lequel notre étude perdrait en quelque sorte son « épaisseur » sociale.

Ce double essai d'interprétation comportera sans doute bien des lacunes et hésitations. Il soulignera l'action de multiples éléments sans que l'auteur soit en mesure d'en pondérer l'influence. Au surplus, cette analyse se heurte à des difficultés de principe dont, avant toute autre démarche, il est indispensable d'exposer l'économie.

1. INCERTITUDES MÉTHODOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Dans les deux sections précédentes, nous avons exposé les explications les plus populaires du déclin des idéologies. La quasi-totalité des partisans de cette thèse s'y réfère plus ou moins explicitement. Comme nous l'avons dit, ces auteurs prennent rarement la peine de pousser à fond l'analyse des relations causales mais leur inspiration essentielle fait peu de doute. Or la validité même de la liaison ainsi établie peut être contestée à plusieurs points de vue.

Un facteur, très caractéristique du sous-développement de l'analyse, suffirait pour motiver une prudence particulière : la fluidité même de l'objet de l'explication. Il est difficile, et peut-être assez ridicule, d'énoncer des « causes » quand on n'est pas en mesure de cerner, avec précision, le phénomène auquel elles sont censées s'appliquer. Notre ignorance, rappelons-le une fois encore, porte sur deux points. Les dimensions de l'apaisement d'abord qui est peut-être moins complet et moins profond qu'on ne l'affirme avec une conviction parfois désinvolte. Mais il y a plus grave : faute d'une connaissance appropriée de l'évolution historique, nous restons hors d'état d'apprécier sérieusement la nature du phénomène.

On peut voir dans les événements actuels une simple phase d'une évolution de longue portée — interprétation qui paraît incluse dans le terme de « désidéologisation » et dont l'une des principales faiblesses consiste dans le caractère vague et généralement incertain du point de départ retenu. Tout se passerait, dans cette perspective, comme si un puissant courant vidait peu à peu la vie politique de son contenu idéologico-moral. En l'absence d'une systématisation adéquate, on ne saurait écarter d'autres principes d'évaluation et, en particulier, la notion que nous traversons une période historique ayant été précédée et pouvant être suivie d'une phase de regain idéologique : sous cet angle, bien des faits tenus pour représentatifs du déclin seraient en réalité l'indice non de la mort, mais d'une transformation des idéologies.

On pourrait faire un pas de plus en imaginant la vie politique, selon les termes des économistes, comme une succession alternée de phases d'essor et de dépression idéologiques. L'idée d'une sorte de pulsation rythmique n'est pas nécessairement à rejeter, mais son emploi inconsidéré, parce que prématuré, a causé trop de dommages en science économique pour qu'on se sente autorisé à l'utiliser dans l'analyse politique. Reste une dernière voie d'approche : la supposition que la détente et l'apathie idéologiques correspondent à la situation la plus courante, normale dirions-nous si l'adjectif n'était totalement compromis par un usage abusif. Dès lors, comme nous le suggérons dès le début, le moment présent marquerait le retour à l'état habituel survenu après l'une de ces phases

explosives (Résistance-Libération) qui, de temps à autre, rompent la monotonie de la résignation quotidienne.

Voici dès lors la première source d'incertitude. Nous avons choisi la dernière de ces hypothèses mais aucune des autres n'est en contradiction totale avec ce que nous savons du fonctionnement de la vie publique. Et, à l'appui de chacune d'elles, il serait possible d'apporter quelques justifications historiques particulières. Mais si l'histoire est ainsi capable de donner un élément de validité et, au moins, un semblant de vraisemblance à n'importe quelle conception *a priori*, est-ce par impuissance irrémédiable de la recherche historique ou en raison d'une problématique défectueuse dans l'analyse des faits sociaux ? Ce n'est pas le lieu d'en discuter ; il suffira, pour notre propos, d'observer que l'analyse historique contemporaine reste assez éloignée des préoccupations de la science politique et se trouve dès lors mal placée pour répondre à ses questions. Or, tant que la nature exacte du phénomène analysé dans cet essai — et singulièrement sa portée dans l'évolution — n'aura pas été précisée, la recherche des causes demeurera imprécise. En particulier, nous ignorons s'il est souhaitable de s'attacher à des facteurs ; de longue période — du type de la transformation du capitalisme — ou, au contraire, s'il convient de mettre en lumière des éléments propres à l'époque présente, même s'ils apparaissent de nature accidentelle ou de valeur éphémère.

Cependant, il existe un second motif d'incertitude qui, lui aussi, porte témoignage d'une défaillance méthodologique : l'habitude de « globaliser » les phénomènes, de raisonner uniquement sur des lignes de force générales, d'oublier l'extrême diversité des relations concrètes quand on en arrive au stade de la formulation abstraite. Une telle simplification est l'accessoire obligé de la conceptualisation théorique, mais elle entraîne un risque sérieux (particulièrement grand au niveau de la détermination des causes) : la tendance à passer trop rapidement du particulier au général et, finalement, à sélectionner les faits en fonction de la thèse que l'on souhaite prouver. Il semble que les partisans de l'explication par le néo-capitalisme commettent souvent une telle erreur de proportion,

On peut ainsi se demander si les sociologues industriels dont pas une trop forte propension à insister sur le « nouveau » en dévalorisant par là même, l'importance de l'« ancien ». Remarque d'autant plus grave que dans la majorité des cas, aucune tentative sérieuse n'est faite pour délimiter le contenu et les frontières du secteur neuf (les études monographiques concernant des « cas » et non des branches entières). Cette insuffisance est grave, car elle compromet la validité des grandes distinctions que l'on s'efforce d'établir entre, par exemple, les ouvriers des usines automatisées et le prolétariat traditionnel ou encore, le grand capital à vision dynamique et celui attaché à la protection malthusienne.

En somme, l'hétérogénéité du milieu social reste l'obstacle essentiel à la formulation de relations générales. En un sens, l'expansion de la microsociologie constitue une réaction salutaire contre les excès du déterminisme statistique. Mais l'avancement de nos disciplines reste probablement conditionné par de larges

hypothèses sous réserve que la fréquence et la diversité des faits observés en justifient la présentation. Or, de ce point de vue, les thèmes si volontiers invoqués au cours de ces dernières années — l'avènement de l'« opulence » comme la survenance du « néo-capitalisme » — n'ont certainement pas la valeur explicative qu'on leur prête un peu vite. Il est clair qu'on exagère les transformations enregistrées aussi bien dans l'ordre de la disparition des misères humaines qu'en matière de rapports entre employeurs et employés. De même il est nécessaire de soumettre à plus ample vérification l'idée pourtant assez courante d'une accentuation des disparités professionnelles d'où résulteraient une dissociation sans cesse plus poussée des rémunérations et une aggravation, également croissante, de l'hétérogénéité ouvrière (au sommet une minorité hautement qualifiée et, à la base, un sous-prolétariat de manœuvres incapables de s'organiser efficacement). En somme, la vieille société reste plus vivante qu'on ne le prétend.

Ces remarques nous conduisent à proposer un autre système explicatif d'une plus grande complexité.

2. À LA RECHERCHE DES FACTEURS DE LA SITUATION

[Retour à la table des matières](#)

On admet souvent, nous l'avons dit, qu'au besoin sous des étiquettes diverses, la société américaine et les sociétés d'Europe occidentale suivent des voies proches les unes des autres et, finalement, convergentes. Est-ce un postulat correct ? Beaucoup seront tentés de répondre par l'affirmative et, en l'absence d'études sociales comparatives, il est difficile de leur donner systématiquement tort. Mais cette conception n'est pas sans susciter de nombreuses réserves. En dépit de la tendance uniformisante apportée par l'industrialisation, les sociétés américaines et européennes restent différentes. Qu'on s'en réjouisse ou le déplore, rien ne garantit que leur évolution spécialement en matière idéologique, doive suivre des voies parallèles avec un simple décalage temporel.

C'est dans ce contexte qu'il convient de se placer pour analyser le poids actuel des idéologies. Il ne semble pas absurde de partir de l'hypothèse que les sociétés se trouveraient dans l'incapacité de fonctionner correctement si la lutte idéologique y revêtait à chaque instant un tour aigu, et pour ainsi dire, explosif. Il est possible que la psychologie politique, en se perfectionnant, confirme la vue du sens commun qui réduit à une minorité d'individus la partie de la communauté capable d'une action réellement extrémiste. Dans la majorité des cas, la contestation idéologique, sans être jamais nulle, se situerait au-dessous d'un certain niveau de sécurité (faut-il parler de marges de tolérance ?) — un niveau qui soit compatible avec un jeu paisible des mécanismes sociaux.

Il est vrai que l'on peut observer, à diverses époques, des manifestations plus massives où une partie relativement large de la population se laisse entraîner. Mais

il arrive souvent que la température retombe assez vite. Prenons l'Italie au cours du premier après-guerre. On y observe durant les années 1919-1921 un intense bouillonnement mais aujourd'hui tous les historiens reconnaissent que, bien avant l'arrivée de Mussolini au pouvoir, la perspective d'un coup d'état bolchevique avait presque entièrement disparu. En fait, le fascisme s'installera dans un climat général de passivité. Le combat idéologique pourrait ainsi se traduire par une série de ruptures intervenant, avec plus ou moins d'éclat, sur un fond de modération ou de monotonie relative.

La fréquence et la gravité de ces ruptures qui tantôt provoquent ou accompagnent les phases de transformation brutale ou de mutation et tantôt aussi bloquent des évolutions, varient naturellement selon les sociétés et la marche des événements. Il n'apparaît pas possible de leur conférer un caractère de périodicité. Par ailleurs, l'étude des facteurs qui commandent la réduction habituelle des discordes reste, en une large mesure, à réaliser. Entrent naturellement en jeu des variables spontanées telle par exemple, une large prospérité économique ou, encore, l'existence de vastes perspectives de mise en valeur (dues à la grandeur du territoire, à la variété des ressources naturelles et techniques ...). On dit aussi parfois que la société tend naturellement à produire les conditions de sa survie paisible. Il paraît difficile de voir dans cet organicisme autre chose qu'un essai de mystification. Pour comprendre le phénomène, il faut partir du contrôle social tel que l'exerce la (ou les) couche dominante. C'est réintroduire dans l'analyse un élément que les partisans de la thèse de l'apaisement évitent trop souvent : le conformisme social qui dépend à la fois de facteurs spontanés et de manipulations plus ou moins savantes. L'une des différences essentielles entre les sociétés occidentales réside dans la facilité avec laquelle les éléments dirigeants de la vie sociale obtiennent ce conformisme et l'ampleur qu'ils réussissent à lui conserver. Les vastes analyses du consensus gagneraient en solidité si leurs auteurs consentaient à tenir compte de cet effort de conditionnement.

Il est aisé de voir que cette modération couvre des états collectifs fort différents. Une sorte de contentement moyen qui peut résulter soit d'une ignorance de ce qui se passe ailleurs, soit d'une habile mise en œuvre des techniques de persuasion, en particulier par le biais des grands moyens d'informations (*mass-communications*). Cette manipulation n'est pas nécessairement le résultat d'un complot. Il se trouve simplement que les détenteurs de ces moyens, comptant parmi les bénéficiaires du système, se gardent de ce qui pourrait le mettre en cause et habituent progressivement les citoyens à fixer leurs préférences sur des objets dépourvus de virulence et, éventuellement, de signification idéologique (le culte de la star)¹⁹¹. Mais l'apaisement peut aussi dissimuler un profond malaise ou un grand découragement : c'est une passivité d'un autre type car sous l'effet des circonstances ou d'un effort de propagande volontaire, le dormeur peut se réveiller. Dans cette perspective, les traditions historiques de lutte acquises par la classe

¹⁹¹ E. MORIN a analysé la « liturgie stellaire », *Les stars*, Paris, 1957.

ouvrière en certains pays ne sont peut-être pas le fardeau encombrant qu'évoquent certains (*supra*).

Si notre interprétation est exacte, le problème consiste à examiner les caractéristiques particulières de la période présente, celles qui lui donnent sa coloration spécifique. À supposer que la tendance à l'effacement idéologique constitue la règle, il ne s'agit pas d'un phénomène uniforme dans ses composantes et son intensité et, bien entendu aussi, dans sa signification. À ce point, il est impossible de procéder autrement que par analyses nationales : certaines des variables que nous allons dégager pour la France existent aussi en d'autres pays mais le « mélange » français reste partiellement original. Nous le situons au carrefour de trois séries de facteurs.

a) Rôle du désenchantement politique

On peut y voir en premier lieu, et l'affirmation est banale, le résultat d'une vive désillusion à l'égard des grands systèmes, des cosmogonies pour reprendre le terme de Maurice Duverger — encore que l'on fasse un peu vite du scepticisme à l'égard de ces constructions l'indice d'un détachement complet vis-à-vis des oppositions partisans. Ce déclin de l'attrait exercé par les systèmes transforme nécessairement les conditions de l'engagement politique : il n'est pas sûr qu'il en annonce la disparition. Quelles origines lui attribuer ?

Il est usuel de mettre en avant la déception engendrée par l'échec de la Résistance : son incapacité à modifier profondément la vie publique et le retour rapide aux formules anciennes (et souvent aussi aux hommes de l'époque précédente). Cette déception n'est pas contestable mais s'agit-il d'un mouvement ayant affecté réellement la masse ou seulement les couches restreintes ayant pris part au combat ? Encore faut-il observer — c'est un lieu commun — que ces groupes unis contre l'ennemi restaient divisés, en dépit d'une phraséologie commune d'inspiration socialisante, sur l'exploitation de la victoire et sur le type, de structures socio-politiques à promouvoir¹⁹². Au niveau de la masse des citoyens un autre phénomène, de portée spectaculaire, est intervenu : le renversement des positions après 1947 par suite de la rupture définitive entre les anciens alliés. Le phénomène des « girouettes » est constant dans la vie publique, et il est facile, sinon original, d'ironiser sur l'oubli en politique¹⁹³. Il s'agissait pourtant cette fois

¹⁹² Comme le montre bien l'ouvrage fort connu *Les idées politiques et sociales de la Résistance (documents clandestins, 1940-1944)*. Textes choisis et introduction par Henri MICHEL et Boris MIRKINE-GUETZEVITCH, Paris, 1954.

¹⁹³ On a pu en distinguer trois variétés : l'oubli chez le sujet (correspond au désir de ne pas se souvenir des déclarations ou actions antérieures les plus en désaccord avec la position du moment) ; l'oubli du public (qui perd la mémoire des fautes commises par les habiles : pouvoir de suggestion de celui qui affirme sur le mode solennel, catégorique) ; l'oubli chez l'adversaire (sentiment obscur de solidarité ou complicité réelle). Observations extraites de l'introduction d'un ouvrage d'ORION (pseudonyme de Jean MAZÉ, *Nouveau dictionnaire des girouettes*, Paris, 1948 (le premier dictionnaire des Girouettes ayant, selon l'auteur, été publié en 1815).

d'une transformation profonde qui revenait à accepter ou à prôner des thèmes dont on avait peu de temps auparavant proclamé la nocivité foncière (anti-communisme). Au niveau des pratiques gouvernementales, songeons aux variations successives des gouvernements français à l'égard du réarmement allemand et de l'entrée de l'Allemagne dans l'O.T.A.N. Ce n'est pas là un exemple isolé. Sans porter ici de jugement sur le fond, convenons qu'il y avait de quoi déconcerter et détourner du combat idéologique même des esprits portés à ce type d'engagement.

Nous avons déjà évoqué le désarroi qui caractérise aujourd'hui de larges secteurs de l'univers intellectuel français. On le remarque spécialement chez d'anciens communistes (« déstalinisation », révolution hongroise ...), car ils ont conservé de leur état ancien l'habitude de fournir d'amples déclarations justificatives. Pourtant le mouvement atteint à droite comme à gauche tous ceux qui, étant attirés par la recherche d'un point d'accrochage solide, se trouvent désorientés, une fois leur boussole disparue ou dérégulée (anciens militants d'Action française, « gaullistes » de toutes variétés spécialement mais non exclusivement durant les phases d'éclipse gouvernementale du Général, adeptes du « mendésisme » ...). Ainsi, en une large mesure, la dévalorisation des luttes idéologiques résulte-t-elle d'un profond désordre spirituel, le simple désir d'un changement social ne suffisant pas à renseigner sur l'orientation d'optimum à suivre et moins encore à créer une doctrine de remplacement.

S'agissant en particulier d'expliquer l'apparente apathie de la classe ouvrière, on met volontiers en cause la politique suivie au cours des dernières années par le mouvement communiste. On incrimine habituellement son incapacité à se rajeunir, sa tendance à une formulation exagérément dogmatique, ses hésitations manœuvrières vis-à-vis de questions vitales. L'analyse critique de ces assertions sortirait du cadre du présent essai : il reste toutefois improbable qu'elles n'aient trouvé aucune audience chez les militants ou sympathisants (mais non, on le sait, chez la grande majorité des électeurs qui, dans les circonstances courantes, restent fidèles). Ajoutons un facteur important : le blocus du P.C. organisé par les autres partis — notamment au Parlement ou lors des élections pouvait provoquer chez les membres soit un sursaut de révolte, soit une poussée de lassitude. La seconde éventualité s'est certainement matérialisée : il est difficile, en moyenne, de conserver la foi intacte quand l'espoir d'influencer réellement le cours des choses recule sans cesse et quand agit ce que Duverger a appelé l'isolement « sociologique » (le désistement d'un socialiste au profit du communiste ne conduisant qu'une fraction des électeurs du premier à voter pour le second). Dans ces circonstances, il est assez remarquable que le Parti ait réussi à garder l'essentiel de sa force électorale. Facteurs explicatifs dans l'ordre de leur importance : la valeur sans égale de l'organisation ; la puissance de cohésion de l'idéologie, la montée du système communiste dans le monde ; les fautes accomplies par les adversaires.

Peut-être devrait-on aussi tenir compte pour comprendre le désarroi général de ce que l'on nomme ordinairement l'« accélération de l'histoire »¹⁹⁴. Le phénomène n'est certes pas nouveau puisque Michelet notait déjà en 1872 un changement dans l'allure du temps — estimant qu'à son époque « le temps avait doublé le pas d'une manière étrange »¹⁹⁵. Que dirait-il de nos jours en contemplant le rythme de déroulement de certaines évolutions (ainsi la « décolonisation de l'Afrique » au milieu de 1960). Les spécialistes ont peine à suivre le jeu des événements et à en comprendre le sens qui, bien souvent, va à l'inverse des idées reçues (ainsi rôle « progressiste » de l'armée dans certains pays ayant récemment accédé à l'indépendance). Pour le public moyen, c'est une succession effarante de titres dans les journaux — l'accoutumance à un changement étant à peine acquise qu'un nouveau flash oblige à un nouvel effort de compréhension et d'interprétation. Il y a là de quoi pousser au découragement les citoyens les plus tenaces dans la recherche d'une information valable.

b) Action du progrès économique

Jusqu'à présent, nous avons énuméré des facteurs de désenchantement, sinon même de répulsion (multiplication des « scandales » sous la IV^e République). On peut tenir pour probable que cette propension à l'apaisement — de portée négative et, pour tout dire, de nature instable — a été renforcée par quelques facteurs de contentement. Nous retrouvons ici les thèmes de l'« opulence » et du « néo-capitalisme » : impuissants à fournir une clé générale du phénomène — le second surtout — ces phénomènes retrouvant normalement une place à côté d'autres variables. Essayons d'en préciser le sens.

Au cours de la période récente, l'un des facteurs essentiels de la situation a été l'apparition d'un état de plein-emploi de la main-d'œuvre. Un des soucis fondamentaux de la famille ouvrière a été ainsi sinon définitivement éliminé du moins relégué à l'arrière-plan des préoccupations. On sait le rôle que jouent les circonstances historiques dans la détermination des attitudes : or, la jeune génération des travailleurs ignore la terrible expérience de ses aînés durant la décennie 1930-40. Les leaders travaillistes ont parfois insisté sur ce facteur pour expliquer la relative indifférence des jeunes au socialisme : ils n'ont pas tort.

De façon plus générale, des gains ont été réalisés dans les divers chapitres de la sécurité. Pendant longtemps, elle a été fille de l'aisance. En dépit des discours sur l'« opulence », il n'est pas certain que l'élévation du bien-être fut aussi importante et surtout aussi générale que l'affirment les défenseurs du régime. Par contre, celui-ci a relevé le niveau de stabilité ne serait-ce que par une redistribution du revenu salarial. Cette dissociation de l'aisance et de la sécurité est un changement fondamental par rapport au vieux capitalisme d'inspiration nettement darwinienne.

¹⁹⁴ Sur lequel Daniel HALÉVY vient de publier un ouvrage hâtif et superficiel, *Essai sur l'accélération de l'histoire*, Paris, 1961.

¹⁹⁵ Observation rappelée par D. HALÉVY, *op. cit.*, p. 17.

Ajoutons également que certaines branches ou firmes ont pratiqué une politique de « hauts salaires » qui a permis à des éléments de la classe ouvrière d'accéder à un bien-être et à un confort jusque-là réservés à d'autres secteurs de la population.

On aurait certes tort d'en déduire des conséquences systématiquement optimistes. D'une part, l'inégalité subsiste, génératrice d'attitudes de méfiance vis-à-vis du système, ou inspiratrice d'une position de refus. D'un autre côté, on s'est trop hâté de proclamer la survenance chez les bénéficiaires d'un sentiment d'intégration à la vie nationale émoussant l'attrait de l'extrémisme. Il serait plus juste d'affirmer que des éléments susceptibles de favoriser cette intégration ont été introduits dans le système à une échelle encore réduite. Cet accès à un bien-être relatif est récent et paraît à beaucoup fragile. Il n'est pas du tout sûr que l'ouvrier manuel même hautement qualifié soit totalement débarrassé des terribles hantises de la condition prolétarienne. D'où, chez lui, le souci de consolider ce modeste acquis. D'où aussi une sorte de tension tenant à la crainte de perdre ces avantages (surtout lorsqu'il s'agit d'un assortiment de biens durables, acheté à tempérament, du scooter à l'appareil de télévision).

Encore que le raisonnement soit teinté d'économisme, il est possible d'admettre que cette évolution place ses bénéficiaires dans une situation ambiguë : les rendant perméables à certains traits de l'idéologie « classes moyennes » ou « petite-bourgeoise » sans leur donner la certitude que le pas est définitivement franchi. Situation mixte qui s'accompagne, en particulier, de comportements politiques complexes conservant en apparence la flamme de la révolte mais accueillant aussi les conseils de prudence. Au plan de l'engagement pratique, cette situation n'est pas incompatible avec un vote d'extrême gauche. Mais on sait que le vote ne lie pas nécessairement l'électeur au-delà de l'opération électorale elle-même : il y a un long chemin du dépôt d'un bulletin dans l'urne à la participation au combat de rue, ou même au travail quotidien sans gloire de la cellule.

Rien dans l'évolution des sociétés contemporaines ne semble justifier, nous l'avons vu, un complet bouleversement de l'appareil idéologique. Les arguments qui pouvaient être invoqués en faveur du socialisme, voici vingt à trente ans, sont toujours disponibles en majeure partie. Sous l'angle de la sécurité des travailleurs, comme aussi de l'efficacité, le fonctionnement du régime économique s'est, en Europe occidentale, sensiblement amélioré. Mais la transformation ne semble pas suffisamment massive et exhaustive pour justifier la fin de la bataille. Toutefois, même si la réduction des conflits est moins nette et générale que ne l'affirment les tenants de l'apaisement, il reste possible et nous dirions même probable — que cette dévalorisation soit supérieure à celle qui aurait dû découler des résultats acquis. Ce résultat n'est pas l'effet du hasard (*infra*).

Si notre interprétation est exacte, l'étape actuelle d'effacement et d'apaisement idéologiques trouverait sa raison d'être et sa coloration particulière dans un mélange complexe de désenchantement politique et de perfectionnement économique relatif — étant inutile de souligner qu'une crise grave des affaires renverserait certainement le second de ces facteurs et, finalement, le premier aussi.

L'histoire offre sans nul doute des situations comparables. Toutefois notre époque comporte aussi des éléments qui lui sont propres. En voici quelques-uns susceptibles de consolider et peut-être même d'approfondir l'état habituel d'apathie idéologique.

c) Facteurs de consolidation de l'apathie

Une première cause de renforcement nous paraît être l'accentuation et l'intensification des traits caractéristiques de la société technicienne. La signification du phénomène n'est pas sans ambiguïté. On a pu voir dans la place faite au critère d'efficacité, le signe même de la « désidéologisation » mais, en même temps, le facteur technique joue un rôle moteur dans l'évolution. Le citoyen accepte de s'incliner devant la compétence peut-être par l'effet d'une moindre propension aux disputes idéologiques, mais en s'engageant sur cette route, il précipite son abdication. C'est le piège de la technocratie dont le risque s'aggrave à mesure que les fonctions de l'État s'étendent à des secteurs naguère réservés à l'action privée. Si le danger se matérialisait, on courrait, selon l'expression de J. Rovin, « un immense danger de conformisme et d'arbitraire... »¹⁹⁶. Le citoyen, en route pour le meilleur des mondes, a toutefois une excuse : la difficulté — qui n'est nullement une impossibilité — de passer des critères idéologiques habituels, aux éléments de référence nécessaires à la solution de tels problèmes. Difficulté, observons-le au passage, que les hommes responsables laissent se perpétuer et s'approfondir en négligeant d'apporter à notre système général d'enseignement les correctifs indispensables.

La société technicienne présente un autre aspect capable d'accentuer l'effacement idéologique : la bureaucratisation des rapports sociaux collectifs qui s'observe à tous les niveaux et pour toutes les formes d'activité. Cette évolution, liée au changement d'échelle — variable capitale de l'existence contemporaine dont l'analyse reste profondément négligée — aboutit à rendre l'homme sceptique sur sa propre valeur et ses propres possibilités d'intervention. La plupart des cellules de la vie commune — l'entreprise, le syndicat, le parti — en sont également affectées. L'engagement idéologique, surtout celui d'inspiration révolutionnaire et même réformiste, suppose chez l'individu l'aptitude à dépasser les contraintes quotidiennes et à concevoir une autre formule pour l'avenir social que l'ordre existant. Or, la bureaucratie professionnelle est l'instrument idéal d'annulation de ces virtualités ; et l'étouffoir connaît son point de perfection quand les organismes se disant les inspireurs et les maîtres de l'avenir adoptent dans leur comportement quotidien le meilleur style de la bureaucratie de métier.

Mais la société technicienne s'accompagne d'un autre phénomène : l'expansion des grands moyens de communication dans le fonctionnement actuel desquels nous diagnostiquons sans hésiter la seconde variable d'une intensification de l'apathie idéologique habituelle. On sait que pour les marxistes domination économique et

¹⁹⁶ In : *Une idée neuve : la démocratie*, op. cit., p. 115.

domination spirituelle vont de pair. Sans accepter une relation aussi rigide, disons que dans n'importe quelle forme de société les classes dominantes s'efforcent de convaincre les autres éléments de la communauté de l'excellence de la hiérarchie établie : l'expérience historique établit que beaucoup ont su témoigner en cette matière d'une grande souplesse et de remarquables facultés d'adaptation. En vue d'exprimer le phénomène, Jean Lhomme a établi la notion de pouvoir social (« capacité de former l'opinion et d'agir sur elle de façon à maintenir la suprématie d'une classe en tant que classe »)¹⁹⁷. Mais, selon les époques et les circonstances, cet effort de persuasion connaît des succès plus ou moins éclatants. On s'accorde généralement à reconnaître dans une incapacité suivie des élites dirigeantes à remplir ce rôle, l'un des signes annonciateurs de graves changements sociaux.

Il n'est pas certain que l'opération, à la fois défensive et offensive, se produise là où les adversaires du régime l'attendent normalement : l'apologie directe ou indirecte, implicite ou explicite du système existant. Certes, le combat se livre aussi sur ce front ainsi qu'en témoigne l'énorme réclame faite au thème de la société « opulente » durant ces derniers mois et, encore que dans un cercle plus restreint, l'importance attribuée aux prétentieuses généralisations du professeur Rostow. Soyons assurés qu'une fois épuisé le pouvoir magique de ces formules, d'autres seront proposées à notre vénération — d'autant plus attrayantes qu'elles reposeront sur une vérité partielle. À plusieurs égards, le « déclin des idéologies » constitue l'un de ces mots d'ordre dont la prise en considération permet à de dociles commentateurs, de déclarer que la France s'« américanise ».

N'exagérons pas pourtant la puissance de ces mots d'ordre hors de leur milieu d'origine. Ainsi en va-t-il probablement en plusieurs pays, dont la France, pour les techniques dites de « relations humaines ». S. Mallet a parfaitement montré que leur emploi intensif n'entraînait pas — du moins nécessairement — une baisse de la conscience revendicative. Sur ce plan, les facteurs objectifs, en particulier le niveau de l'emploi et l'état du salaire réel, sont, finalement, d'une tout autre puissance.

Le principal foyer d'affaiblissement idéologique nous paraît se situer ailleurs : il réside, ainsi que nous l'avons déjà noté, dans le transfert des préoccupations vers des objets dépourvus de signification politique. Le sport constitue, en une certaine mesure, l'un des points de fixation, relativement spontané, de cette « désidéologisation ». Mais sa force de diversion reste probablement bien inférieure à celle d'une large partie de la presse (hebdomadaires à larges titres, « presse du cœur », publications dites enfantines, etc.). La radio-télévision,

¹⁹⁷ In : *La grande bourgeoisie au pouvoir, 1830-1880*, Paris, 1961, p. 81. On trouvera, sous une forme volontiers humoristique, plusieurs éléments de réflexion dans l'ouvrage de Roland BARTHES, *Mythologies*, Paris, 1957. Ainsi quand il écrit (pp. 248-249) « C'est une illusion de réduire la culture dominante à son noyau inventif il y a aussi une culture bourgeoise de pure consommation. La France toute entière baigne dans cette idéologie anonyme : ... tout, dans notre vie quotidienne, est tributaire de la représentation que la bourgeoisie se fait et nous fait, des rapports de l'homme et du monde ».

spécialement, mais non uniquement quand elle est aux mains d'intérêts commerciaux, intervient dans le même sens. On se condamne à ne rien comprendre à un certain état d'apathie idéologique en négligeant cette source de formation des attitudes dont la puissance ne cesse de croître au détriment de la presse dite d'opinion (qui, en France tout au moins, a trouvé un important refuge au niveau des hebdomadaires et de plusieurs revues).

On peut contester cette analyse en déclarant que le secteur visé fait volontiers profession de neutralité idéologique. L'argument est sans valeur. D'abord, beaucoup de ces publications ont une ligne politique qui, pour rester très discrète, n'en est pas moins aisément discernable dès qu'une analyse fine est mise en œuvre. D'autre part, et nous reviendrons sur ce point, l'absence d'idéologie — plus exactement la revendication d'une telle position — se traduit, qu'on le veuille ou non, par une approbation de l'ordre existant. En fait, le refus ostensible de l'engagement idéologique permet de tenter le rassemblement de tous les lecteurs sur des « valeurs » ou représentations communes de type nécessairement vague et lénitif et de concentrer l'attention du public sur les contes de fée, les exploits de gangsters et les déboires sentimentaux de la princesse ou de la « star ».

C'est un fait que l'essentiel de notre système de communications fonctionne dans un sens anti-idéologique et, donc, conservateur. Et c'est dans la mesure où le terrain est ainsi préparé que les techniques de « relations humaines » ou de « relations publiques » sont susceptibles de remplir avec quelque efficacité leur mission de propagande. On insiste beaucoup aux États-Unis sur le rôle considérable que joueraient aujourd'hui, en politique, les agences de publicité et spécialistes de relations publiques, partis et groupes de pression faisant systématiquement appel à leurs services¹⁹⁸. Le rôle de ces organismes serait sans nul doute, moins effectif s'il s'exerçait sur un terrain fortement marqué de rivalités idéologiques. Le « déclin des idéologies » étant la condition préalable du conditionnement des esprits, on s'explique aisément les efforts entrepris pour l'obtenir¹⁹⁹.

Les variables, d'ailleurs étroitement liées, dont nous venons d'évoquer le jeu, ne sont certes pas nouvelles : il n'est pas impossible que leur action — celle de la seconde en particulier — aille s'approfondissant et s'intensifiant. Mais, justement,

¹⁹⁸ Voir sur ce point KELLY (Stanley) Jr, *Professional public relations and political power*, Baltimore, 1956 (en particulier les chapitres consacrés à l'agence californienne Whitaker and Baxter, pionnier de la corporation ; à la campagne de l'American Medical Association contre la « socialisation » de la médecine ; à l'élection présidentielle de 1952 ...).

¹⁹⁹ On trouvera d'intéressantes considérations sur la puissance de l'information visuelle in : COHEN-SEAT (G.), FOUGEYROLLAS (P.), *L'action sur l'homme : cinéma et télévision*, Paris, 1961, en particulier pp. 78-80 : selon les auteurs, le développement de l'information visuelle serait l'un des éléments essentiels de la « mutation du politique » observée en France (la politique devenant « un des moments plus ou moins passifs du spectacle cinématographique ou télévisé » et dès lors, ayant des liens moins étroits qu'auparavant « avec les intérêts particuliers des groupements formant la société »). Si on le prend comme une simple incitation à la réflexion, le propos mérite d'être retenu.

les vastes professions de foi de nombreux intellectuels sur la fin des idéologies ne sont-elles pas une contribution, consciente ou inconsciente, peu importe, à cette campagne pour la consolidation du conformisme ?

3. UN NOUVEAU THÈME DE PROPAGANDE IDÉOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Que la thèse de l'apaisement idéologique contienne une part de vérité n'est pas contestable. Mais il est difficile d'admettre, en dépit de la médiocrité de notre information, que ce déclin, spécialement dans un pays comme la France, soit déjà aussi marqué qu'on le prétend quelquefois. Pourquoi ce décalage ou, en d'autres termes, pourquoi cette insistance à présenter comme un fait indiscutable une tendance diffuse et incertaine, susceptible peut-être d'un brutal renversement à un moment quelconque de l'avenir ?

Faisons, bien sûr, la part de la mode. Elle sévit, avec une vigueur particulière, dans le domaine scientifique. À un moment où la « prospective » et autres « futuribles » connaissent un réel succès de curiosité, le risque d'être en retard sur le mouvement du siècle apparaît comme spécialement redoutable. C'est le péché capital — pour l'éviter, on acceptera, sans examen critique suffisant, les positions neuves ou dites telles, dès l'instant que leurs adeptes parlent avec assez de fermeté. Mais, justement, où les inspireurs de la campagne puisent-ils leur conviction ? Admettons d'emblée que la convergence finale des attitudes ne signifie nullement unité d'inspiration.

L'un des mobiles de la position anti-idéologique est, sans doute, la répulsion que provoque chez beaucoup l'emploi, fait souvent sans vergogne, de motivations idéologiques pour camoufler et justifier volonté de puissance et défense d'intérêts particuliers ou encore en vue d'expliquer des succès industriels dus à une concentration prioritaire de moyens techniques. Même sincère, et peut-être surtout si elle se révèle telle, l'adhésion idéologique recèle des périls majeurs : elle constitue un obstacle à l'examen lucide de la situation et à la recherche d'un compromis acceptable. Or, le jeu politique n'exige-t-il pas l'acceptation du relativisme, ou, pour reprendre la remarque de Raymond Aron, « la sagesse qui consent à ne pas atteindre l'absolu » ? ²⁰⁰ Si comme le pense Aron, la tolérance est

²⁰⁰ In : *Polémiques*, Paris, 1955, p. 195. Signalons ici le récent ouvrage de Dino del Bo, *Le sorti della vita*, Milan, 1961. L'auteur y définit et critique le « nominalisme », sorte de dogmatisme qui conduit à analyser la réalité en termes préconçus et empêche les hommes politiques de s'adapter aux réalités de leur temps. C'est là un aspect du procès des idéologies.

une vertu cardinale, l'apaisement des idéologies constitue alors un phénomène heureux et il est souhaitable d'agir pour en précipiter la survenance ²⁰¹.

On trouvera tout autre interprétation du phénomène dans un récent écrit de C. Wright Mills ²⁰². Pour lui, la thèse du « déclin des idéologies » est en réalité « un slogan de la suffisance mis en circulation par et pour des hommes centrés uniquement sur le présent, et cela dans les sociétés opulentes de l'Occident ». Le texte de Mills n'est pas toujours d'une parfaite cohérence : ainsi, ne saisit-on pas très bien le cheminement qui le conduit à faire de cette thèse « une réaction automatique ... à l'idéologie stalinienne » et à déclarer le phénomène de même nature que le « réalisme socialiste ». Mais, en dehors de ces considérations fumeuses on y trouve de solides observations ; ainsi quand il déclare que, pour beaucoup de tenants de cette thèse, la fin des idéologies signifie d'abord, et avant tout, la mort du socialisme, ou encore lorsqu'il souligne que la mise en pratique de cette position aboutirait à un « véritable fétichisme de l'empirisme », à l'apologie de « l'aveugle dérive de l'humanité ». Observons pourtant que Mills rejoint les thèses de la dévalorisation des conflits en soulignant l'effondrement de la classe ouvrière, comme facteur historique du changement. Mais il ne désespère pas pour autant, voyant dans *l'intelligentsia* le « facteur immédiatement disponible et efficace d'un changement » ²⁰³.

Le caractère utopique d'une telle observation ²⁰⁴ ne doit pas conduire à repousser le raisonnement entier. On ne saurait, par exemple, contester que « toute réflexion politique susceptible d'avoir une signification publique est d'essence idéologique ». Et il n'est pas non plus déraisonnable d'écrire que « l'attitude de la mort de l'idéologie constitue, dans un sens négatif, une tentative de se retirer sous la tente, de dégager l'effort cérébral de toute incidence politique ; dans un sens positif, ce serait un parti pris de suffisance politique, apparemment l'unique

²⁰¹ « Si la tolérance naît du doute, qu'on enseigne à douter des modèles et des utopies, à récuser les prophètes de salut, les annonciateurs de catastrophes », écrit R. ARON qui conclut son propos par un souhait : « Appelons de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme » (*L'Opium des intellectuels*, Paris, 1955, p. 334).

²⁰² « Mort des idéologies. Lettre à la nouvelle gauche », *Les Lettres Nouvelles*, février 1961, pp. 28-43.

²⁰³ Remarquons que pour les marxistes cette valorisation des intellectuels constitue le dérivatif sociologique d'une position philosophique idéaliste. Elle est une répudiation implicite du principe fondamental du matérialisme historique selon lequel les classes sociales sont les protagonistes de la scène historique. Certes les intellectuels restent capables, dans certaines circonstances, d'exercer une influence décisive sur le succès des mouvements sociaux, mais le problème est alors de déterminer les forces qui leur ont permis de jouer un tel rôle. Pour l'application de ces idées à un mouvement récent, voir BARAN (Paul-A.), « Cuba. Une révolution en marche vers le socialisme », *Cahiers Internationaux*, janvier-février 1961, pp. 47-62.

²⁰⁴ Les conséquences en ont été poussées à l'excès et parfois jusqu'au ridicule dans un récent ouvrage de l'auteur, *Les causes de la troisième guerre mondiale*, traduit de l'américain, Paris, 1960.

manière qui permette encore à de nombreux auteurs, d'approuver ou de justifier le statu quo ».

En se plaçant sur le plan de la « bonne société » — celle où la vie serait la plus harmonieuse — on ne saurait, certes, récuser le souhait de R. Aron. Rien n'est finalement aussi dangereux et affligeant que l'oubli de la mesure, le dogmatisme intransigeant, la prépondérance abusive de l'idée abstraite (ce qu'André Joussain a appelé le « pédantisme politique »). Mais, dans une société où tant de choses restent à redresser et à transformer, il est possible que la tolérance soit seulement un facteur favorable aux biens pourvus.

On ne peut échapper à l'argument qu'au prix d'un très solide optimisme sur la capacité finale des sociétés à évoluer vers le mieux-être de leurs membres : optimisme dont R. Aron aime se dire le champion. Faute d'être de cet avis, il faut bien revenir aux avertissements de Mills et considérer la thèse de l'apaisement comme une nouvelle forme de l'idéologie conservatrice. En tout cas, dès que les hommes politiques s'en saisissent, recommandant à leurs administrés d'adopter un comportement souple et pragmatique et d'éviter les positions d'allure radicale, le doute n'est plus permis, : il s'agit d'une affirmation tactique destinée à décourager toute tentative de modification structurelle de la société.

L'histoire offre de multiples exemples d'une telle tactique. Citons seulement ce que l'on a parfois appelé d'une expression suggestive, la « République opportuniste » qui caractérisa la scène politique française pour de longues années. Face aux radicaux et à leur chef Clemenceau qu'ils considèrent comme de dangereux agités, les opportunistes témoigneront de savantes prudences et s'en tiendront à un réformisme édulcoré. Socialement conservateurs, ils subissent déjà la tentation de l'apaisement. En prenant le pouvoir, au lendemain de la chute du Ministère Gambetta, le Cabinet Freycinet s'efforcera de rassurer l'opinion, Léon Say installé aux Finances, déclarant immédiatement : « Les nations ne vivent pas seulement la politique, elles vivent aussi d'affaires et d'intérêts matériels »²⁰⁵. Mais comme le dit J. Chastenet, aux « prudentes réformes », vont s'opposer de plus en plus des « impatiences neuves » : de nouveaux courants — que le gouvernement tendant à se constituer en « petit monde clos » a ignorés ou sous estimés — vont se tourner contre l'opportunisme, le plus vaste étant le socialisme²⁰⁶.

Il ne serait probablement pas impossible, en se plaçant vers 1885, de réécrire l'histoire de cette période sous l'angle d'une dévalorisation des combats idéologiques (surtout si la Commune était choisie comme point de référence). Évitions d'ailleurs le piège des analogies faciles. Nous avons cité par exemple dans le seul but d'établir que l'on se trompe en acceptant pour neuf, ou nouveau, un état

²⁰⁵ Cité par Jacques CHASTENET in : *La République des républicains, 1879-1893*, Paris, 1954, p. 107.

²⁰⁶ Voir dans l'ouvrage cité à la note précédente le chapitre VII qui fait bien apparaître la vanité finale du calcul de l'opportunisme : il est vrai que ce dernier, grâce à son expérience, à son habileté tactique et à sa clientèle d'intérêts réussit à conserver son influence pendant plusieurs années.

qui a connu bien des précédents, chacun avec ses traits particuliers : ce qui conduit une fois encore à affirmer qu'aucun problème ne saurait être réellement traité en dehors de la dimension historique.

En définitive, la thèse de l'apaisement idéologique trouve des points de vérification et d'explication dans l'observation positive des sociétés politiques contemporaines. Il semble cependant que, sur cette base relativement étroite, on ait bâti une construction trop vaste et surtout trop catégorique, dans le désir, plus ou moins conscient, d'influencer la marche des affaires sociales. On peut voir dans le souci de lutter contre l'intolérance l'une des sources fondamentales de cette attitude. Mais chez d'autres, et spécialement chez les hommes politiques, l'on passe assez rapidement d'une position en somme désintéressée à une tentative d'utilisation tactique visant à consolider et à élargir le mouvement dans un but de conservation sociale. Il est encore beaucoup trop tôt pour conjecturer si la vogue de cette thèse est déjà passée ou si elle reste, pour un temps, un facteur susceptible d'influencer le destin des communautés occidentales.

Quelques attitudes récentes suggèrent, cependant, de ne pas attacher une importance excessive à la thèse du déclin des idéologies comme facteur de persuasion : en particulier la revendication qui s'affirme, en divers milieux ouvriers, d'une participation directe dans le pouvoir économique qui, malgré l'« opulence », le « néo-capitalisme » et l'« économie mixte », reste encore l'apanage quasi-exclusif des patrons et des managers publics et privés.

C'est là une vieille demande, mais elle s'exprime aujourd'hui en fonction d'une perspective nouvelle : la planification socialiste ou démocratique (dont un exposé systématique a été fait au 30^e Congrès Confédéral de la C.F.T.C., en juin 1959). Selon les syndicalistes intéressés, cette planification devrait devenir le cadre réel de la vie économique et son principe régulateur. Elle partirait des besoins sans faire de la solvabilité un critère de priorité. Sa réalisation serait garantie par une distribution centrale des investissements dont une ou plusieurs caisses publiques assureraient le financement. Naturellement les organismes ouvriers seraient associés, d'un bout à l'autre, à l'élaboration et à l'exécution de cette planification dont les promoteurs attendent la suppression du capitalisme (même si le système en tolère, pour quelque temps, une certaine dose).

Cette revendication n'exclut pas le recours à la collectivisation des biens de productions. Mais le prestige des nationalisations auprès des travailleurs a souffert du fait des récentes expériences (réussite « économique » et échec « social »). On en vient dès lors à considérer que le principal intérêt de telles opérations serait de faciliter la réalisation du plan.

Ce livre n'étant pas consacré au contenu des idéologies mais à leurs perspectives de survie, nous n'entrerons pas ici dans le détail des demandes ouvrières telles que les expriment les grands syndicats et dont certains distinguent soigneusement le niveau de l'entreprise (revendicatif), d'une part, le niveau de la branche ou de l'économie nationale (association aux responsabilités), de l'autre.

Nous voulions seulement souligner que l'on a probablement tort de prendre pour un affaiblissement décisif ou même une disparition du socialisme une simple transformation dans les objectifs économiques du syndicalisme. Ces courants de pensée dont nous ne voulons pas analyser la valeur intrinsèque rendent plus difficile d'admettre cette démission des organisations ouvrières que postule la thèse du déclin des idéologies.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

ADMETTONS que la thèse du déclin des idéologies représente, au moins pour partie, un essai de persuasion. Correspond-elle chez ses auteurs à un bon calcul ?

En première analyse, il peut sembler désirable aux couches dirigeantes d'échapper à la turbulence politique. Mais si le pendule oscille dans la direction d'une complète indifférence, la situation peut comporter virtuellement le risque d'un affaiblissement de la conscience civique et, par là, le danger d'un retour au despotisme plus ou moins éclairé, sinon même, dans les cas les plus graves, à la formule du totalitarisme civil ou militaire. La lutte des partis engendre souvent démagogie et gaspillages, mais ce sont des tares dont les régimes non démocratiques ne sont nullement exempts. Même pour ses bénéficiaires apparents, il n'est pas certain que cette « désidéologisation », ou plus simplement cet apolitisme, soit uniformément bienfaisant. L'apolitisme-idéologie — par la médiocrité, l'ennui, le désarroi susceptibles d'en résulter — facilite en certains cas, la création des régimes oppressifs capables de s'en prendre par la suite aux couches dirigeantes traditionnelles (y compris celles ayant initialement choisi de contribuer à l'installation de tels régimes).

Faut-il considérer que la réalisation du *Welfare State* est capable d'ajouter une dimension nouvelle à l'apathie idéologique en consolidant, par la diffusion d'un certain bien être, les relations entre les divers groupements sociaux ? De nos jours, la notion même de l'État social commence à faire l'objet de critiques à la gauche de l'opinion : c'est ainsi que G. Myrdal vient d'accuser le « welfarisme » de provoquer une sorte de désintégration de la société internationale pouvant aller jusqu'au chaos, en encourageant et facilitant les égoïsmes nationaux ²⁰⁷. L'auteur souligne aussi de graves défauts dans l'ordre interne (subordination des intérêts des consommateurs à ceux des producteurs ; encouragement aux comportements d'inspiration ou à conséquences inflationnistes, etc.). Ainsi, en définitive, le *Welfare State* présenté comme la cause ou le support de l'apathie idéologique, serait-il générateur de tensions intérieures et extérieures. Sans accorder à la thèse de Myrdal un crédit excessif, notons que l'on se trompe probablement en attribuant à cette formule de gouvernement, le pouvoir de dissoudre les conflits. Dès lors, des rancunes — qu'un fonctionnement correct du système des partis permettrait peut-être d'apaiser ou d'amoinrir — risquent de s'accumuler jusqu'à déboucher sur une nouvelle, et peut-être plus âpre, forme de lutte idéologique.

²⁰⁷ *Beyond the Welfare State. From welfarism to chaos*, New Haven (Conn.), 1960.

Mais surtout, il faut en revenir au cas où, pour une raison ou l'autre, le régime socio-économique cesserait de fonctionner selon les standards habituels ou de produire les résultats attendus. Il n'est que d'évoquer les souvenirs de l'entre-deux-guerres pour apprécier l'intensité du désarroi capable d'en résulter : désordre d'autant plus grand — ou du moins risquant de l'être — que l'individu se trouverait placé idéologiquement dans une sorte de vacuum. Il est probable que, dans une situation de ce type, un pays disposant d'un solide système partisan reste mieux armé pour recevoir le choc, qu'un autre dans lequel la contestation idéologique n'a pas eu le temps de s'implanter ou se trouve en état de désintégration.

Enfin, dans une hypothèse de ce genre, comme en plusieurs autres, il faut aussi compter avec l'effet perturbateur et, le cas échéant désagrégateur, des idéologies extérieures. Les partisans de l'apaisement oublient trop souvent que l'univers où le phénomène est censé se produire ne constitue qu'une fraction réduite de l'humanité — l'autre étant vouée à exercer une pression croissante sur notre monde par tous les moyens, y compris le bombardement et l'intoxication idéologiques. Comment voudrait-on qu'un peuple engourdi par le refus des contestations partisans, soit en mesure d'évaluer de façon critique et au besoin de rejeter brutalement, les accusations et « slogans » qui ne cesseront de peser sur lui (suivre attentivement de ce point de vue la formation qui s'opère sous nos yeux, de l'idéologie du néo-colonialisme ou néo-impérialisme). On n'éprouverait aucune difficulté à multiplier les exemples de tels risques appelés, sans aucun doute, à s'accroître dans l'avenir ²⁰⁸.

Les sociétés contemporaines qui jouissent d'un développement économique avancé possèdent plusieurs mécanismes susceptibles, dans les circonstances courantes, de faciliter la pacification des esprits. Contrairement à des vues optimistes, il n'est pas sûr que les conséquences de cet état de choses soient uniformément heureuses — spécialement dans les pays où, compte tenu de la gravité des oppositions objectives, un tel apaisement résulte de l'emploi de diverses techniques propres à créer le conformisme social ou du moins, à éviter que l'on ne s'en écarte trop. En tout cas, les sociologues augmentent ces risques, quand en nombre très variable selon les pays et sous des inspirations diverses (dont certaines parfaitement désintéressées : lutte contre l'intolérance), ils grossissent le trait et contribuent au renforcement de l'apaisement en le déclarant définitivement acquis. Même si l'audience de telles conceptions reste limitée, c'est jouer avec le feu. Le phénomène visé est l'idéologie communiste ou le socialisme à tendances dures (au moins sur le papier) que l'on qualifie de « dogmatique » pour les besoins de l'opération. Peut-être, en définitive, le désarmement idéologique préconisé favorisera-t-il la pénétration de ces doctrines et leur expansion.

²⁰⁸ Plusieurs ouvrages américains récents se révèlent sensibles à l'existence de tels risques et vont jusqu'à proposer des mesures de sauvegarde. Voir, par exemple, THEOBALD (Robert), *The challenge of abundance*, New York, 1961, où l'auteur suggère que le besoin de justice sociale doit constituer l'un des facteurs de la révision des attitudes traditionnelles.

Beaucoup en tout cas, à l'intérieur de notre monde, interprètent ce repli idéologique, non comme une preuve d'humanisme, mais comme un nouvel indice du fameux « déclin de l'Occident ». Et il apparaît difficile de leur donner tort si l'on considère le genre de suffisance bornée qui sortirait d'un total apaisement idéologique.

*

* *

Mais, cette éventualité a-t-elle la moindre chance de se réaliser ? Il est impossible de répondre par l'affirmative sans admettre que soit mis un point final aux conflits et rivalités opposant les hommes. Quelques-uns, en proie au démon de la prospective, n'hésitent pas à franchir le pas. Fondement de cette prédiction : une fois liquidées les séquelles de la « décolonisation », il n'y aurait plus, au moins à vue d'homme, de facteurs susceptibles d'établir de profonds clivages entre les membres de la communauté. Les divisions actuelles tendant à se résorber sans que d'autres s'affirment, il n'est plus excessif de pronostiquer l'apaisement final des conflits idéologiques.

Sur cette voie, nous touchons vite à la représentation mythique. Il serait à la fois divertissant et déprimant de faire la liste des périodes historiques au cours desquelles un tel espoir aurait pu se manifester avec de meilleures raisons qu'aujourd'hui, la suite nous rappelant l'incapacité de l'homme à définir les modalités successives de son destin. Qui oserait prétendre que les calculatrices électroniques suffisent désormais à nous préserver de telles incertitudes ?

L'expansion de la technique et singulièrement des procédés de conditionnement intellectuel ouvrent, il est vrai, d'autres perspectives : la suppression des conflits par réduction de la diversité humaine à une condition spirituelle standard. Nous n'en sommes certes pas là, mais déjà l'expansion des facultés technocratiques nous rapproche de ce destin. Dans les pays démocratiques, les représentants élus sont souvent, en droit ou en fait, exclus des décisions les plus importantes. Il arrive ainsi que les préférences des technocrates prennent le pas sur les autres facteurs du choix. Est-il entièrement utopique d'admettre qu'en se prolongeant et en s'approfondissant ces tendances transformeraient les citoyens en objets influençables et manipulables et que ceux-ci en perdraient le goût et peut-être le sens même des divisions partisans ?

Exprimé en ces termes, le risque de la technocratie paraît un simple épouvantail. Il reste pourtant que la lente montée des compétences est l'un des plus puissants facteurs de cet effacement idéologique relatif qui caractérise notre monde : ce qui revient à placer au premier rang des difficultés de la démocratie les rapports entre la politique et la technique. Question d'autant plus brûlante que la gestion des affaires communes est, selon toute vraisemblance, vouée à un niveau plus élevé de centralisation technique. Ainsi serait-il fort étonnant que dans les prochaines décennies la planification de la vie économique ne connaisse pas de progrès sensibles. De multiples ouvrages ont été consacrés au problème de la conciliation du planisme et de la démocratie et, plus particulièrement, de

l'association des représentants élus à la prise de décisions économiques fondamentales : jusqu'à présent, on n'y est parvenu ni sur le terrain, ni sur le plan de l'élaboration doctrinale ²⁰⁹.

Mais ce problème a-t-il encore un sens ? Voici une quinzaine d'années, le capitalisme semblait être un mort en sursis dont bien peu se seraient hasardés à pronostiquer le maintien. Aujourd'hui, la roue a tourné. On en vient à se demander s'il y a réellement dans un pays comme la France un mouvement d'ensemble vers le socialisme. Ou encore on propose de ramener l'idée socialiste au rôle d'un principe moral régulateur des actions des hommes ²¹⁰. Admettons que de telles volte-face renforcent la thèse de l'apaisement idéologique : représentent-elles pour autant l'ensemble de la situation ?

Il ne le paraît pas. « Les observations concordent, écrit H. Bartoli : nous sommes au temps de la genèse d'une civilisation nouvelle dont le travail sera la catégorie économique et sociale dominante » ²¹¹ : perspective fondamentalement incompatible avec la thèse légitimant le statu quo sur la base d'une sorte d'acceptation généralisée que l'on présume un peu rapidement. « Deux voies seulement s'ouvrent au capitalisme actuel... écrit de son côté R. Fossaert : l'une mène à un système social de type socialiste après une catastrophe économique-politique ; l'autre conduit au même résultat par une série de mutations plus ou moins étendues, liées à des luttes de classe plus ou moins révolutionnaires » ²¹² : ce qui revient à dire que pour tout un courant de pensée l'économie mixte constitue non pas le point d'arrivée, mais une étape vers une transformation plus générale, un moment de la disparition progressive du capitalisme.

*
* *

Un auteur britannique vient de consacrer un ouvrage à la société « stagnante » ²¹³ : stagnation qu'il attribue non au leadership conservateur qui a joué son jeu propre avec habileté, mais à l'absence de dynamisme et d'esprit créateur du mouvement travailliste (aussi bien syndicats que parti parlementaire). La conclusion qui se dégage de ce volume est que la faiblesse endémique des démocraties occidentales se situe dans l'incapacité de la gauche à assumer ses responsabilités.

²⁰⁹ Parmi les derniers essais en date, voir l'ouvrage de BLACKAM (H. J.), *Political discipline in a free society. The sustained initiative*, Londres, 1961 : en dépit des talents et de la bonne foi de l'auteur, l'argumentation, par son optimisme final, n'est pas tout à fait convaincante.

²¹⁰ Voir une discussion sur « L'Avenir du socialisme » in : *Cahiers de la République*, novembre-décembre 1959, pp. 27-42.

²¹¹ In : *Esprit*, juin 1961, p. 1050.

²¹² *Op. cit.*, pp. 112-113.

²¹³ SHANKS (M.), *The stagnant Society*, Penguin, 1961.

La qualification de « stagnante » ne conviendrait pas à l'économie française de ces dernières années, la Cinquième République ayant plutôt consolidé et renforcé les tendances à l'expansion légués par la Quatrième. Certes, le régime économique actuel est loin de tirer tout le parti possible, et encore moins le meilleur parti, des ressources disponibles. Le taux de formation du capital net est demeuré insuffisant en dépit des liquidités qui existent sur le marché financier. Mais la situation sans être excellente reste acceptable.

Il semble difficile de présenter le même diagnostic quand on aborde le domaine social. Les espérances qui avaient pris corps à la Libération — le souci de promouvoir une conception nouvelle de l'homme et de réviser l'ensemble des valeurs sociales — ont été déçues. La société de 1961 est plus riche que celle de 1938 dont les charges, productives et improductives, étaient d'ailleurs moindres : elle reste dans l'ensemble, et à quelques transformations partielles près, marquée sinon par les mêmes misères en voie de réduction, du moins par les mêmes inégalités et les mêmes injustices. La technique a transformé et enrichi l'échelle des satisfactions (grands immeubles locatifs, petites voitures, équipement domestique durable, tourisme ... ; elle n'a pas égalisé les conditions d'accès à ces biens. Surtout, elle n'a pas modifié le contenu moral des rapports du travail.

Nous n'avons pas à prendre parti ici sur les diverses conceptions du devenir social français. Nous redirons simplement pour terminer qu'en dépit des apparences, la thèse du déclin des idéologies, dans la mesure où elle amplifie les dimensions du phénomène, n'est pas idéologiquement neutre. Tout compte fait, elle apporte aux satisfaits et aux bien-pourvus des motifs de tranquillité et de réconfort moral : mais n'est-ce pas finalement simple illusion ?

En somme, l'opportunisme renaît volontiers de ses cendres. Qu'on l'admette ou le repousse ne devrait pas faire obstacle à la reconnaissance de sa véritable nature et de sa place dans l'arsenal idéologique du conservatisme ²¹⁴.

²¹⁴ Avant de donner le bon à tirer de cet ouvrage nous avons pu lire le très récent volume de RIGAUD (J.), *Débat sur la France de demain. Le manifeste des cinq et les commentaires des cent*, Paris, 1961, qui s'efforce, en particulier, de définir le rôle et les objectifs de la France « à l'aube du XXI^e siècle ». C'est un nouvel exemple, d'une grande banalité d'ailleurs, de cette « fuite en avant » qui caractérise toujours les périodes d'incertitude. Les auteurs de tels exercices attribuent ainsi au temps la faculté ou la responsabilité de réaliser le monde de leurs rêves ou de leurs préjugés. Ainsi se fonde une sociologie-fiction dont l'étude apporterait d'utiles éléments à la connaissance de l'époque actuelle.